
TABLEAU DE BORD ÉCONOMIQUE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Novembre 2020

Analyse des données

CLUB CONJONCTURE 93

Le Club Conjoncture 93 est une structure informelle qui réunit les principaux acteurs économiques de la Seine-Saint-Denis : la Préfecture de la Seine-Saint-Denis, le Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis, la Chambre de commerce et d'industrie départementale de Seine-Saint-Denis, la DIRECCTE Île-de-France, la Banque de France de Seine-Saint-Denis, la Direction Départementale des Finances Publiques, le Comité départemental de tourisme de Seine-Saint-Denis, le Pôle Emploi Seine-Saint-Denis, l'Unité Territoriale de Seine-Saint-Denis de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat Seine-Saint-Denis, le Tribunal de commerce de Seine-Saint-Denis, la Direction Régionale des Douanes de Paris-Est et l'URSSAF de Paris - Région Parisienne.

Il a pour objet l'analyse et le suivi de la conjoncture économique du département, et s'organise autour de deux aspects différents : le suivi régulier d'indicateurs en premier lieu, et l'examen plus structurel par thématique de certains aspects de l'économie départementale, en second lieu.

Dans cette perspective, le Club 93 Conjoncture réalise semestriellement un Tableau de Bord Économique de la Seine-Saint-Denis qui regroupe des séries chronologiques économiques collectées auprès des différents partenaires et tente de faire l'analyse d'indicateurs départementaux relatifs aux ménages, aux entreprises, au tourisme, aux événements d'affaires, à l'emploi, à la construction et au marché de l'immobilier.

Ces documents sont consultables sur les sites internet des partenaires du Club 93 Conjoncture suivants :

- Préfecture de la Seine-Saint-Denis : www.seine-saint-denis.pref.gouv.fr
- Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis : www.seine-saint-denis.fr
- Chambre de commerce et d'industrie départementale de la Seine-Saint-Denis : www.cci-paris-idf.fr
- Chambre de métiers et de l'artisanat de Seine-Saint-Denis : www.cma93.fr
- Comité départemental du tourisme : www.tourisme93.com

SOMMAIRE

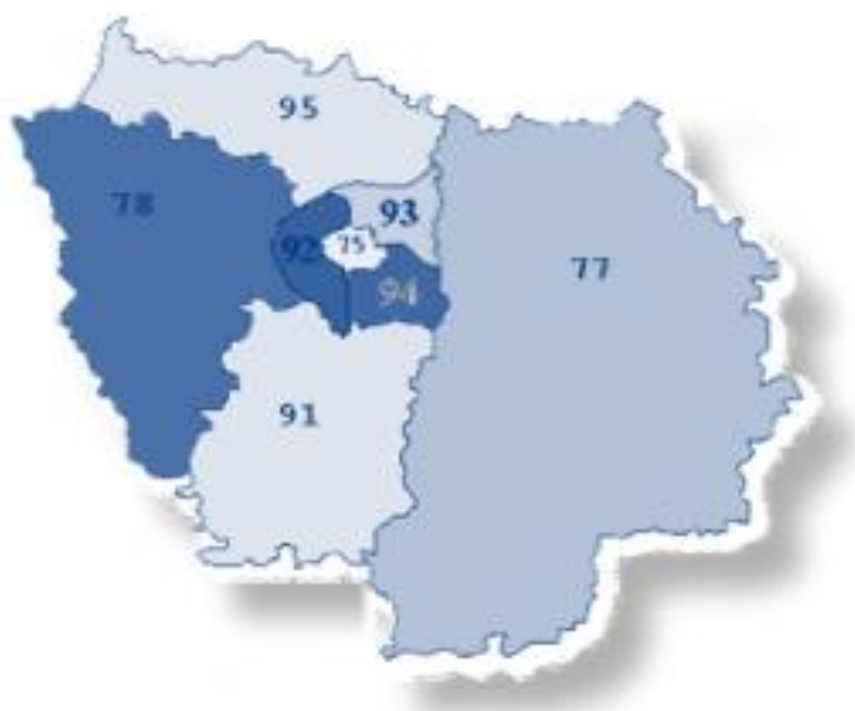
- **TENDANCES FRANCILIENNES**
- **LES ENTREPRISES**
- **LA VIE DES ENTREPRISES EN SEINE-SAINT-DENIS**
- **LA TVA ET L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS**
- **LE TOURISME ET LES ÉVÉNEMENTS D'AFFAIRES**
- **LE CHÔMAGE ET L'EMPLOI**
- **LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER**

**NOTE MÉTHODOLOGIQUE
CONTACTS**

TENDANCES FRANCILIENNES



TENDANCES FRANCILIENNES – OCTOBRE 2020
BANQUE DE FRANCE DE LA COURNEUVE

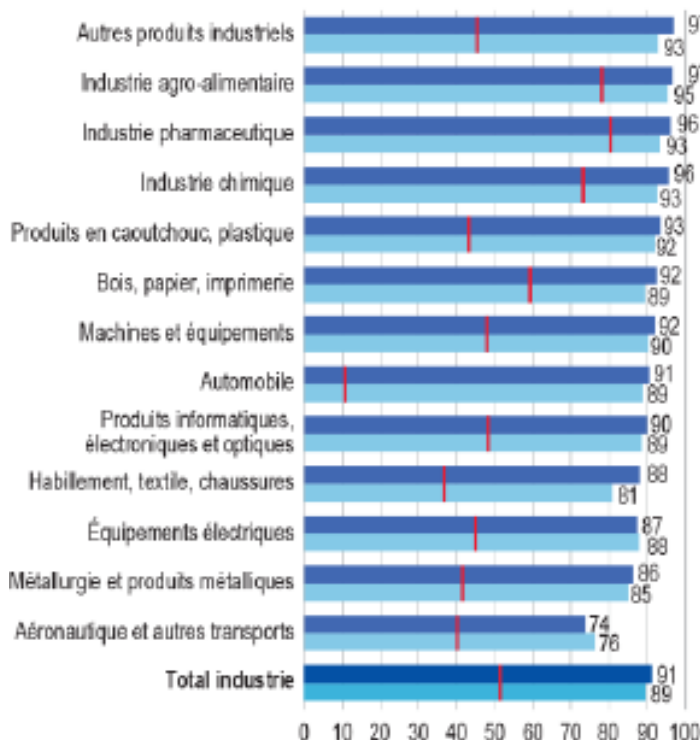


1. CONJONCTURE ÉCONOMIQUE FRANÇAISE

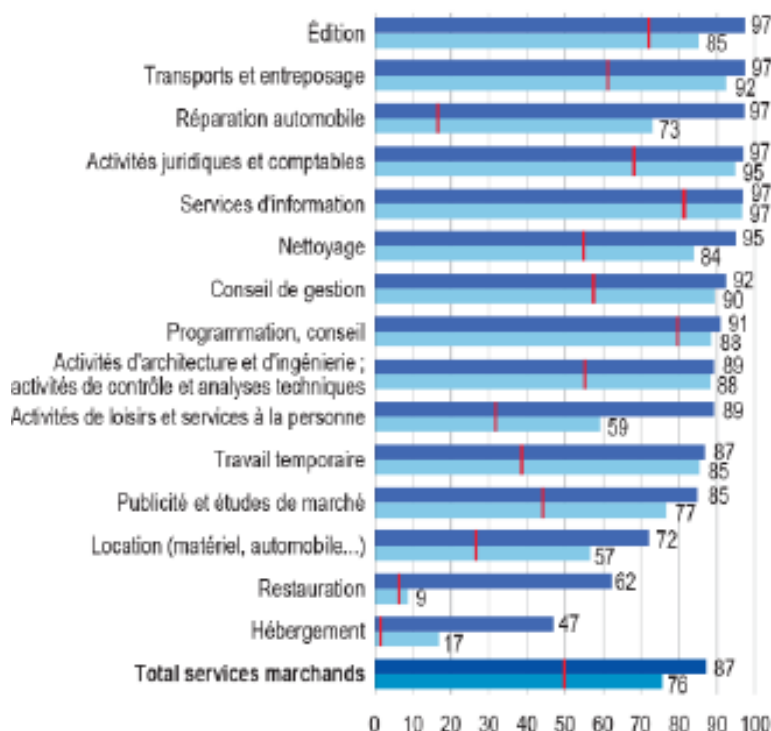
Jugement des entreprises sur le niveau d'activité en octobre et prévisions du mois de novembre

(en % du niveau jugé « normal »)

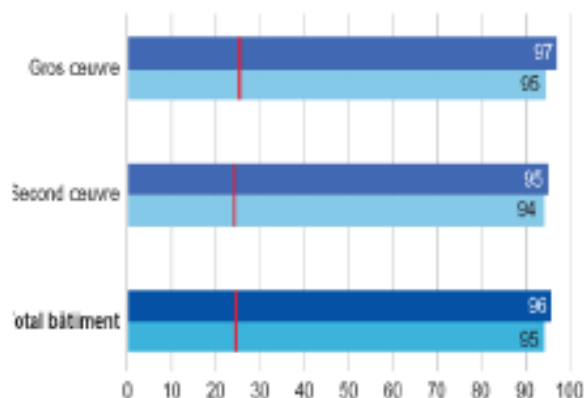
Industrie



Services marchands



Bâtiment

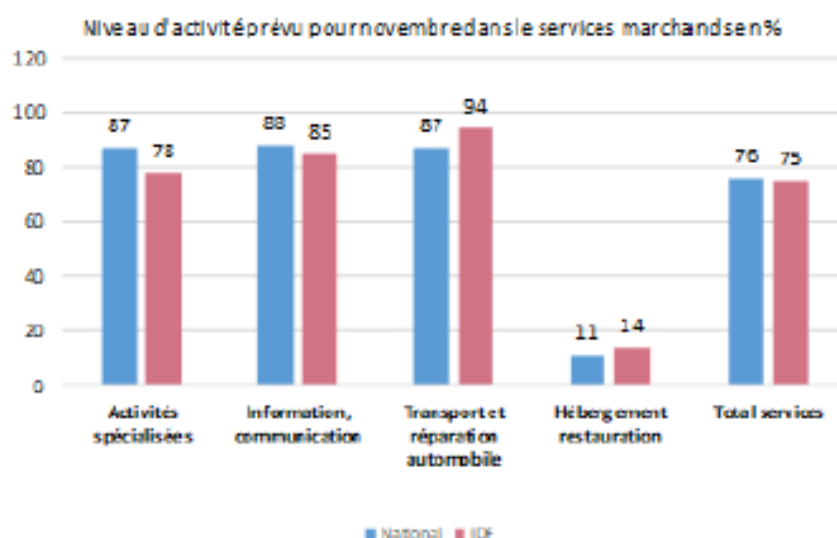
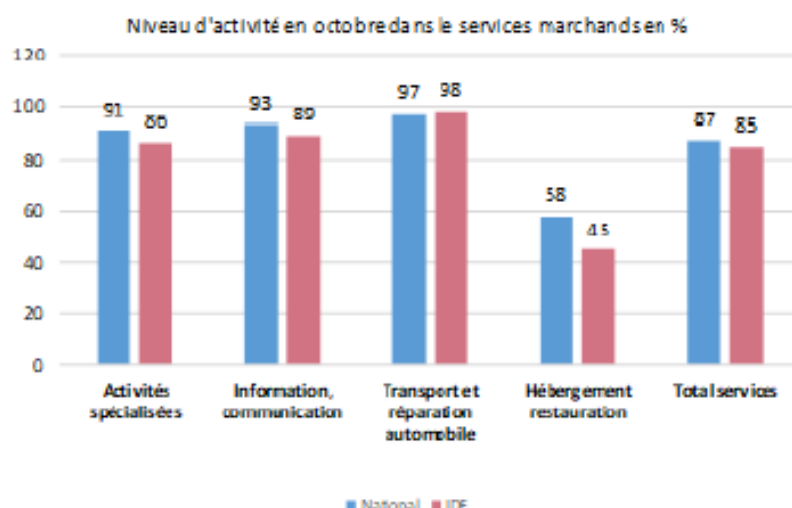


La comparaison des niveaux d'activité attendus pour novembre avec ceux constatés en avril suggère que dans la plupart des secteurs – même si de façon inégale – **l'impact du deuxième confinement serait nettement moins prononcé que celui du premier confinement**. Selon notre enquête, seuls les secteurs de l'hôtellerie et surtout de la restauration retomberaient en novembre à des niveaux d'activité se rapprochant de ceux d'avril.

1- CONJONCTURE ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

Jugement des entreprises sur le niveau d'activité en octobre
et prévisions du mois de novembre
(en % du niveau jugé « normal »)

Services marchands



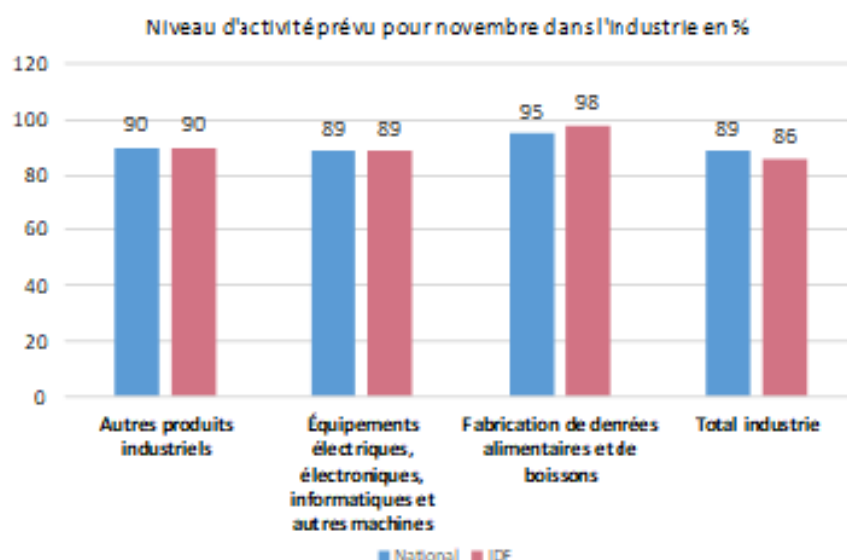
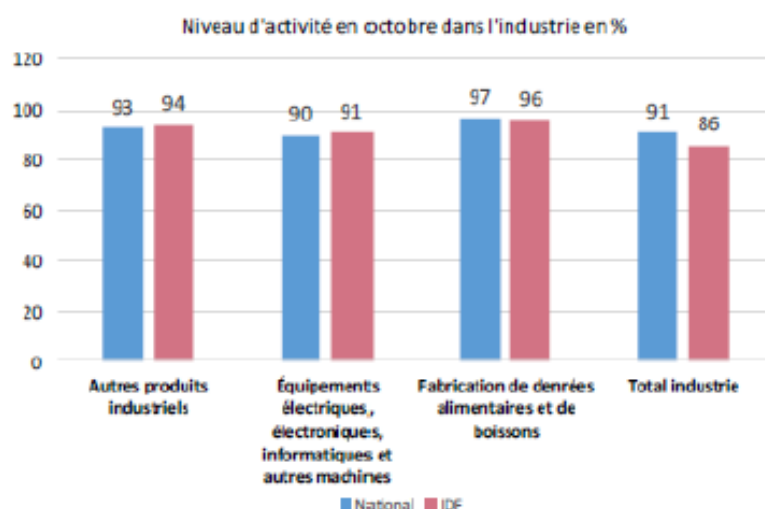
Les chefs d'entreprise ont été interrogés sur leurs pertes d'activité : il leur a été demandé d'estimer leur niveau d'activité par rapport à un niveau jugé normal.

Dans les services marchands, le niveau d'activité **en Île-de-France** s'est légèrement dégradé avec les premières mesures de couvre-feu prises le 17 octobre. Avec le second confinement en novembre, l'hébergement-restauration, au niveau d'activité déjà faible, va quasiment retrouver son niveau plancher du mois d'avril. À l'inverse, le secteur du transport reste dynamique. Les chefs d'entreprise sont plus nombreux à ne pas pouvoir se prononcer sur les estimations d'activité de novembre.

1- CONJONCTURE ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

Jugement des entreprises sur le niveau d'activité en octobre et prévisions pour le mois de novembre (en % du niveau jugé « normal »)

Industrie



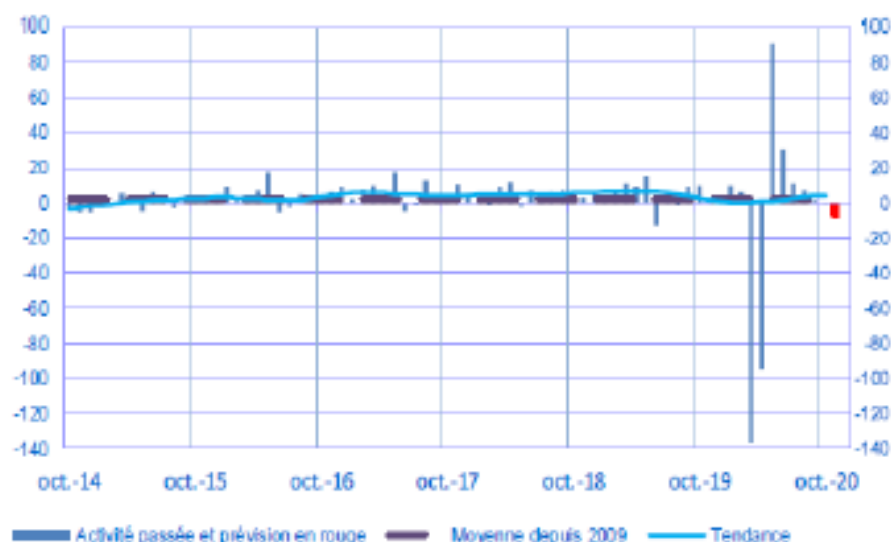
L'industrie francilienne, impactée notamment par le poids du secteur des matériels de transport particulièrement touché par la crise, continue de subir une perte d'activité plus marquée qu'au niveau national. Pour le mois de novembre, aucune détérioration notable n'est anticipée malgré les mesures de confinement. Cela étant, le degré d'incertitude des chefs d'entreprise est plus élevé que les mois précédents.



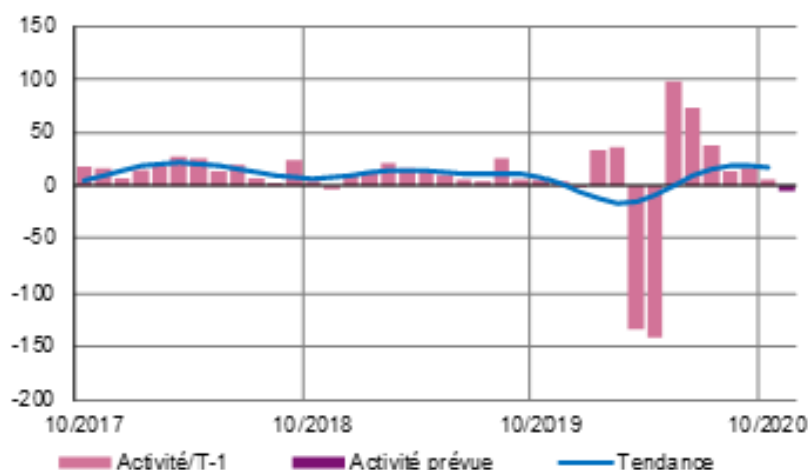
1- CONJONCTURE ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

Activité passée en octobre et prévisions dans le bâtiment

France



Île-de-France



En Île-de-France, l'activité du **secteur du bâtiment**, qui a quasiment retrouvé son rythme normal dès le mois de juin, s'est maintenue au cours du mois d'octobre. Les carnets de commandes sont particulièrement bien garnis dans le gros œuvre, secteur qui envisage sereinement le nouveau confinement, tablant sur la stabilité de ses chantiers pour les semaines à venir. Les entreprises du second œuvre restent plus prudentes et appréhendent à la marge un léger tassement d'activité.

Au global, l'activité **pour le mois de novembre** devrait rester stable, à 95% de son niveau normal, similaire au niveau national. Les entreprises du secteur du bâtiment recueillent les fruits d'organisations désormais éprouvées avec la mise en place des mesures de protection sanitaire depuis plusieurs mois.

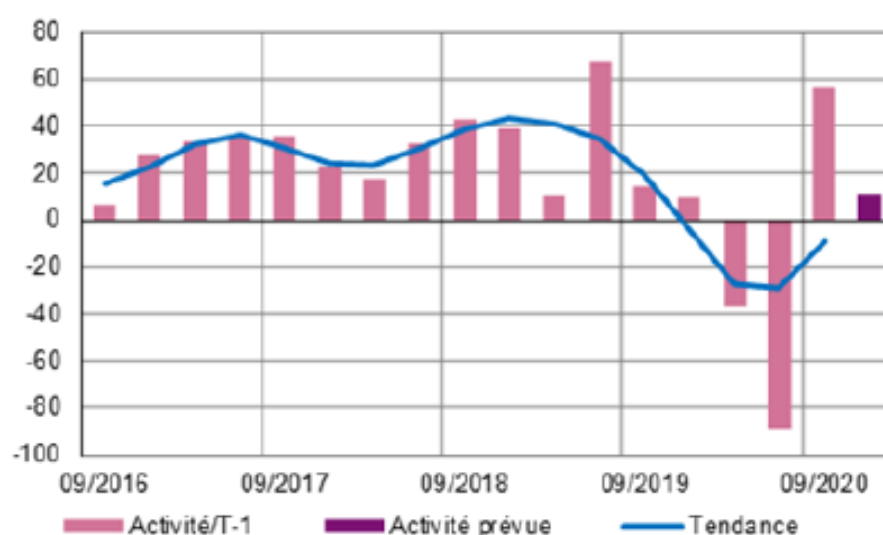


1- CONJONCTURE ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

Travaux publics

(Étude trimestrielle)

Évolution globale
Activité passée en septembre
et prévisions(en solde d'opinions CVS)



En **Île-de-France**, l'activité des travaux publics a été vigoureuse depuis le mois de juin, en raison du rattrapage des travaux qui fait suite à la fermeture des chantiers pendant les premières semaines de confinement. Comparativement à la même période de l'an dernier, le niveau apparaît plus faible néanmoins. Les prévisions pour la fin de l'année font état de la poursuite de la croissance, à un rythme plus modéré toutefois.



1- CONJONCTURE ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

Évolution de l'emploi salarié par département

	Emplois (en milliers)			Variation (en %)	
	2 ^e trim. 2019	1 ^{er} trim. 2020	2 ^e trim. 2020	trimestrielle	annuelle
Paris	1 856,2	1 824,6	1 800,0	-1,4	-3,0
Seine-et-Marne	469,3	463,6	461,2	-0,5	-1,7
Yvelines	541,9	537,6	529,4	-1,5	-2,3
Essonne	450,0	448,7	443,4	-1,2	-1,5
Hauts-de-Seine	1 074,4	1 066,8	1 050,5	-1,5	-2,2
Seine-Saint-Denis	626,6	629,3	620,8	-1,4	-0,9
Val-de-Marne	540,0	534,4	526,9	-1,4	-2,4
Val-d'Oise	381,9	379,5	375,3	-1,1	-1,7
Île-de-France	5 940,5	5 884,5	5 807,5	-1,3	-2,2
France hors Mayotte	25 405,8	25 048,2	24 832,9	-0,9	-2,3

Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Champ : emploi salarié hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acof-Urssaf, Dares, Insee.

2- ENTREPRISES : FINANCEMENT DES ENTREPRISES

Crédits aux Sociétés Non Financières en France

Le taux de croissance annuel des crédits aux SNF reste important +13,1 %.

- Il est porté par les crédits de trésorerie, dynamisés par la mise en place du dispositif PGE. Leur croissance sur un an s'établit à +34,2%.
- La croissance sur un an **des crédits à l'investissement** reste soutenu (+5,8%, après +5,7% en août), toujours tirée par les crédits à l'équipement (+7,8 %).

(Encours en milliards d'euros, taux de croissance en %)

	Encours brut	Taux de croissance annuel brut		
	sept-20	juil-20	août-20	sept-20
Total	1 181	12,6	13,1	13,1
Investissement	793	5,6	5,7	5,8
<i>Équipement</i>	490	7,4	7,8	7,8
<i>Immobilier</i>	303	2,8	2,5	2,6
Trésorerie	318	32,0	34,3	34,2
Autres	70	20,1	19,7	20,9

Source : Stat-info crédits aux sociétés non financières – BDF ; DGS, Données cvs



2- ENTREPRISES : CRÉATIONS

À fin septembre 2020, les créations d'entreprise repartent à la hausse :

Le nombre de créations d'entreprises est en progression en Île-de-France et en Seine Saint Denis : sur une année (+1,8% en Ile de France et +0,5% en Seine Saint denis); sur un trimestre (+6 % pour la région et +9,2% pour le département).

Nombre de créations sur un an	sept-20	Glissement du cumul annuel (en %)	Glissement du cumul sur un trimestre
Paris	74 874	-1,9%	3,6%
Seine-et-Marne	18 042	5,6%	6,7%
Yvelines	21 147	8,0%	6,3%
Essonne	18 830	12,5%	8,1%
Hauts-de-Seine	31 526	-1,5%	5,2%
Seine-Saint-Denis	32 282	0,5%	9,2%
Val-de-Marne	25 112	2,9%	7,2%
Val-d'Oise	19 581	3,9%	7,6%
Île-de-France	241 394	1,8%	6,0%
France entière	813 837	4,3%	5,2%

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements – Sirene)



2- ENTREPRISES : DÉFAILLANCES

Défaillances d'entreprises en Île-de-France sur un an

Le nombre de défaillances dans la région sur un an baisse de 28,9 %.

Cette baisse n'indique pas une réduction du nombre d'entreprises en difficulté mais à la fois l'impact qu'a eu la période de confinement sur le fonctionnement des juridictions commerciales et les évolutions réglementaires qui modifient temporairement les dates de caractérisation et de déclaration de l'état de cessation de paiement. Elle s'observe dans tous les secteurs et pour toutes les catégories d'entreprises, sans que cela puisse être analysé d'un point de vue économique.

	Cumul des 12 derniers mois		Taux de croissance annuel
	sept.-19	sept.-20	sept.-20
Agriculture, Sylviculture et Pêche (AZ)	19	14	-26,3
Industrie (BE)	536	416	-22,4
Construction (FZ)	2 936	1 850	-37,0
Commerce - Réparation automobile (GZ)	2 309	1 736	-24,8
Transports et entreposage (HZ)	889	599	-32,6
Hébergement et Restauration (IZ)	1 102	864	-21,6
Information et Communication (JZ)	610	435	-28,7
Activités Financières et d'Assurance (KZ)	234	182	-22,2
Activités Immobilières (LZ)	252	167	-33,7
Activités Techniques et Services Administratifs (MN)	1 751	1 380	-21,2
Enseignement, Santé, Action Sociale et Services aux Ménages (P)	1 090	695	-36,2
Ensemble de l'économie (Île-de-France)	11 771	8 366	-28,9

Source : Direction des Affaires Régionales – Île-de-France



2- ENTREPRISES : MÉDIATION DU CRÉDIT

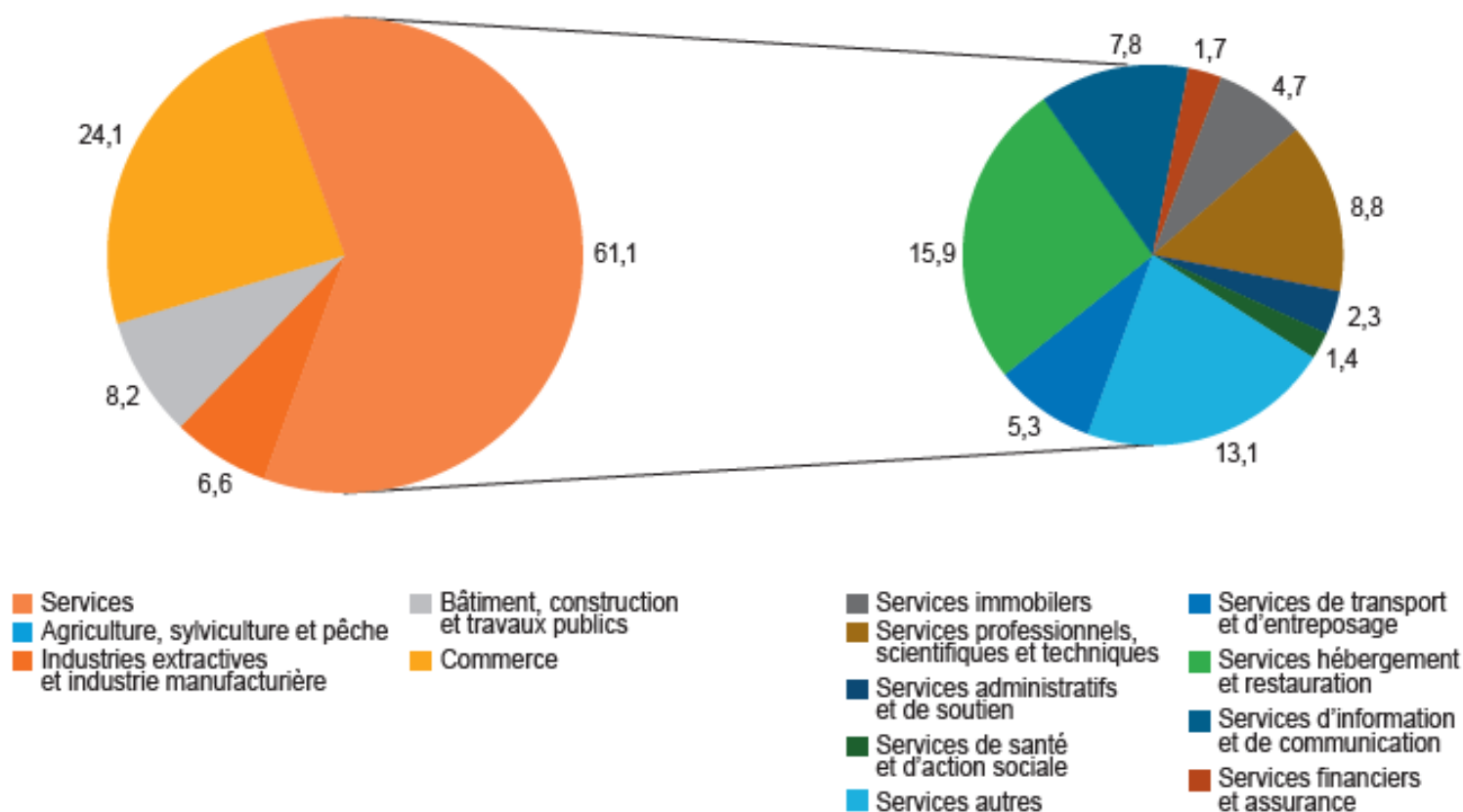
En France, du début du mois d'avril jusqu'à fin septembre, 10 539 entreprises ont été éligibles à la médiation du crédit, dont 2588 en Ile de France et 284 en Seine-Saint-Denis.

Globalement, les montants cumulés de crédits demandés sur cette période s'établissent à 2,3 milliards d'euros ce qui représente une proportion très limitée, de l'ordre de 1,8 %, des demandes de PGE sollicitées en raison du faible taux de refus des banques (estimé à 2,7 %).

En octobre, le nombre de dossiers éligibles repart à la hausse :

- en **France**, 695 dossiers éligibles ont été acceptés au mois d'octobre, après 616 en septembre et un pic de 3317 en mai.
- en **Île-de-France**, 199 nouveaux dossiers éligibles en octobre ont été enregistrés, après 152 en septembre et un pic de 728 en mai.

Répartition en IDF des dossiers éligibles par secteur économique (en %) au 27/07



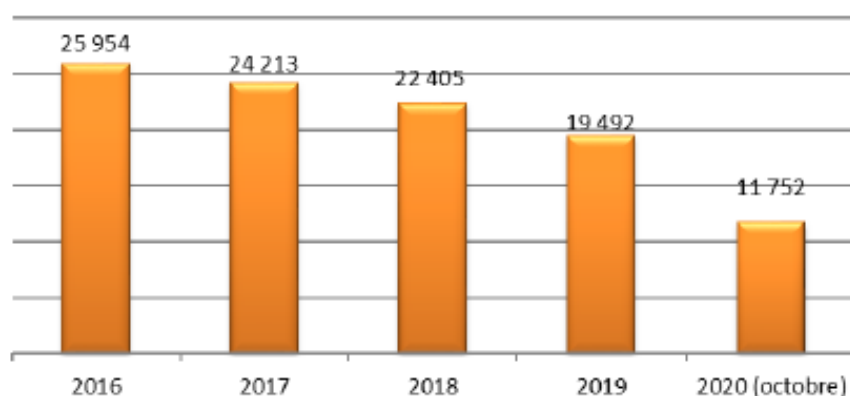
<https://mediateur-credit.banque-france.fr/communiqu-e-de-presse/la-mediation-du-credit-active-depuis-le-debut-de-la-crise-au-plus-pres-des-entreprises-dans-les-0>



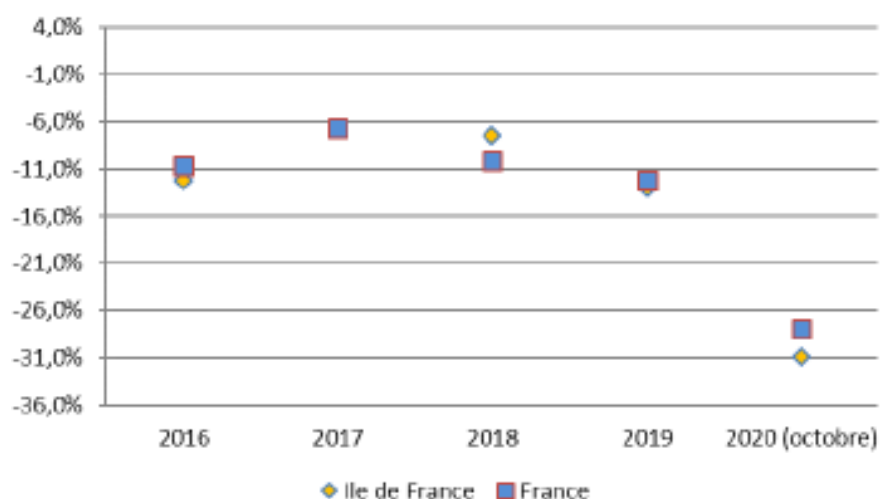
3- MÉNAGES : SURENDETTEMENT

Net recul des dépôts de dossiers de surendettement en cumul à fin octobre 2020 par rapport à 2019: -26,2% en Seine Saint Denis, -30,8 % en Île de France et -27,9 % en France par rapport à 2019.

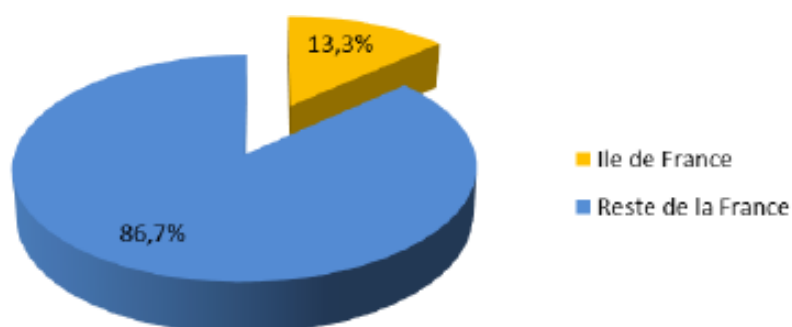
Nombre de dossiers déposés en Ile-de-France



Taux de croissance annuel du nombre de dépôts
au 31/10/2020



Part des dépôts
en Ile de France
au regard du total
France





LES ENTREPRISES

DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES

LES ENTREPRISES

Procédures de redressements, jugements et affaires contentieuses au
Tribunal de commerce de Bobigny



Historique RCS

Agents économiques immatriculés par le Greffe	2015	2016	2017	2018	2019	10/2019	10/2020
Sociétés commerciales	10 202	11 379	11 695	9244	9244	8079	7763
Sociétés civiles	1 452	1 648	1 716	1543	1543	1467	1321
G.I.E	7	8	9	3	3	8	3
Dépôts d'actes			38765	79255	79255	52644	32672
Dépôt comptes annuels			23573	31369	31369	21283	19644

Contentieux général

	2019	10/2019	10/2020
Affaires au fond			
dont : affaires nouvelles	1671	1312	1047
dont : en cours	1225	1230	1206
dont : terminées	1640	1300	1066
Référés	509	413	295
Injonctions de Payer	6413	5225	3137



Ouverture de procédures collectives

PROCEDURES COLLECTIVES OUVERTES	2017	2018	2019	10/2019	10/2020
jugements d'ouverture	2 146	2339	2368	1944	1141
dont : ouverture sauvegarde	6	6	17	16	16
dont : ouverture redressement	124	187	317	257	124
dont : ouverture de liquidation judiciaire immédiate et résolution de plan	2 016	2112	2007	1650	976
Rétablissement professionnel	1	2	1	0	0
Conversion de RJ en LJ	101	99	245	200	145



Traitement difficultés 10 mois 2020

Tribunal de Commerce Spécialisé de Bobigny - 2020														
Procédure amiable					Procédure d'observation					ISSUE Après période d'observation				
	Mandat ad hoc	Conciliation	Total	Salarisés concernés	Sauvegarde	Redressement judiciaire	Total	Salarié à l'ouverture	Liquidation judiciaire	Plan de continuation	Plan de cession	Plan de sauvegarde	Liquidation judiciaire immédiate	ALERTE DU PRESIDENT
Janvier	1	4	5	23	7	11	18	102	39	8	6	0	172	5
Février	3	3	6	135	0	6	6	3	23	5	0	0	146	175
Mars	3	1	4	961	2	31	33	167	18	8	1	0	151	81
Avril	1	4	5	959	2	2	4	32	3	2	0	0	6	21
Total	8	12	20	2 078	11	50	61	304	83	23	7	0	475	282
Mai	0	2	2	0	0	14	14	1 230	6	3	1	1	60	8
Jun	1	2	3	107	2	16	18	347	21	4	8	3	108	2
Juillet	1	8	9	982	2	11	13	44	13	4	5	12	67	67
Août	0	4	4	55	0	0	0	0	0	2	0	0	3	6
Total	2	16	18	1 144	4	47	45	1 621	40	13	14	16	238	83
Septembre	0	3	3	0	1	20	21	13	13	3	0	0	160	46
Octobre	10	5	15	2350	0	13	13	32	10	1	2	0	103	49
Novembre			0				0							
Décembre			0				0							
Total	10	8	18	2 350	1	33	34	45	23	4	2	0	263	95
TOTAL	20	36	56	5 572	16	124	140	1 970	146	40	23	16	976	460



LE TISSU ÉCONOMIQUE ARTISANAL DE LA SEINE-SAINT-DENIS



Bilan du 1^{er} semestre 2020

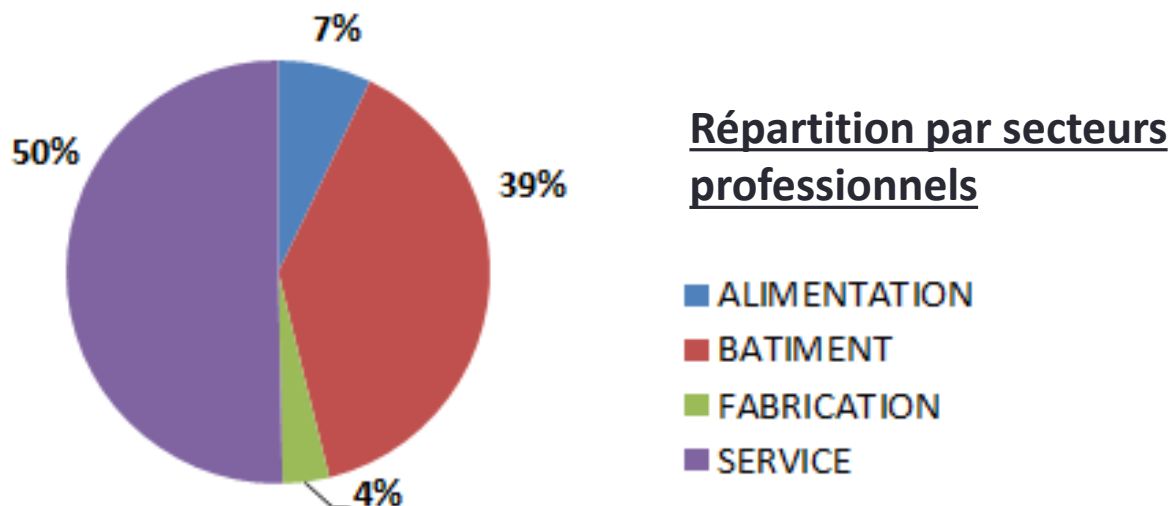
Deux critères définissent l'entreprise artisanale :

- **La nature de son activité** : l'entreprise doit exercer une activité professionnelle de production, de réparation, de transformation ou de prestation de services qui figure sur une liste établie par le décret d'avril 1998.
Il y a quatre grandes catégories d'activités : l'alimentation, le bâtiment, la fabrication et les services.
- **Sa taille** : l'entreprise doit employer moins de 10 salariés au moment de sa création. Le droit de suite lui permet, toutefois, de garder son rattachement au secteur des métiers au-delà du seuil de 10 salariés.

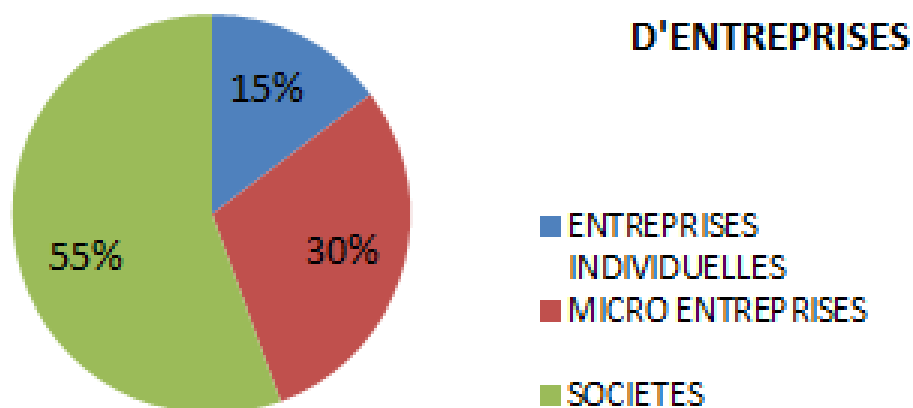
Toute entreprise de moins de 10 salariés dont l'activité relève du champ de l'artisanat doit être immatriculée au Répertoire des Métiers tenu par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat.

L'ARTISANAT en Seine-Saint-Denis

Au 30 Juin 2020, l'Artisanat en Seine-Saint-Denis représente **38.316** entreprises



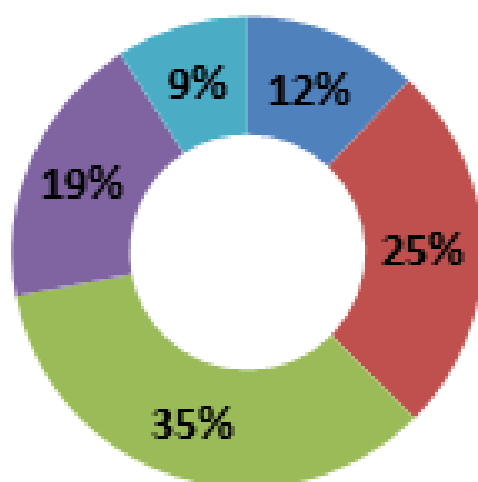
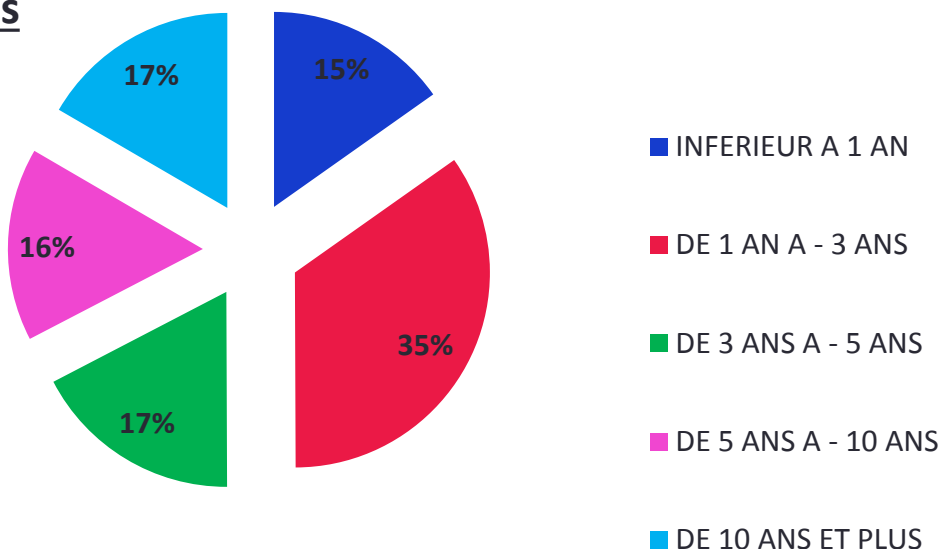
Répartition par statut



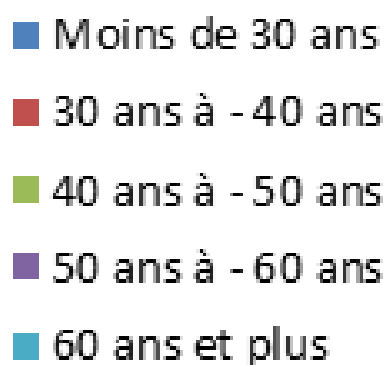
Evolution du Répertoire des Métiers

SECTEURS PROFESSIONNELS	CUMUL JUIN 2019	JANVIER 2020	FEVRIER 2020	MARS 2020	AVRIL 2020	MAI 2020	JUIN 2020	CUMUL JUIN 2020
ALIMENTATION	286	39	50	18	0	7	28	142
BATIMENT	1028	209	200	125	10	78	170	792
FABRICATION	161	26	54	17	6	16	53	172
SERVICES	1865	349	363	195	18	129	291	1345
TOTAL	3340	623	667	355	34	230	542	2451

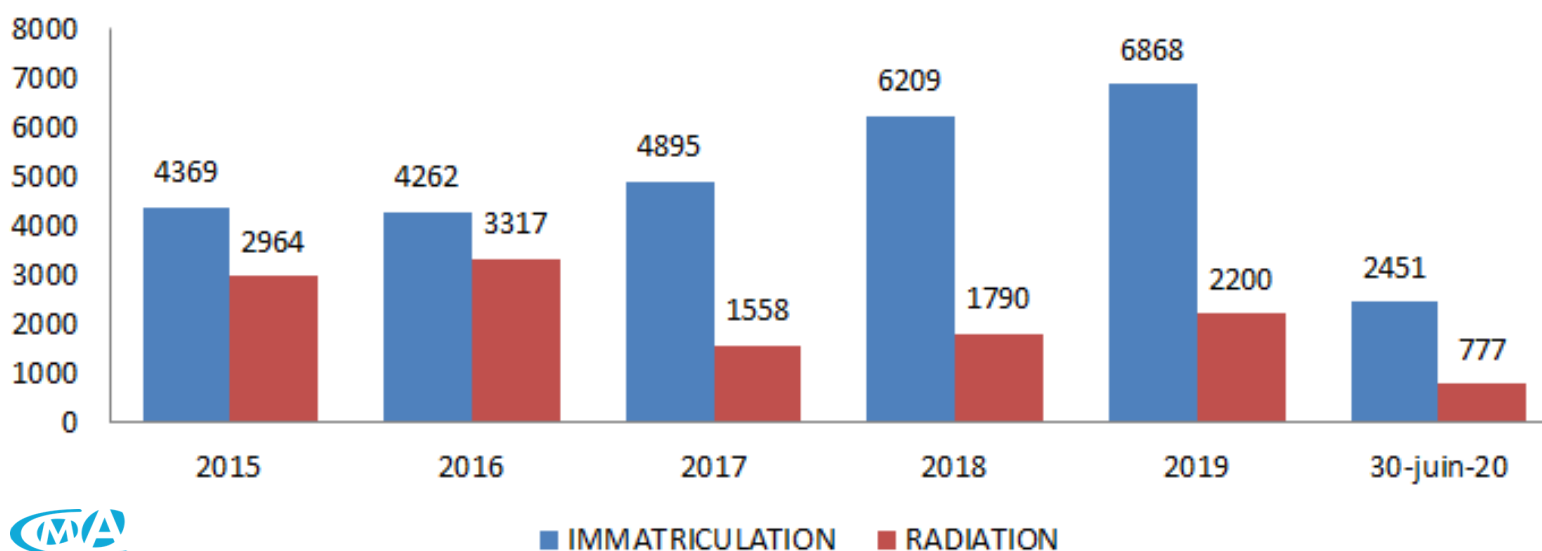
Antériorités des entreprises



Âge des dirigeants



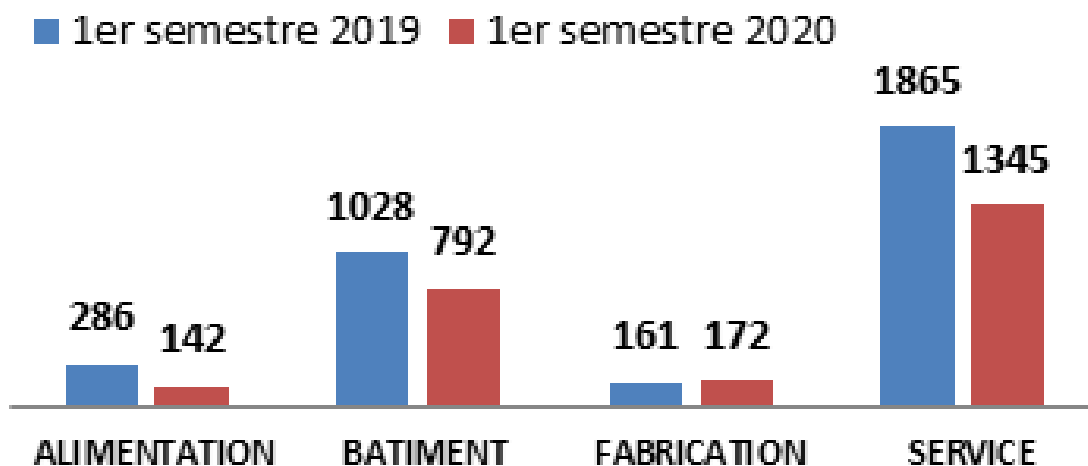
Evolution des créations et des radiations des entreprises au Répertoire des Métiers



Bilan du 1^{er} semestre 2020 comparé au 1^{er} semestre 2019

• IMMATRICULATION

IMMATRICULATION
- 26,62 % par rapport à 2019

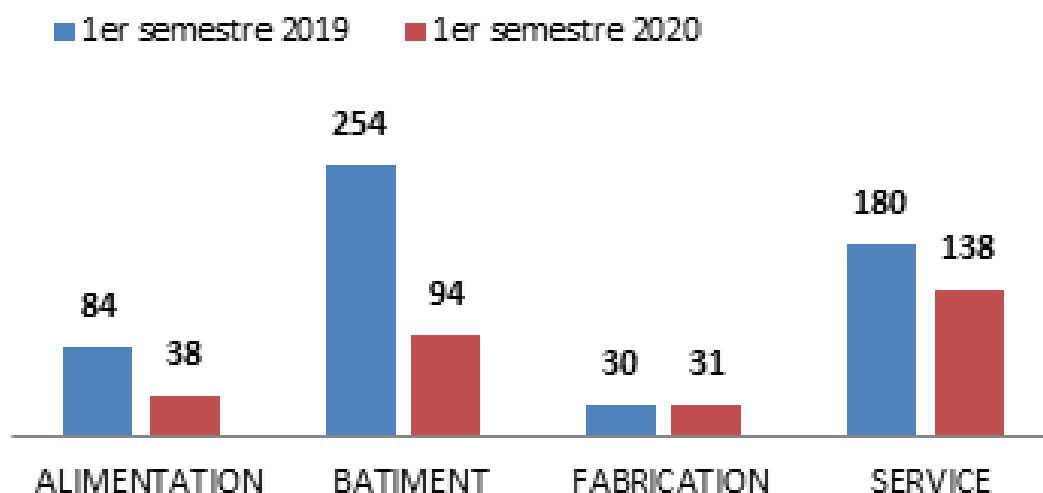


Nombre d'immatriculation pour 2019 : **3 340**

Nombre d'immatriculation pour 2020 : **2 451**

• RADIATION

RADIATION
- 45,07 % par rapport à 2019



Nombre de radiation pour 2019 : **1 362**

Nombre de radiation pour 2020 : **777**

Evolution du Répertoire des Métiers « immatriculation »

SECTEURS PROFESSIONNELS	CUMUL 1 ^{ER} SEMESTRE 2019	JANVIER 2020	FEVRIER 2020	MARS 2020	AVRIL 2020	MAI 2020	JUIN 2020	CUMUL 1 ^{ER} SEMESTRE 2020
ALIMENTATION	286	39	50	18	0	7	28	142
BATIMENT	1028	209	200	125	10	78	170	792
FABRICATION	161	26	54	17	6	16	53	172
SERVICES	1865	349	363	195	18	129	291	1345
TOTAL	3340	623	667	355	34	230	542	2451

Evolution du Répertoire des Métiers « radiation »

SECTEURS PROFESSIONNELS	CUMUL 1 ^{ER} SEMESTRE 2019	JANVIER 2020	FEVRIER 2020	MARS 2020	AVRIL 2020	MAI 2020	JUIN 2020	CUMUL 1 ^{ER} SEMESTRE 2020
ALIMENTATION	151	38	25	20	2	2	1	88
BATIMENT	523	94	32	48	2	13	27	216
FABRICATION	68	31	16	7	1	4	8	67
SERVICES	620	138	111	59	8	28	62	406
TOTAL	1362	301	184	134	13	47	98	777

Note d'observation de la situation économique des entreprises artisanales

L'analyse des données du Répertoire des Métiers qui comportent plus de 38 000 entreprises artisanales permet d'observer le comportement des créateurs et des dirigeants sur ce premier trimestre 2020 avec une analyse du flux de création et de radiation.

Comparativement à 2019 on constate pour la même période :

- **Une forte baisse des radiations d'entreprises (- 43 %)**
- **Un net fléchissement des immatriculations (- 27 %)**

Toutefois le solde entre immatriculation et radiation reste nettement positif.

Les radiations d'entreprises sont en baisse de 43 % sur le 1^{er} semestre 2020.

Cette forte diminution peut s'expliquer par les effets escomptés des aides de l'Etat en particulier le Fonds de solidarité qui prolonge artificiellement la vie des entreprises.

Ces dernières restent en effet immatriculées pour pouvoir bénéficier des mesures financières exceptionnelles liées au COVID.

Toutefois, nous nous attendons dans les prochains mois à un accroissement des radiations si les aides financières accordées par l'Etat ne sont pas maintenues.

Aujourd'hui, le secteur du bâtiment est moins impacté par les effets économiques du COVID, les activités sont en sommeil, leurs chantiers qui ont été reportés ont bien repris.

A signaler que 48 % des radiations enregistrées proviennent de micro-entreprise.

Le volume des immatriculations a fléchi de 27 % sur le 1^{er} semestre.

Cette réduction provient du report des projets de création à la fin de confinement.

Depuis le mois de juin, nous constatons une reprise d'activité notamment dans le domaine du secteur des services et du bâtiment.

L'essentiel de la diminution des immatriculations résulte des entreprises liées au secteur de l'alimentaire les raisons sont associées aux effets du confinement (report des ouvertures de magasins, ...).

Toutefois, il est important de garder à l'esprit que 63 % des créations proviennent « d'autoentrepreneurs » en microentreprises, et en particulier des VTC et Taxis.

Les dispositifs des aides mis en place pour les entreprises semblent avoir eu l'effet espéré : réduire le nombre de défaillance immédiate des entreprises et leur laisser une chance de redémarrer leur activité.

Mais ce constat ne peut être définitif car la réalité économique risque de rattraper un grand nombre d'entreprises car le risque COVID est toujours présent et pèse toujours sur la dynamique de reprise d'activités

LA CRÉATION D'ENTREPRISES



NOMBRE D'IMMATRICULATIONS CFE 93 (local + CFE M)

	2 0 1 9			2 0 2 0		
MOIS	PERSONNES PHYSIQUES	SOCIETES	TOTAL	PERSONNES PHYSIQUES	SOCIETES	TOTAL
janvier	498	481	979	458	569	1 027
février	385	487	872	425	474	899
mars	372	468	840	374	402	776
avril	379	475	854	215	181	396
mai	350	414	764	308	235	543
juin	331	462	793	699	433	1 132
juillet	295	611	906	779	586	1 365
août	241	282	523	523	439	962
septembre	313	409	722	778	529	1 307
octobre	596	506	1 102	871	622	1 493
novembre	392	376	768	803	532	1 335
décembre	331	420	751			

NOMBRE DE RADIATION CFE 93 (local + CFE M)

	2 0 1 9			2 0 2 0		
MOIS	PERSONNES PHYSIQUES	SOCIETES	TOTAL	PERSONNES PHYSIQUES	SOCIETES	TOTAL
janvier	184	43	227	171	93	264
février	165	265	430	142	114	256
mars	156	187	343	76	137	213
avril	102	100	202	20	48	68
mai	108	90	198	34	42	76
juin	139	117	256	108	107	215
juillet	124	170	294	85	148	233
août	116	112	228	88	86	174
septembre	119	137	256	86	99	185
octobre	168	150	318	105	115	220
novembre	120	133	253	125	101	226
décembre	123	110	233			

« ZFU – TERRITOIRES ENTREPRENEURS »



Une concentration des quartiers prioritaires au Nord de Île-de- France

L'Île-de-France compte 272 (sur un total de 1 345 en France) quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) rassemblés dans 160 villes.

Parmi les habitants des QPV franciliens, deux sur cinq résident en Seine-Saint-Denis

	Nombre de QPV	Population vivant dans un QPV	Ensemble de la population	Part de la population vivant en QPV (en %)
Paris	20	147 000	2 229 600	7
Hauts-de-Seine	21	103 000	1 591 400	6
Seine-Saint-Denis	63	602 000	1 552 500	39
Val-de-Marne	42	140 000	1 354 000	10
Seine-et-Marne	24	91 000	1 365 000	7
Yvelines	22	107 000	1 418 500	8
Essonne	39	149 000	1 253 900	12
Val-d'Oise	41	208 000	1 211 100	17
Île-de-France	272	1 547 000	11 976 000	13

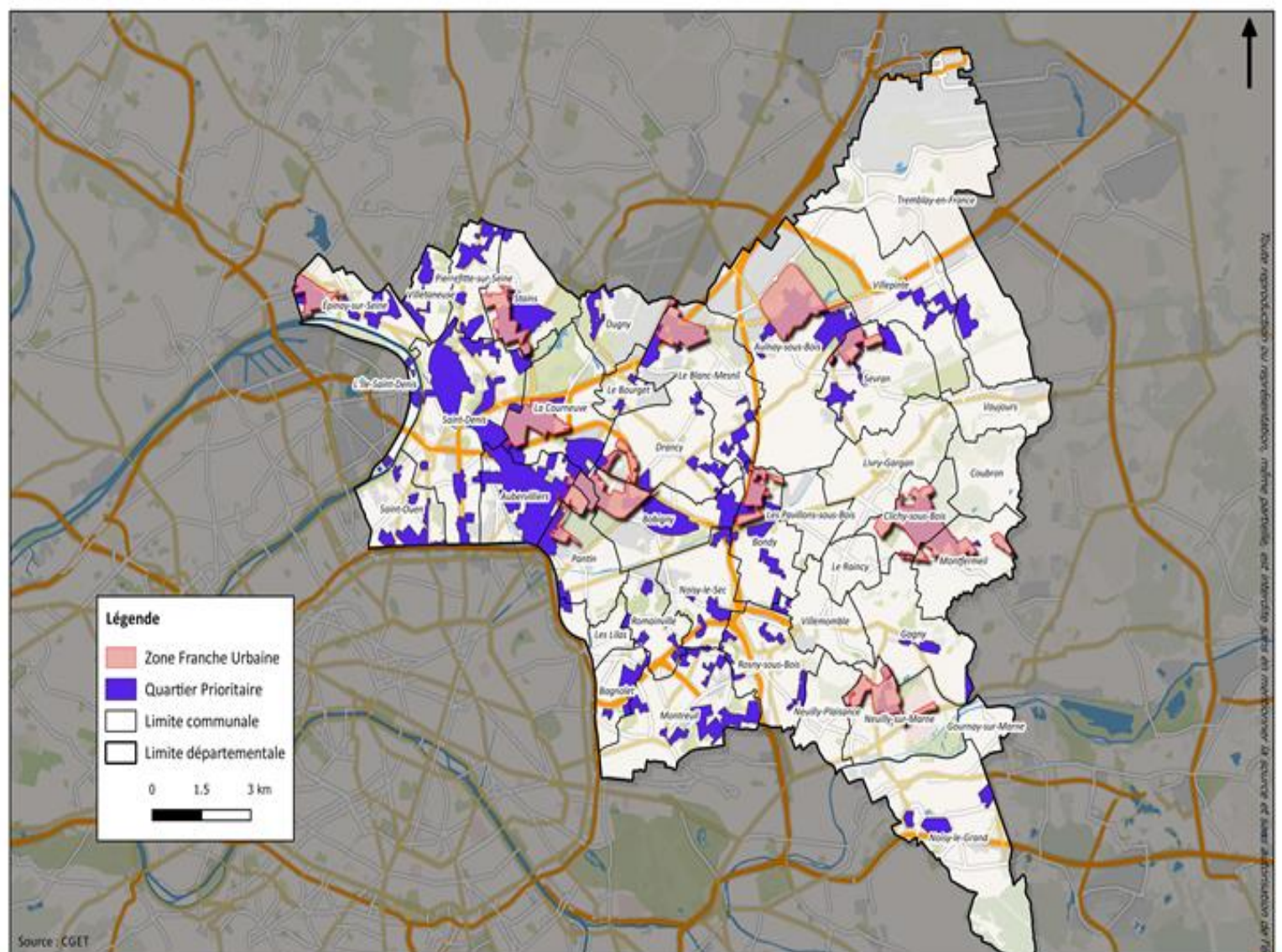
Source : Insee, recensements de la population 2013

Aujourd'hui, près de 1,6 million de personnes vivent dans un QPV en Île-de-France, soit 13 % de la population régionale.

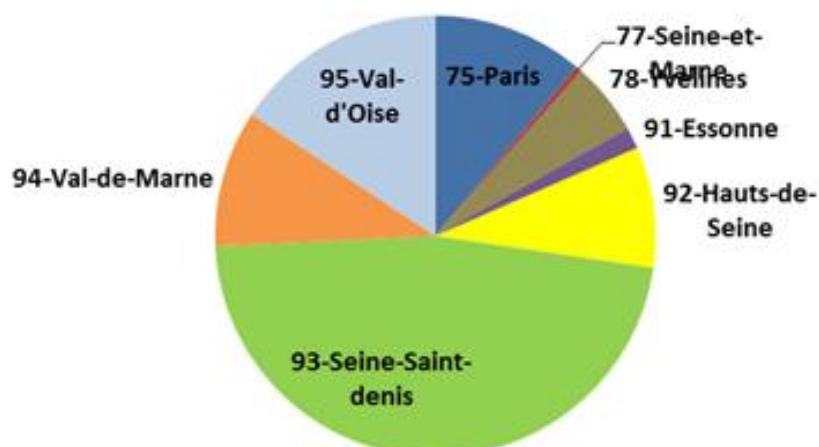
Plus de 30 % d'entre elles vivent sous le seuil de pauvreté. Géographiquement, les QPV sont répartis dans l'ensemble de la région, mais on peut observer une relative concentration dans sa partie nord.

La Seine-Saint-Denis compte le plus grand nombre de QPV, avec 63 quartiers sur 271 en Île-de-France. Parmi les habitants des QPV franciliens, deux sur cinq résident en Seine-Saint-Denis.

QUARTIERS PRIORITAIRES ET ZONES FRANCHES URBAINES EN SEINE-SAINT-DENIS



Répartitions des actions en QPV par département francilien

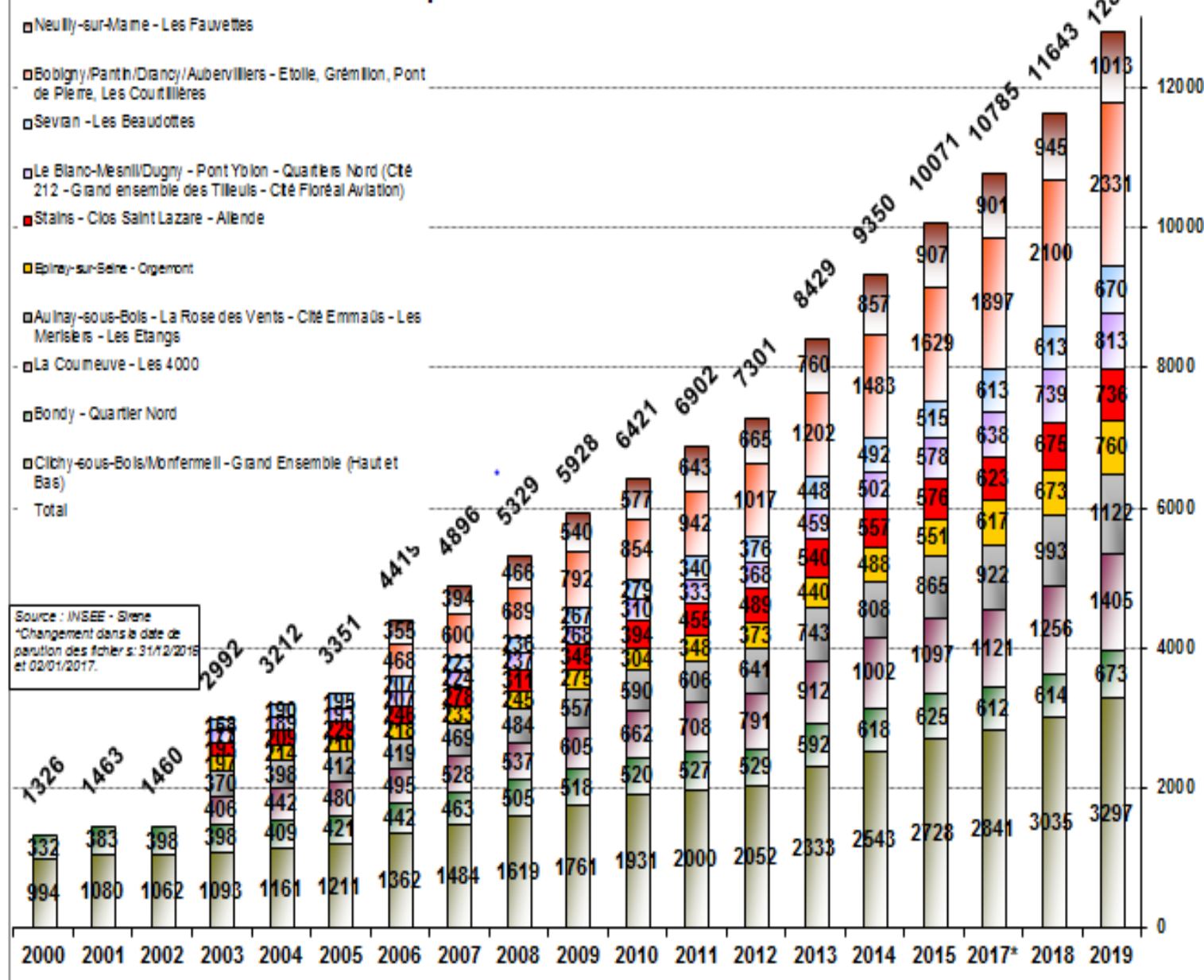


Le dispositif ZFU, maintenant appelé ZFU - Territoires Entrepreneurs :

Il a été prorogé à compter du 1^{er} janvier 2015 et jusqu'au 31 décembre 2020 (prorogation prévue jusqu'au 31 décembre 2022, via PLF 2021), mais son fonctionnement a été fortement modifié, notamment au niveau des exonérations accordées :

- Exonération d'impôt sur les bénéfices (Impôt sur les sociétés ou Impôt sur le revenu) pendant 5 ans,
- Plafond de bénéfice exonéré par période de 12 mois : 50.000 euros, majoré de 5.000 euros par embauche d'un résident d'un quartier prioritaire de la politique de la ville,
- Sortie du dispositif d'exonération à taux dégressif : 3 ans (60 %, 40 %, 20 %),
- Clause d'embauche locale : 50 % de salariés employés ou embauchés résidant dans une ZFU - Territoires Entrepreneurs ou d'un quartier prioritaire de la politique de la ville de l'unité urbaine de Paris (soit 272 quartiers à l'échelle de l'agglomération parisienne),
- La spécificité pour les activités non sédentaires demeure : disposer d'un salarié sédentaire en ZFU exerçant ses fonctions dans les locaux affectés à l'activité ou réaliser au moins 25 % du chiffre d'affaires auprès de clients situés en ZFU,
- Les entreprises qui s'implantent en ZFU – Territoires Entrepreneurs à compter du 1^{er} janvier 2015 ne peuvent plus ouvrir droit aux exonérations de cotisations sociales patronales au titre de leurs embauches, ni aux exonérations de contribution économique territoriale (CET) et de taxe foncière (TFPB).

Evolution et répartition du nombre d'établissements en ZFU



LA VIE DES ENTREPRISES EN SEINE-SAINT-DENIS

- Le Commerce extérieur de la Seine-Saint-Denis
- La TVA et les impôts sur les sociétés

LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA SEINE-SAINT-DENIS

Source : "Le Kiosque" Douanes

**STATISTIQUES DU COMMERCE
EXTÉRIEUR EN
SEINE-SAINT-DENIS**

Source : http://lekiosque.finances.gouv.fr/fichiers/Etudes/Brochures/Reg_03.pdf

Présentation générale des échanges commerciaux internationaux réalisés en Seine Saint Denis (hors matériel militaire, en millions d'euros).

	Export	Import	Solde
<i>1T2005</i>	<i>1 737</i>	<i>1 903</i>	<i>-166</i>
<i>3T2019</i>	1 769	3 869	-2 100
<i>4T2019</i>	1 953	4 794	-2 841
<i>1T2020</i>	1 556	3 756	-2 200
<i>2T2020</i>	1 342	3 304	-1 962
3T2020	1 667	4 160	-2 493

	Export	Import	Solde
2014	5 500	12 050	-6 550
2015	6 133	12 004	-5 871
2016	6 712	12 678	-5 966
2017	6 759	14 442	-7 683
2018	6 316	13 416	-7 100
2019	7 164	15 331	-8 167

Palmarès produits sur la période 4T2019 - 3T2020

Exportations	<i>millions d'euros</i>		
	valeur	%	rang antérieur*
Nomenclature agrégée A 129			
Cuir, bagages et chaussures	1 224	18,8	2
Articles d'habillement	1 091	16,7	1
Produits de la construction aéronautique et sj	926	14,2	3
Articles de joaillerie et bijouterie, instrument	317	4,9	5
Produits pharmaceutiques	317	4,9	4
Matériel électrique	313	4,8	7
Machines et équipements d'usage général	208	3,2	8
Parfums, cosmétiques et produits d'entretien	198	3,0	11
Produits chimiques divers	155	2,4	9
Instruments à usage médical, optique et dents	138	2,1	12
Équipements pour automobiles	127	2,0	13
Produits de la construction automobile	123	1,9	10
Ouvrages en métaux (coutellerie, outils, quin-	103	1,6	15
Appareils de mesure, d'essai et de navigation	91	1,4	6
Déchets industriels	90	1,4	14
autres	1 097	16,8	
Total	6 518	100	

* période 4T2018 - 3T2019

Importations	<i>millions d'euros</i>		
	valeur	%	rang antérieur*
Nomenclature agrégée A 129			
Produits de la construction automobile	5 379	33,6	1
Produits de la construction aéronautique et sj	1 561	9,8	3
Articles d'habillement	1 497	9,4	2
Machines et équipements d'usage général	775	4,8	4
Cuir, bagages et chaussures	474	3,0	6
Matériel électrique	457	2,9	7
Appareils ménagers	446	2,8	5
Téléphones et équipements de communicati	437	2,7	9
Produits de l'industrie textile	391	2,4	19
Produits électroniques grand public	335	2,1	8
Ordinateurs et équipements périphériques	276	1,7	10
Produits en plastique	251	1,6	13
Appareils de mesure, d'essai et de navigation	249	1,6	15
Produits pharmaceutiques	245	1,5	11
Ouvrages en métaux (coutellerie, outils, quin-	245	1,5	17
autres	2 995	18,7	
Total	16 013	100	

* période 4T2018 - 3T2019

Palmarès produits sur la période 4T2019 - 3T2020

Exportations Nomenclature agrégée A 129	<i>millions d'euros</i>		
	valeur	%	rang antérieur*
Etats-Unis d Amérique	667	10,2	1
Chine	548	8,4	4
Allemagne	482	7,4	2
Belgique	463	7,1	5
Royaume-Uni	438	6,7	3
Suisse	292	4,5	6
Hong-Kong	279	4,3	10
Italie	273	4,2	8
Pays-Bas	263	4,0	9
Espagne	208	3,2	7
Corée du Sud	181	2,8	11
Japon	174	2,7	15
Luxembourg	129	2,0	41
Pologne	116	1,8	13
Singapour	101	1,5	12
autres	1 904	29,2	
Total	6 518	100	

* période 4T2018 - 3T2019

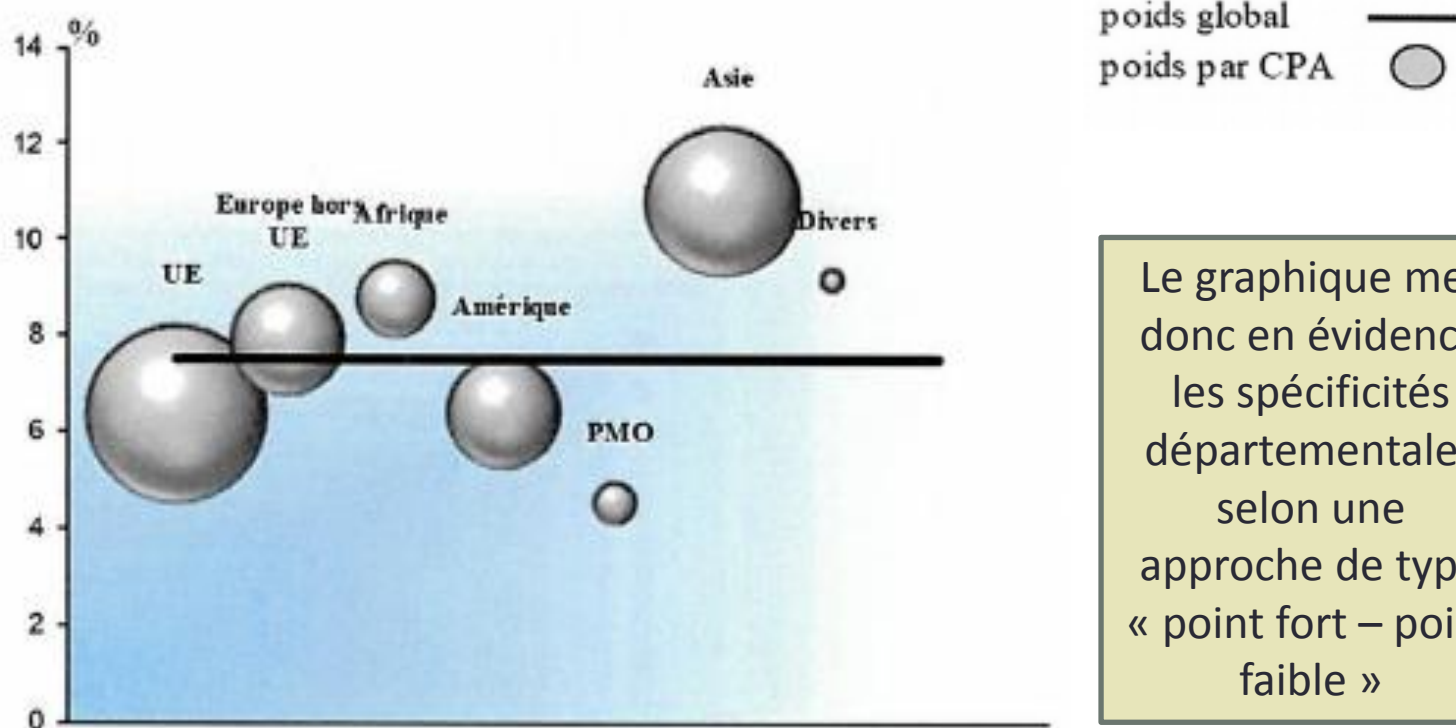
Importations Nomenclature agrégée A 129	<i>millions d'euros</i>		
	valeur	%	rang antérieur*
Chine	2 675	41,0	1
Espagne	2 586	16,2	3
Slovaquie	2 387	14,9	2
Etats-Unis d Amérique	1 440	9,0	4
Italie	747	4,7	6
Allemagne	736	4,6	5
Portugal	660	4,1	7
Pays-Bas	529	3,3	8
Pays non classifiés ailleurs	460	2,9	13
Turquie	391	2,4	9
Royaume-Uni	301	1,9	10
Corée du Sud	277	1,7	12
Belgique	272	1,7	11
Irlande	200	1,2	15
Bangladesh	161	1,0	16
autres	2 192	13,7	
Total	16 013	100	

* période 4T2018 - 3T2019

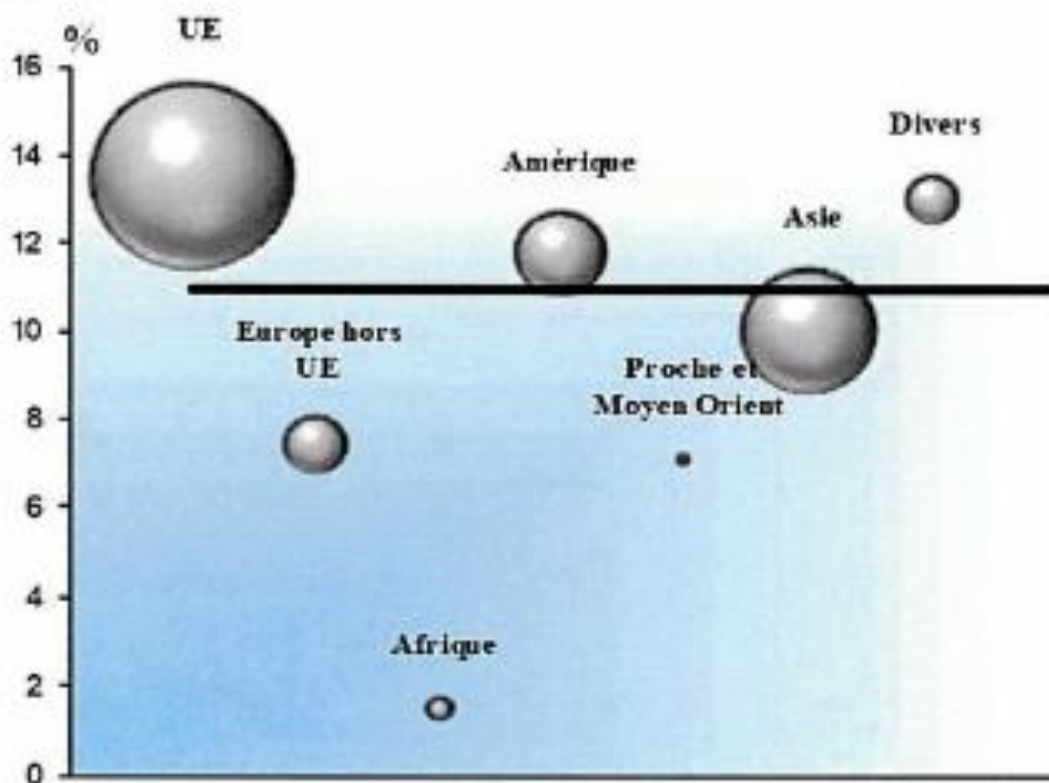
L'aire de chaque cercle représente la part de la zone considérée dans les échanges du département. Ainsi, l'aire du cercle <Afrique> figure 6,8 % des exportations du département, celle du cercle <Asie>, 26,1 %

part du département dans le commerce global de la région 7,5 % à l'export, 11 % à l'import.
part du département dans le commerce de la région pour une zone particulière, par exemple 8,8 % des exportations de la région vers l'Afrique.

export



import





FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES FINANCES PUBLIQUES DE SEINE-SAINT-DENIS

LA TVA ET L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

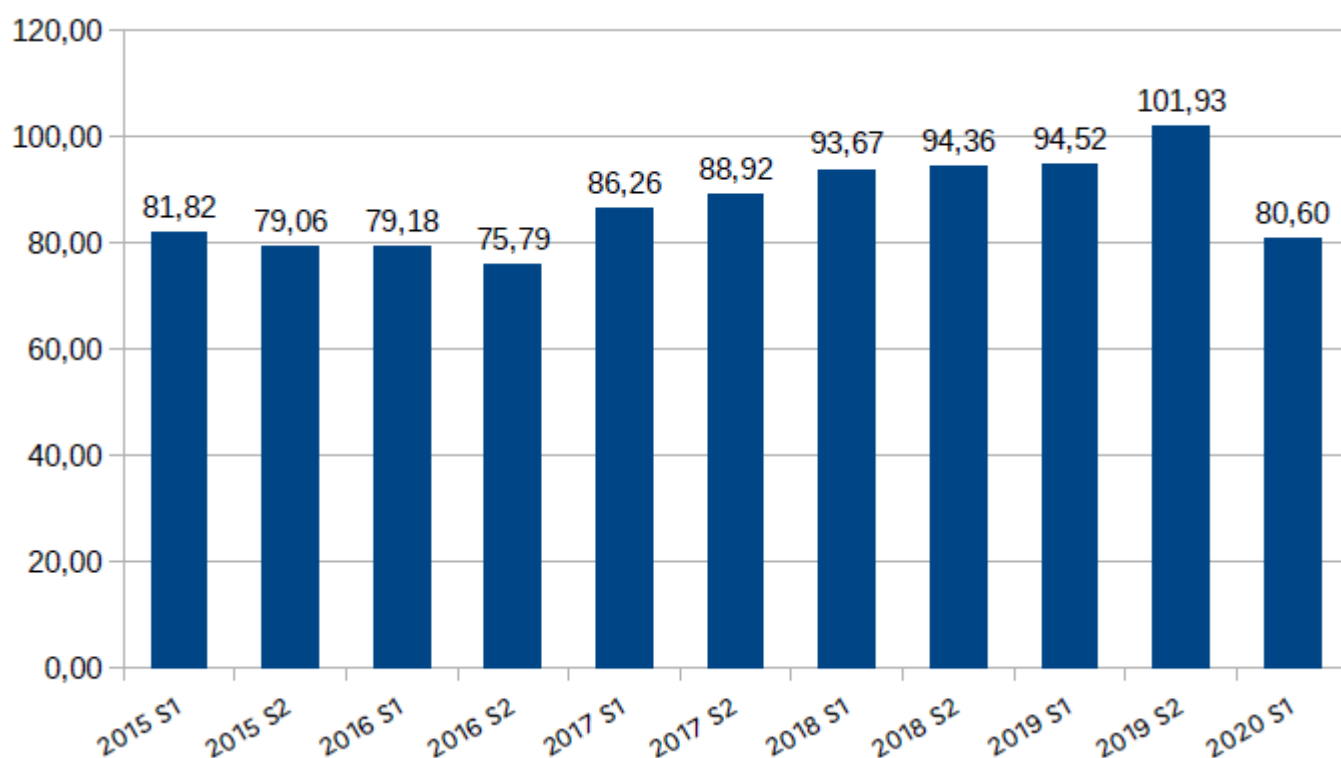
- Le chiffre d'affaires déclaré par les entreprises
- Les recettes de TVA
- Les recettes d'Impôt sur les sociétés (IS)
- Le CICE
- Le bilan d'activité 2019 de la Commission des Chefs de Services Financiers (CCSF)

Situation au 30 juin 2020

I. Le chiffre d'affaires déclaré par les entreprises

Les données relatives au chiffre d'affaires sont celles que les entreprises mentionnent sur les déclarations de TVA qu'elles sont tenues de déposer. Elles intègrent les données des entreprises implantées en Seine-Saint-Denis gérées par la Direction des Grandes Entreprises (DGE).

Evolution 2015-2020 du chiffre d'affaires déclaré en Seine-Saint-Denis par semestre



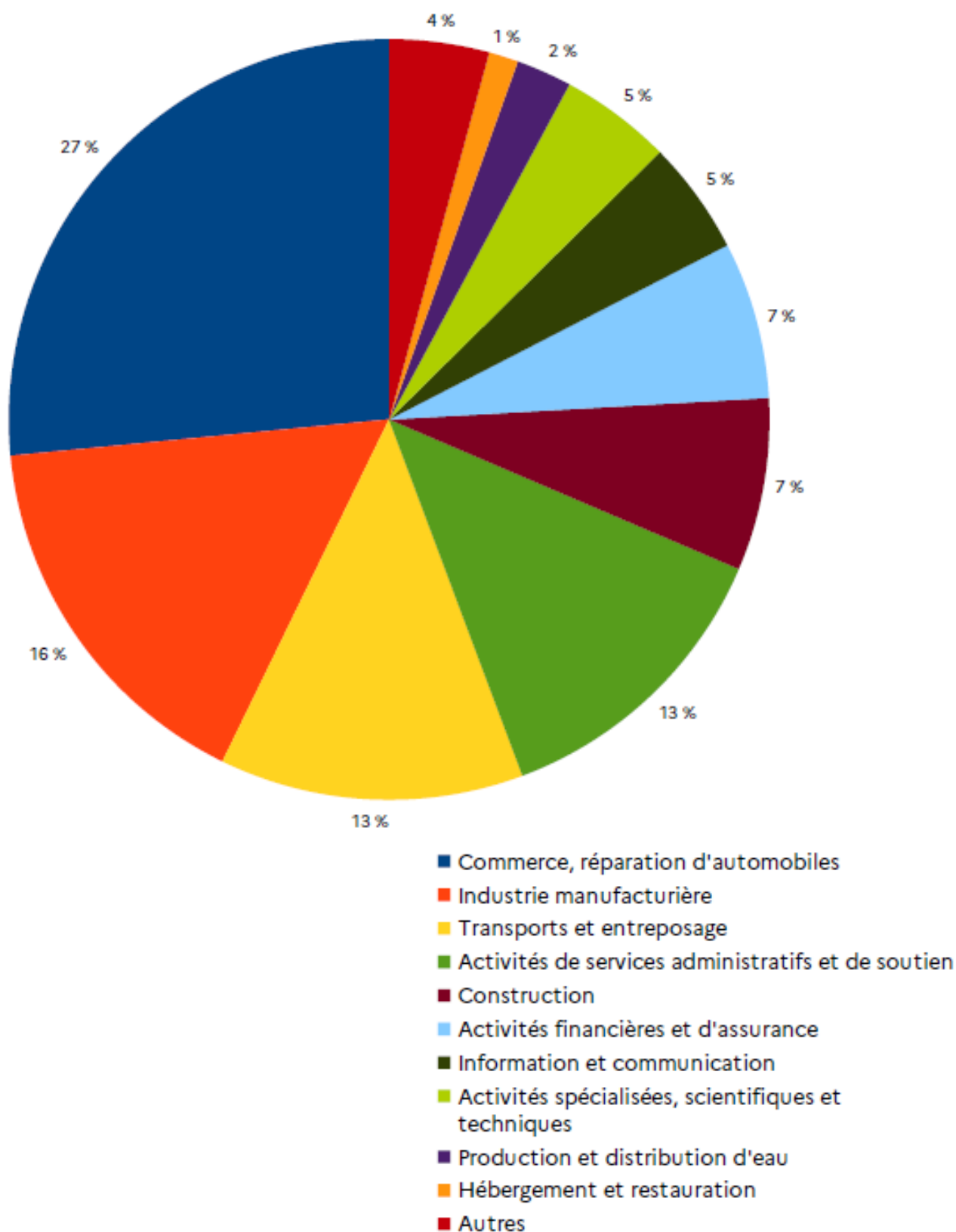
Des données agrégées au cours du 1^{er} semestre 2020, le chiffre d'affaires déclaré par les entreprises établies en Seine-Saint-Denis est en repli de 20,91 % et retrouve le niveau constaté fin 2015.

Au plan national, la comparaison entre le 2nd semestre 2019 et le 1^{er} semestre 2020 montre une baisse de 6,63 % du chiffre d'affaires déclaré.

Au niveau régional, les effets de la crise sanitaire sont moins visibles et le chiffre d'affaires déclaré par les entreprises franciliennes diminue de 1,75 %.

Répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité et évolution

10 secteurs d'activité représentent 96 % du chiffre d'affaires déclaré et se répartissent comme suit :



Les huit secteurs d'activité pour lesquels les variations sont détaillées ci-après, représentent plus de 92 % du chiffre d'affaires déclaré par les entreprises implantées dans le département de la Seine-Saint-Denis.

Secteur d'activité	poids relatif	Evolution CA sur 6 mois	Evolution CA sur 12 mois
Commerce, réparation d'automobiles	27 %	-21,55 %	-3,51 %
Industrie manufacturière	16 %	-30,61 %	-29,83 %
Transports et entreposage	13 %	-54,07 %	-48,19 %
Activités de services administratifs et de soutien	13 %	22,04 %	16,82 %
Construction	7 %	-7,81 %	-3,86 %
Activités financières et d'assurance	7 %	85,10 %	67,21 %
Information et communication	5 %	-18,26 %	-10,66 %
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	5 %	-0,04 %	1,74 %
SEINE-SAINT-DENIS	100 %	-20,92 %	-14,72 %

Evolution de la TVA déductible sur immobilisations

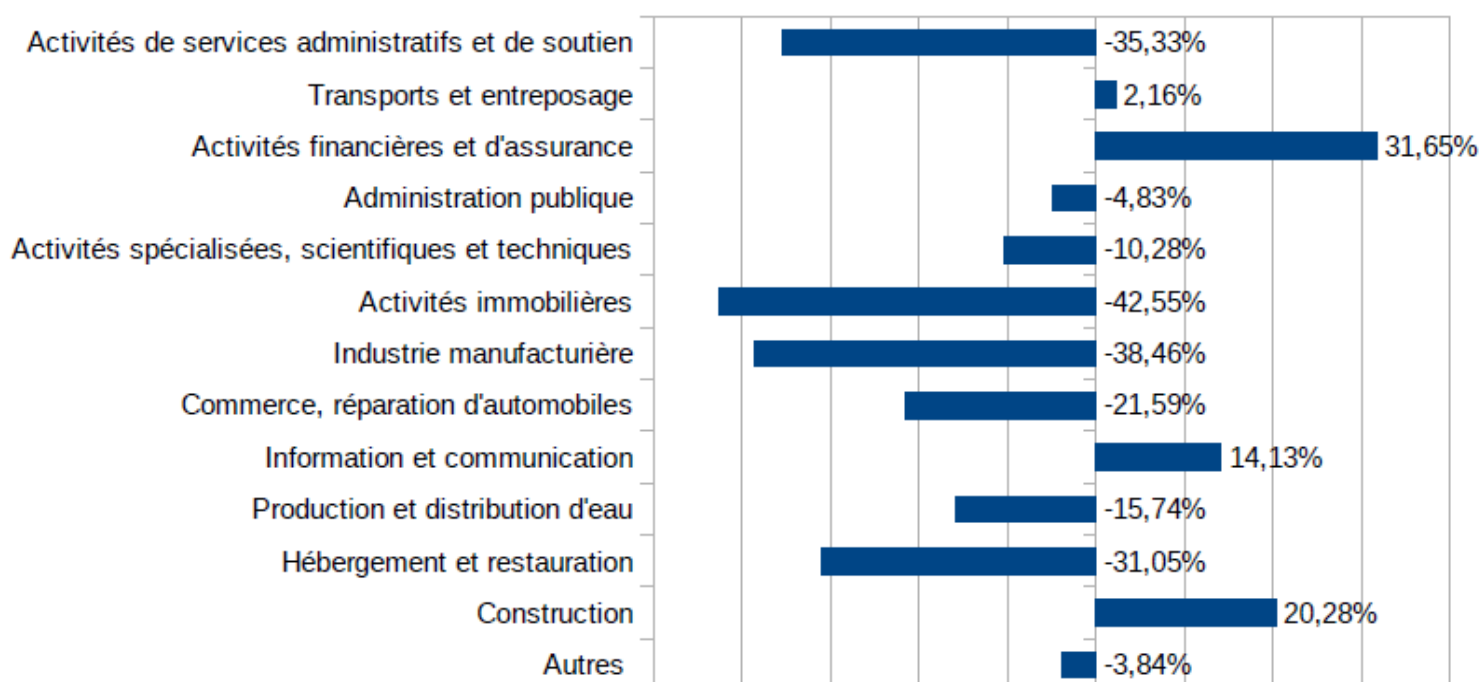
Les évolutions en matière de chiffre d'affaires déclaré sont corroborées par celles constatées en matière de TVA déductible sur immobilisations.

Au plan régional, la diminution constatée entre les données du 2nd semestre 2019 et du 1^{er} semestre 2020 s'établit à 5,68 %.

En Seine-Saint-Denis, la diminution est de 7,89 %.

Les secteurs d'activité, dont les évolutions sont détaillées ci-après, représentent plus de 99 % de la TVA déductible sur immobilisations de l'année 2019 (3 100 861 429 €) .

Les données sont présentées par ordre décroissant des investissements réalisés en 2019.



Comparaison régionale

Evolution semestrielle

période	Seine-Saint-Denis		Région Ile de France	
	chiffre d'affaires	évolution/ période précédente	chiffre d'affaires	évolution/ période précédente
2ème semestre 2018	94 363 966 611		1 237 169 602 547	
1 ^{er} semestre 2019	94 523 492 155	0,17%	1 303 112 490 207	5,33%
2ème semestre 2019	101 931 109 564	7,84%	1 278 363 149 424	-1,90%
1 ^{er} semestre 2020	80 607 405 385	-20,92%	1 256 021 303 056	-1,75%

Evolution sur 12 mois glissant

période	Seine-Saint-Denis		Région Ile de France	
	chiffre d'affaires	évolution/ période précédente	chiffre d'affaires	évolution/ période précédente
Cumul 12 mois glissant 30/06/2018	182 589 672 037	12,67 %	2 440 087 845 791	5,35 %
Cumul 12 mois glissant 30/06/2019	188 887 458 766	3,45%	2 540 282 092 754	4,11%
Cumul 12 mois glissant 30/06/2020	182 538 514 949	-3,36%	2 534 384 452 480	-0,23%

Cumulé au 30/06/2020, le chiffre d'affaires déclaré par les entreprises connaît une baisse de 3,36 % plus marquée que celle constatée en Île-de-France (- 0,23 %).

Part du département dans le chiffre d'affaires déclaré régional

période	poids 93/RIF
Cumul 12 mois glissant 30/06/2018	7,48 %
Cumul 12 mois glissant 30/06/2019	7,44 %
Cumul 12 mois glissant 30/06/2020	7,20 %
2ème semestre 2018	7,63 %
1 ^{er} semestre 2019	7,25 %
2ème semestre 2019	7,97 %
1 ^{er} semestre 2020	6,42 %

Un repli plus marqué au 1^{er} semestre 2020 induit un poids du département dans l'économie régionale en diminution.

II. Les recettes de TVA

Ces données n'intègrent pas le recouvrement de la TVA dut par les entreprises gérées par la Direction des Grandes Entreprises (DGE) pour lesquelles un régime optionnel de consolidation du paiement de la TVA est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2013.

Période	Seine-Saint-Denis		Région Ile de France	
	Recettes TVA	évolution/ période précédente	Recettes TVA	évolution/ période précédente
Cumul 12 mois glissant 30/06/2018	3 416 908 585	6,72%	43 826 017 696	5,47%
Cumul 12 mois glissant 30/06/2019	3 492 736 495	2,22%	45 991 212 392	4,94%
Cumul 12 mois glissant 30/06/2020	3 304 550 857	-5,39%	45 753 148 995	-0,52%

Période	Seine-Saint-Denis		Région Ile de France	
	Recettes TVA	évolution/ période précédente	Recettes TVA	évolution/ période précédente
2ème semestre 2018	1 709 535 498	1,55%	22 486 889 516	1,67%
1 ^{er} semestre 2019	1 783 200 997	4,31%	23 504 322 876	4,52%
2ème semestre 2019	1 836 421 361	2,98%	24 159 822 884	2,79%

Les recettes de TVA ont évolué de la façon suivante :

- Un impact fort de la crise sanitaire qui conduit à une baisse plus marquée dans le département (5,39 %) qu'au niveau régional (0,52 %).
- Une baisse sensible au cours du semestre écoulé avec 1,46M€ de recettes de TVA, soit – 20,05 % par rapport au 2nd semestre 2019.

TVA	30/06/18	30/06/19	30/06/20	Evolution 2018/2020	Evolution 2019/2020	poids relatif Au 30/06/2020
Paris	17 224 569 746	17 868 901 497	17 989 135 339	4,44 %	0,67 %	39,32 %
Seine-et-Marne	2 552 677 961	2 765 954 855	2 702 387 111	5,86 %	-2,30 %	5,91 %
Yvelines	3 502 204 820	3 776 532 398	3 541 335 113	1,12 %	-6,23 %	7,74 %
Essonne	2 873 319 518	2 975 926 178	2 906 554 476	1,16 %	-2,33 %	6,35 %
Hauts-de-Seine	9 091 900 150	9 744 627 251	10 046 611 995	10,50 %	3,10 %	21,96 %
Seine-Saint-Denis	3 416 908 585	3 492 736 495	3 304 550 857	-3,29 %	-5,39 %	7,22 %
Val-de-Marne	2 822 785 072	2 916 399 004	2 908 426 565	3,03 %	-0,27 %	6,36 %
Val d'Oise	2 341 651 844	2 450 134 713	2 354 147 538	0,53 %	-3,92 %	5,15 %
RIF	43 826 017 696	45 991 212 392	45 753 148 995	4,40 %	-0,52 %	100,00 %

Entre 2019 et 2020, la part relative en matière de TVA du département (7,22 %) continue à diminuer. Elle était de 7,59 % au 30/06/2019 et de 7,80 % au 30/06/2018.

Malgré la crise sanitaire, à l'exception de la Seine-Saint-Denis, tous les départements de la région Île-de-France ont une évolution positive des recettes TVA entre juin 2018 et juin 2020.

III. Les recettes d'impôt sur les sociétés et assimilés

Ces données n'intègrent pas le recouvrement d'impôt sur les sociétés (IS) et assimilés dus par les entreprises gérées par la Direction des Grandes Entreprises (DGE).

Période	Seine-Saint-Denis		Région Ile de France	
	Recettes IS et assimilés	évolution/ période précédente	Recettes IS et assimilés	évolution/ période précédente
Cumul 12 mois glissant 30/06/2018	680 993 558	14,82%	11 915 507 565	6,97%
Cumul 12 mois glissant 30/06/2019	696 399 036	2,26%	13 375 028 353	12,25%
Cumul 12 mois glissant 30/06/2020	640 682 705	-8,00%	12 198 196 582	-8,80%

Période	Seine-Saint-Denis		Région Ile de France	
	Recettes IS et assimilés	évolution/ période précédente	Recettes IS et assimilés	évolution/ période précédente
2ème semestre 2018	287 667 578	-26,21%	5 480 688 827	-22,50%
1 ^{er} semestre 2019	408 731 459	42,08%	7 894 339 526	44,04%
2ème semestre 2019	291 750 088	-28,62%	5 469 673 435	-30,71%
1 ^{er} semestre 2020	348 932 617	19,60%	6 728 523 147	23,02%

En données cumulées au 30 juin 2020, les recettes d'IS du département sont en diminution de 8 % et s'établissent à 640 millions d'euros.

Ce taux est similaire à la baisse observée au niveau régional.

Au 30/06/2020, la part du département au niveau régional reste stable par rapport aux données observées au 30/06/2019 (5,21 %) et s'établit à 5,25 %.

IS et assimilés	30/06/18	30/06/19	30/06/20	Evolution 2018/2020	Evolution 2019/2020	poids relatif Au 30/06/2020
Paris	6 382 476 486	6 979 932 196	6 495 412 766	1,77 %	-6,94 %	53,25 %
Seine-et-Marne	468 908 530	507 017 165	543 759 636	15,96 %	7,25 %	4,46 %
Yvelines	678 812 116	731 596 595	884 687 271	30,33 %	20,93 %	7,25 %
Essonne	529 900 764	522 839 876	531 738 751	0,35 %	1,70 %	4,36 %
Hauts-de-Seine	2 083 674 234	2 853 215 913	2 017 686 517	-3,17 %	-29,28 %	16,54 %
Seine-Saint-Denis	680 993 558	696 399 036	640 682 705	-5,92 %	-8,00 %	5,25 %
Val-de-Marne	637 196 198	627 741 650	624 978 180	-1,92 %	-0,44 %	5,12 %
Val d'Oise	453 545 678	456 285 923	459 250 756	1,26 %	0,65 %	3,76 %
RIF	11 915 507 565	13 375 028 353	12 198 196 582	2,37 %	-8,80 %	100,00 %

Au niveau régional, Paris et les Hauts-de-Seine représentent 70 % des recettes d'IS.

IV. Le crédit d'impôt compétitivité Emploi (CICE)

Applicable depuis le 01/01/2013, le crédit d'impôt compétitivité et emploi (CICE) a été supprimé au 1^{er} janvier 2019. A cette date, le CICE est remplacé par une baisse pérenne des charges sociales employeurs.

Pour rappel : Le CICE est imputé au moment de la liquidation du solde de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu. L'excédent non imputé constitue une créance au profit de l'entreprise qui est utilisée pour le paiement du solde de l'impôt dû au titre des trois exercices suivants. La créance non imputée au bout de trois exercices est remboursée à l'entreprise.

Consommations (imputations, restitutions, imputations et restitutions) des créances CICE

<i>D.G.E. et hors D.G.E.</i>	2nd semestre 2019				
Millésime	2014	2015	2016	2017	2018
Volumes (en unités) ¹					
Créances déclarées	58	38	100	429	4575
Imputations seules ²	24	20	68	259	4312
Restitutions seules	52	98	117	365	2606
Imputations et restitutions	-7	16	41	172	1339
Créances consommées ³	69	134	226	796	8257
Montants (en M€)					
Créances	-2,09	10,41	-3,47	-0,83	62,91
Imputations	-4,67	-2,51	-2,11	1,25	48,17
Restitutions	0,85	486,07	0,94	4,31	32,04
Consommations ²	-3,83	483,56	-1,17	5,55	80,21

<i>D.G.E. et hors D.G.E.</i>	1 ^{er} semestre 2020				
Millésime	2014	2015	2016	2017	2018
Volumes (en unités) ¹					
Créances déclarées	5	26	83	258	1526
Imputations seules ²	4	21	56	248	1456
Restitutions seules	11	41	120	214	994
Imputations et restitutions	8	16	35	97	463
Créances consommées ³	23	78	211	559	2913
Montants (en M€)					
Créances	0,33	5,71	134,71	8,27	24,08
Imputations	-0,31	0,35	21,06	6,23	26,70
Restitutions	1,38	7,66	412,83	2,84	11,69
Consommations ²	1,07	8,01	433,89	9,07	38,39

1. Le nombre de créances est égal au nombre d'entreprises ayant porté une créance à la connaissance de l'administration. De même, le volume des imputations, restitutions et consommations indique le nombre d'entreprises ayant bénéficié d'une imputation, d'une restitution pour une créance de même millésime.
2. Une baisse du nombre d'imputations seules signifie que l'entreprise a bénéficié d'une restitution après l'imputation.
3. Consommations totales ou partielles.

V. Le bilan d'activité 2019 de la CCSF 93

CCSF de Seine-Saint-Denis – Bilan d'activité 2019

	2017	2018	2019	VAR.2018/19
Nombre de dossiers reçus*	51	56	39	-30,36%
Dossiers irrecevables	9	10	11	10,00%
Demandes refusées	8	5	8	60,00%
Plans accordés	34	33	17	-48,48%
Taux d'octroi	66,67%	58,93%	43,59%	-26,03%
Emplois directs concernés				
Sur dossiers déposés	2 898	2 937	1 380	-53,01%
Sur plans accordés	980	1 655	1 264	-23,63%
Durée moyenne	22,6	26,4	22,7	-14,02%
Durée médiane	24	24	24	-
Nombre de dossiers en stock au 31/12	50	59	45	-23,73%
RAR au 31/12	7,95M€	20,77M€	8,11M€	-60,95%
Passif public traité au cours de l'année (principal)	9,25M€	11,41M€	16,65M€	45,92%
Passif moyen des plans acceptés	272k€	346k€	979K€	182,95%
Passif médian des plans acceptés	168k€	197k€	174K€	-11,68%

* Le nombre de dossiers reçus comprend des dossiers en cours d'examen

Le nombre de dossiers reçus en 2019 est en nette diminution et la situation des entreprises sollicitant la CCSF apparaît plus dégradée.

Au cours de l'année 2019, 17 plans de règlement ont été accordés pour l'apurement d'un passif de 16,65M€, contre 33 plans en 2018 pour un passif de 11,41M€.

Le passif public traité augmente fortement (+ 45,92 %), principalement suite à l'accompagnement de 2 entreprises d'un groupe.

Le passif restant à recouvrer au 31/12/2019 est en nette baisse par rapport au 31/12/2018 (60,95 %). Cela s'explique par la forte augmentation du nombre de plans dénoncés et du montant de ces derniers.

Ainsi, un dossier à fort enjeu a bénéficié d'un plan dénoncé au cours de l'année, soit quelques mois plus tard.

Composition du passif des sociétés ayant bénéficié d'un plan au cours de l'année

Créancier	2017	2018	2019
DGFiP	66,45%	64,20%	60,90%
URSSAF	32,50%	35,30%	38,55%
POLE EMPLOI	0,61%	0,50%	0,00%
AGIR ARCO	0,00%	0,00%	0,55%

Typologie des débiteurs

Sur 17 plans accordés en 2019 :

- 7 micro-entreprises¹
- 9 PME²
- 1 ETI³

Nature juridique :

- 14 sociétés commerciales
- 2 artisans
- 1 association

Typologie des secteurs d'activité

	EMPLOIS DIRECTS	
	NB DOSSIERS *	EMPLOIS DIRECTS
Industrie manufacturière	1	249
Construction	2	2
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	3	100
Transports et entreposage	3	752
Information et communication	2	91
Activités immobilières	0	0
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	0	0
Activités de services administratifs et de soutien	0	0
Arts, spectacles et activités récréatives	0	0
Autres activités de services	6	70
	17	1264

* Recensement sur plans accordés

1 - Moins de 10 salariés et CA annuel inférieur à 2M€.

2 - Moins de 250 salariés et CA annuel inférieur à 50M€/bilan inférieur à 43M€.

3 - Moins de 5 000 salariés et CA annuel inférieur à 1 500M€/bilan inférieur à 2 000M€

Dossiers sortis du périmètre de la CCSF

	2017	2018	2019
SOLDES	19	19	14
DENONCES	6	7	15
PROCEDURES COLLECT.	15	2	5

S'agissant des clôtures par ouverture d'une procédure collective :

Une procédure collective a été ouverte pour 5 débiteurs bénéficiant d'un plan de règlement.

Sur les 15 dénonciations prononcées au cours de l'année 2019, la plupart ont conduit à l'ouverture d'une procédure collective.

Excepté en 2018, où leur nombre est faible, les défaillances d'entreprises restent stables.

Plans en cours au 31/12/2019

ANNEE	2015	2016	2017	2018	2019	TOTAL
NB	1	2	22	33	3	61

LE TOURISME ET LES ÉVÈNEMENTS D'AFFAIRES

2019 et 1^{er} semestre 2020
chiffres hôteliers en Seine-Saint-Denis

2019 : une activité hôtelière en Seine-Saint-Denis au plus haut

Malgré un tassement observé en début d'année, 2019 a marqué une stabilisation de l'activité hôtelière à des niveaux très hauts, y compris pour la gamme des hôtels super-économiques qui, par rapport à l'activité de 2014, réalisent un rattrapage plus tardif que les autres segments du secteur.

Au premier semestre 2020, marqué par un arrêt total d'activité en raison de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 à compter de la mi-mars, on assiste à un effondrement de l'activité.

Une fréquentation stabilisée à son niveau record

Les établissements super-économiques, seuls à ne pas avoir encore retrouvé leur niveau de fréquentation pré-attentats, enregistrent un mouvement de rattrapage marqué. La fréquentation hôtelière demeure à un niveau élevé en 2019, au-delà du seuil atteint en 2014 dans toutes les autres catégories.

Taux d'occupation	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Super-éco	80,2%	74,4%	69,4%	72,7%	71,6%	74,2 %
Economique	72,6%	70,7%	65,5%	73,4%	78,7%	76,2 %
Milieu de gamme	69,8%	69,9%	59,0%	67,7%	71,6%	70,8 %
Haut de gamme CDG	75,5%	75,4%	66,6%	73,9%	76,6%	75,6 %

Des prix moyens en hausse sensible

Le phénomène de rattrapage se constate également pour le prix moyen des chambres pour les segments économique (+ 3,30 €) et super-économique (+ 2 €), tandis que le milieu de gamme connaît ses prix moyens les plus élevés de la décennie, avec 95,8 € (+ 4,2 €). Le haut de gamme se stabilise à son niveau record de 2018.

Prix moyen / chambre (*)	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Super-éco	51,4	53,1	51,9	51,8	55,6	57,6
Economique	76,1	75,2	71,7	67,7	72,7	76
Milieu de gamme	89,2	83,3	83,5	80,4	91,6	95,8
Haut de gamme CDG	121,2	121,1	117,6	115,7	121,6	121,6

(*) en euros

Les revenus moyens par chambre poursuivent leur progression

Le revenu moyen par chambre reste orienté à la hausse avec des évolutions allant 0,6 € à 3 € pour le secteur super-économique, qui finit ainsi de rattraper les autres segments de l'activité. A noter que le haut de gamme se tasse à 92 € de revenu moyen, mais reste dans ses eaux les plus élevées.

Revenu par chambre	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Super-éco	41,9	39,5	36,0	37,7	39,8	42,8
Economique	56,5	53,2	47,0	49,7	57,3	57,9
Milieu de gamme	65,0	58,3	49,3	54,4	65,5	67,8
Haut de gamme CDG	92,1	91,3	81,3	85,6	93,1	92,0

1^{er} semestre 2020 : le secteur hôtelier percuté de plein fouet

La crise sanitaire a eu un effet majeur sur le secteur de l'hôtellerie. L'arrêt progressif du transport international à partir de la mi-janvier, puis des circulations interrégionales à la mi-mars, l'interruption de la plupart des activités économiques et de tout le secteur événementiel, ont porté un coup majeur aux acteurs de l'hôtellerie dans toute la région.

Si l'activité touristique a pu reprendre cet été, avec dans de nombreuses régions un surcroît d'activité lié à la présence de touristes français qui ne pouvaient pas voyager à l'étranger, la région Île-de-France a peu profité de cette clientèle et l'année 2020 sera de toute évidence profondément sinistrée pour le secteur.

Les taux d'occupation en berne

Sur la fréquentation des hôtels, on observe une chute du taux d'occupation de moitié environ, correspondant à deux mois et demi d'occupation quasi-ordinaire suivis d'une période équivalente de fermeture souvent totale.

Le milieu et le haut de gamme, qui ont connu de premiers coups de frein dès la mi-janvier avec des restrictions de circulation en Asie, voient même leurs taux d'occupation moyens chuter respectivement de 64 et de 58 % (à 25,1 et 31,6 % d'occupation).

Taux d'occupation	2015-1	2016-1	2017-1	2018-1	2019-1	2020 1
Super-éco	75,4%	69,8%	70,2%	71,8%	73,0%	45 %
Economique	71,5%	63,7%	71,6%	78,3%	76,6%	36,6 %
Milieu de gamme	69,1%	58,0%	66,1%	68,6%	70,4%	25,1%
Haut de gamme CDG	73,8%	69,3%	73,7%	77,6%	74,7%	31,6 %

Le prix moyens des chambres moins impacté

Il est à noter que les hôtels ont peu pratiqué de dumping sur leurs tarifs et maintenu des prix de marché conformes aux tendances précédentes, notamment dans l'hôtellerie haut de gamme, mais cet indicateur est peu significatif sur une période marquée par des fermetures totales d'établissements.

Prix moyen par chambre	2015-1	2016-1	2017-1	2018-1	2019-1	2020-1
Super-éco	53,5	52,9	51,6	54,6	57,3	49,2
Economique	75,1	74,5	68,5	73,3	74,8	60,3
Milieu de gamme	82,4	85,7	79,9	90,1	95,9	83,1
Haut de gamme CDG	119,1	119,3	116,5	121,9	121,8	121,0

Les revenus moyens par chambre s'effondrent

La catastrophe économique se lit surtout à travers cet indicateur de revenu moyen par chambre, qui s'effondre et annihile ses amplitudes traditionnelles. Le milieu de gamme, avec 20,80 € a dégagé un revenu moyen par chambre inférieur à celui des hôtels économiques ou super-économique, alors qu'il est traditionnellement d'environ 10 et 20 % supérieur.

Revenu moyen par chambre	2015-1	2016-1	2017-1	2018-1	2019-1	2020-1
Super-éco	40,5	36,9	36,2	39,2	41,8	22,1
Economique	53,9	47,6	49,1	57,4	57,3	21,5
Milieu de gamme	57,4	49,6	52,7	61,8	67,6	20,8
Haut de gamme CDG	88,6	82,7	85,9	94,7	91,0	38,3

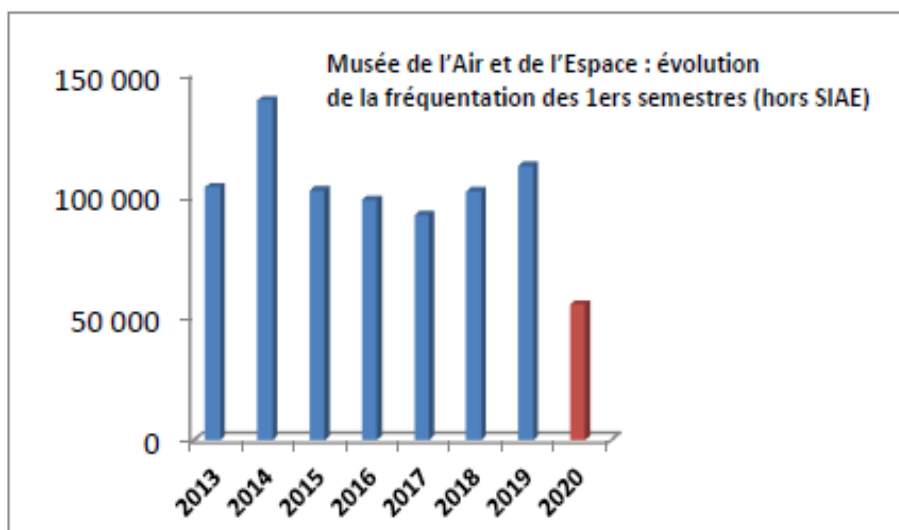
2019 et 1er semestre 2020 principaux sites de tourisme d'agrément

Le Musée de l'air et de l'espace

2019 a été une année record pour le Musée de l'Air et de l'Espace Le Bourget. Avec plus de 315.000 visiteurs, il a enregistré un nombre de visiteurs bien largement supérieur à une fréquentation ordinaire, même d'avant les attentats de 2015. Avec une nef rénovée inaugurée en décembre et une scénographie renouvelée, cette réussite augurait d'une décennie prometteuse pour ce musée phare du département, avant d'autres rénovations d'espaces (salle des Concorde notamment), les Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 et l'ouverture de la gare du Grand Paris Express vers 2025.

<i>Musée de l'air et de l'espace</i>	<i>2014</i>	<i>2015</i>	<i>2016</i>	<i>2017</i>	<i>2018</i>	<i>2019</i>
<i>Nombre de visiteurs annuels</i>	<i>268 059</i>	<i>295 412</i>	<i>191 963</i>	<i>279 933</i>	<i>194 394</i>	<i>315 787</i>

Mais au 1^{er} semestre, alors que plusieurs événements devaient marquer le renouveau du musée et engager une stratégie de conquête de nouveaux publics, la plupart ont été annulés, et le musée est resté fermé du 14 mars au 18 juin 2020, avant une nouvelle fermeture à l'automne.



Sur les 1ers semestres :

<i>Musée de l'air et de l'espace</i>	<i>2013</i>	<i>2014</i>	<i>2015</i>	<i>2016</i>	<i>2017</i>	<i>2018</i>	<i>2019</i>	<i>2020</i>
<i>Nombre de visiteurs annuels 1er semestre</i>	<i>187 054</i>	<i>139 324</i>	<i>207 322</i>	<i>98 478</i>	<i>189 371</i>	<i>102 054</i>	<i>207 374</i>	<i>55 632</i>
<i>Nombre de visiteurs 1er semestre (hors SIAE)</i>	<i>103 636</i>	<i>139 324</i>	<i>102 322</i>	<i>98 478</i>	<i>92 371</i>	<i>102 054</i>	<i>112 434</i>	<i>55 632</i>

La Basilique de Saint-Denis

Amorcé au second semestre 2017, le redressement de la fréquentation de la Basilique a poursuivi sa consolidation en 2018 et en 2019. Cette hausse (+ 10,4 % en deux ans), pourtant affectée par les grèves de décembre 2019, confirme les nouvelles perspectives du monument, ouvertes notamment par les premières manifestations publiques du projet de remontage de la flèche, avec des ateliers publics de démonstration autour des techniques et métiers traditionnels à l'été 2019, et des propositions renouvelées de visites. Des pics de fréquentation lors des mois de mars, avril, et surtout juin 2019

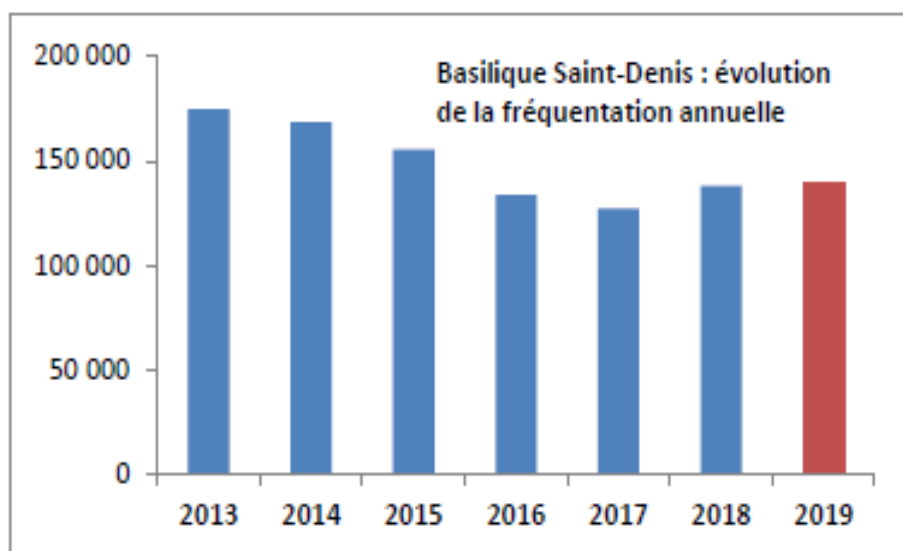
(+ 21%) sont possiblement à mettre en relation avec un regain d'intérêt pour la Basilique après l'incendie qui a ravagé Notre-Dame de Paris, sans toutefois correspondre à une « récupération » d'une partie du public de cette dernière.

<i>Basilique Saint-Denis</i>	<i>2013</i>	<i>2014</i>	<i>2015</i>	<i>2016</i>	<i>2017</i>	<i>2018</i>	<i>2019</i>
<i>Nombre de visiteurs annuels</i>	<i>174 613</i>	<i>168 437</i>	<i>155 461</i>	<i>133 755</i>	<i>126 947</i>	<i>137 933</i>	<i>139 120</i>

Sur les 1ers semestres :

<i>Basilique Saint-Denis</i>	<i>2013</i>	<i>2014</i>	<i>2015</i>	<i>2016</i>	<i>2017</i>	<i>2018</i>	<i>2019</i>	<i>2020</i>
<i>Nombre de visiteurs 1ers semestres</i>	<i>94 333</i>	<i>86 495</i>	<i>76 459</i>	<i>73 063</i>	<i>63 341</i>	<i>70 204</i>	<i>74 106</i>	<i>22 468</i>

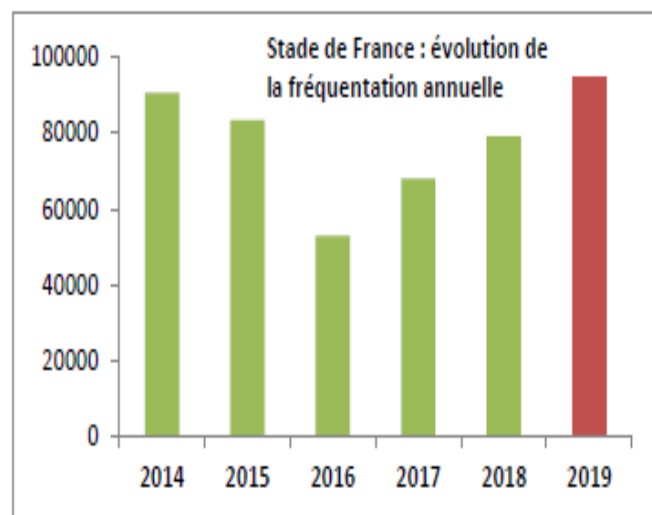
En 2020, les actions autour de la reconstruction de la flèche et la valorisation publique de la démarche originale de recherche-action qui la porte (avec participation de maîtres-artisans ferronniers et tailleurs de pierre), ont connu une phase active durant l'été. Après un arrêt total des visites en avril, mai et la majeure partie de juin, les mois d'été ont vu se maintenir une fréquentation de la Basilique à environ 50% de son niveau habituel, ce qui laisse présager, à la sortie de la crise sanitaire, d'un potentiel de rebond avéré.



Le Stade de France

La fréquentation du Stade de France a accéléré sa reprise en 2019 pour retrouver – et même, pour la première fois, dépasser – ses niveaux de 2014, boostée par les matchs de qualification de la France à l'Euro 2020, et portée par de nombreux événements sportifs et musicaux. 12 % de cette fréquentation résulte d'une activité de conférences et séminaires, tandis que 44 % relèvent des visiteurs individuels et 44 % de la venue de groupes.

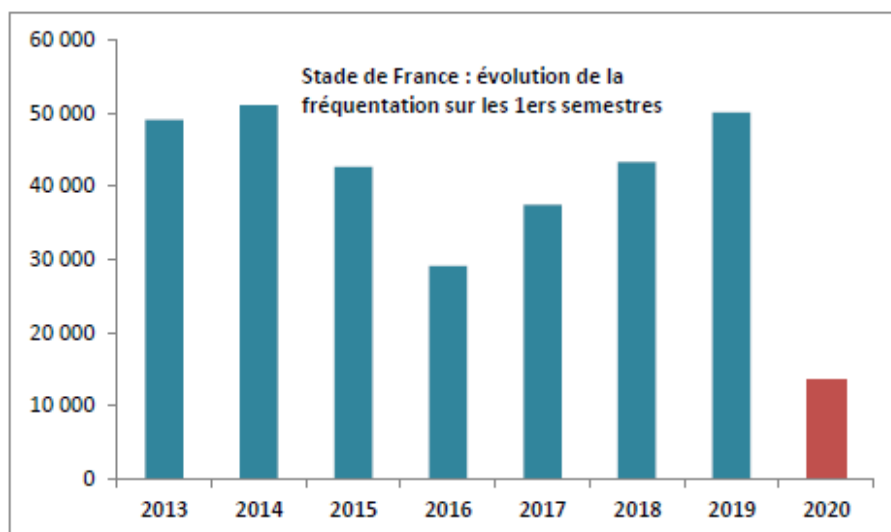
Stade de France	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Nombre de visiteurs annuels	90 538	83 465	52 775	67 907	79 073	94 878



Sur les 1ers semestres :

Stade de France	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre de visiteurs 1er semestre	49 106	51 027	42 590	29 102	37 467	43 305	50 061	13 558

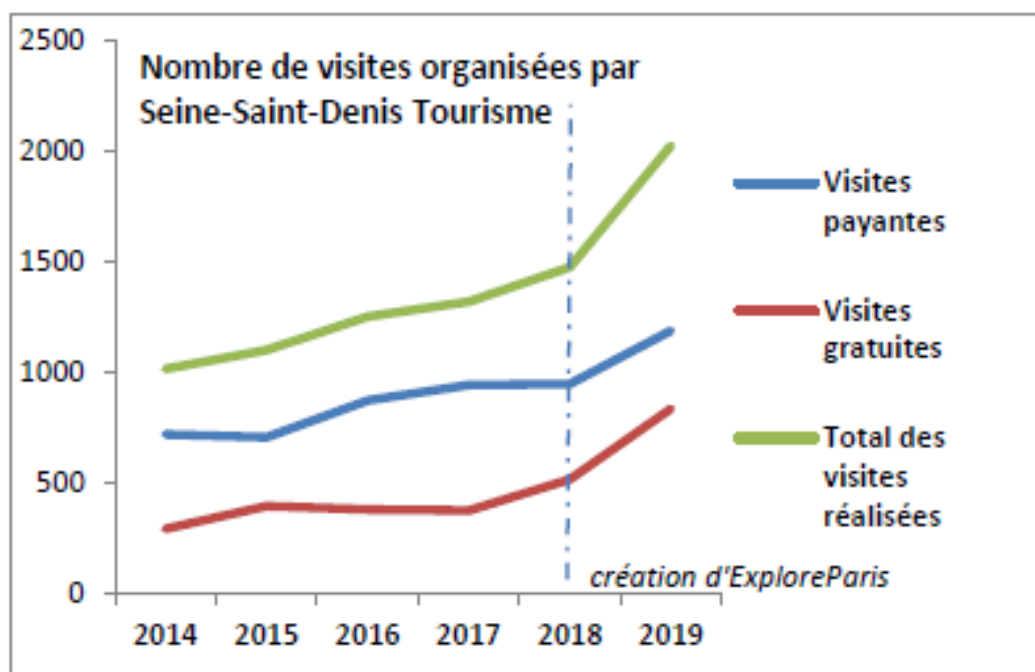
La chute du premier semestre 2020 en est d'autant plus vertigineuse. Il est à noter que, malgré les grèves liées au projet de réforme des retraites, les visiteurs individuels continuaient à croître en janvier et février 2020. Fermé en mars 2020, le Stade de France est soumis à un niveau d'incertitudes élevé pour toute l'année 2021, plusieurs groupes de musique ayant suspendu leurs projets de tournées mondiales. La perspective des Jeux olympiques et Paralympiques peuvent néanmoins laisser espérer une reprise d'activité élevée dès 2022.



2019 et 1er semestre 2020 tourisme tendance et de proximité

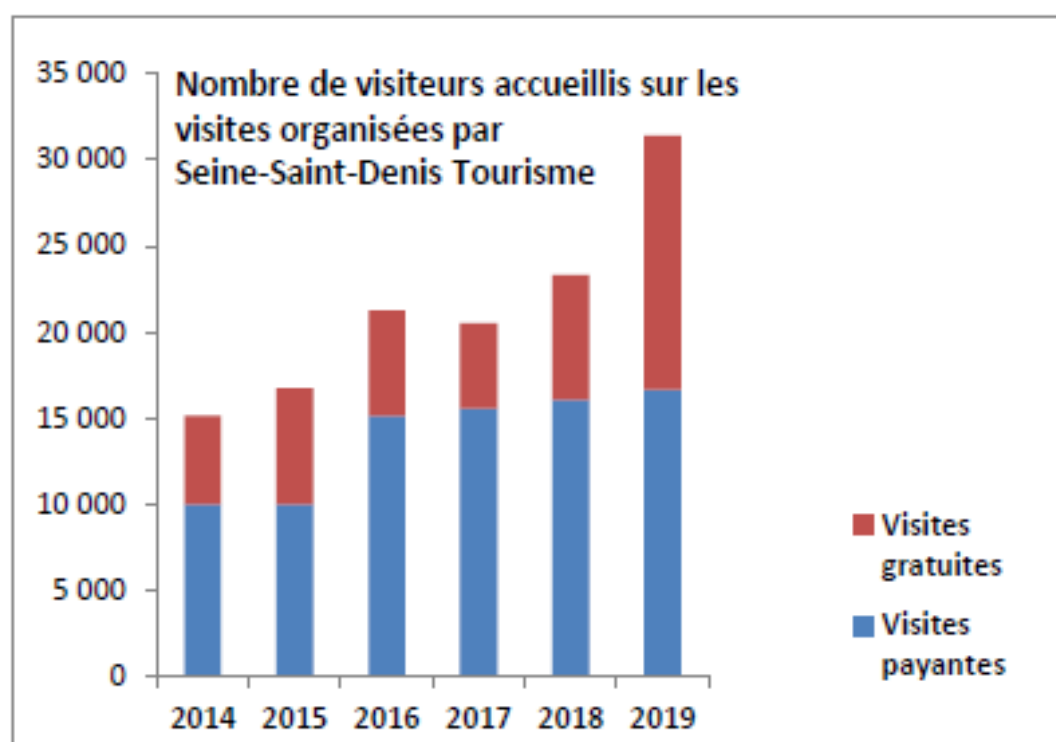
Concernant les tendances émergentes du tourisme en Île-de-France, autour des balades urbaines et des visites insolites, les données de la boutique **ExploreParis**, créée en juin 2018 à partir de la fusion des boutiques tourisme93.com et tourisme-val-de-marne.com fournissent des indicateurs utiles établis à partir d'une myriades de produits touristiques « à échelle humaine » (2025 visites pour la seule année 2019).

<i>Nombre de visites</i>	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Visites payantes	721	706	873	943	948	1 189
Visites gratuites	294	395	380	377	517	836
Total des visites réalisées	1 015	1 101	1 253	1 320	1 475	2 025



On y constate que cette offre touristique, telle que conçue et développée sous l'impulsion de Seine-Saint-Denis Tourisme, et sous l'effet de la mutualisation de son outil de commercialisation avec les autres agences publiques départementales du tourisme intervenue mi-2018, correspond à des attentes fortes, reflète des pratiques qui tendent à se répandre, et dispose d'une force d'attraction qui la rend comparable, en fréquentation, aux grands sites de notre territoire.

<i>Nombre de personnes</i>	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Visites payantes	10 016	9 996	15 143	15 576	16 052	16 648
Visites gratuites	5 114	6 720	6 097	4 935	7 257	14 733
Total des visites réalisées	15 130	16 716	21 240	20 511	23 309	31 381



Avec 34 % de progression de la fréquentation entre 2018 et 2019, la dynamique d'**ExploreParis** est restée exceptionnelle. Elle se confirmait en janvier et février 2020 avant l'arrêt dû à la crise sanitaire. Il est à noter que le redéploiement de l'activité de la boutique vers une offre virtuelle conçue et animée par les partenaires de visites, ainsi que la reprise progressive des visites en présentiel avec des jauges réduites a permis une timide reprise d'activité à partir de mai. Le mois de septembre 2020 a même généré un chiffre d'affaire supérieur à celui de l'année 2019.

On peut donc être optimiste quant à la pertinence d'une offre touristique qui est en adéquation avec les attentes du public francilien, et qui se montre relativement résiliente comparativement à d'autres secteurs touristiques plus vulnérables aux aléas du tourisme international.

VIPARIS en quelques chiffres

Les salons, un secteur
majeur de l'économie de
Paris Île-de-France...

...marqué par les crises
sociales de 2019 et
sanitaire de 2020



Des manifestations restant attractives malgré les événements sociaux en 2019

(grèves, Gilets jaunes)



434

salons

(216 réservés aux professionnels
et 218 grand public)



8,1 millions

de visiteurs

(- 3,5 % vs 2017)



576 200

visiteurs étrangers

(- 4,4 % vs 2017)



105 000

entreprises exposantes

(+ 2,4 % vs 2017)



30 500

entreprises étrangères

(+ 3,7 % vs 2017)

Le salon, un outil aux impacts économiques considérables (chiffres 2019)



Vecteur de retombées économiques pour le territoire

4,2 milliards €
de retombées économiques
directes et indirectes

59 035
emplois

3,4 millions
de nuitées consommées par
les exposants et visiteurs



Lieu de business pour les entreprises

20,8 milliards €
de ventes
entre exposants et visiteurs⁽¹⁾

6,7 millions
de contrats signés

Un ROI⁽²⁾
moyen de **1 à 8**
pour les entreprises exposantes

⁽¹⁾ hors salons de l'aéronautique et de la défense ⁽²⁾ Retour sur investissement



Véritable « hub » du commerce international

7,2 milliards €
de CA réalisés
entre entreprises étrangères

3,5 milliards €
de ventes réalisées
par les entreprises françaises
avec des entreprises étrangères

Une année 2020 marquée par une crise sans précédent*



317

salons

annulés ou digitalisés
entre mars
et décembre 2020

7,4 millions

de visiteurs et

85 000

entreprises ayant annulé
leur venue

3,4 milliards €

de retombées économiques
perdues pour le territoire et

17,2 milliards € de ventes

non réalisées par les entreprises



* Estimation de l'impact de la crise sanitaire réalisée fin novembre 2020

**Les professionnels du secteur sont mobilisés
pour faire des salons un levier puissant
de la relance économique**

Retrouvez l'étude complète sur :

www.cci-paris-idf.fr/etudes-amenagement-tourisme-congres-salons-etudes



Tourisme d'affaires

Paris Île-de-France

édition 2020

Une filière d'excellence
fortement marquée par
les crises sociales de
2019 et sanitaire
de 2020



Paris, Île-de-France,
l'offre d'infrastructures la plus riche
et diversifiée d'Europe



700 000 m²

de surface d'exposition
couverte



21

sites d'exposition et de congrès
de toutes tailles



Des infrastructures de dimension mondiale

Paris Nord Villepinte
10^{ème} parc mondial

**Paris Expo Porte de
Versailles**
1^{er} Parc mondial de centre-ville

Le Paris convention centre
plus grand centre de congrès
d'Europe

Des salons attractifs malgré des événements sociaux en 2019 (grèves, Gilets jaunes)



434

salons (216 réservés aux professionnels et 218 grand public) ayant accueilli

8,1 millions de visiteurs

4,2 milliards €

de **retombées économiques** pour le territoire

105 000

entreprises exposantes dont 29 % étrangères

20,8 milliards €

de **ventes** entre exposants et visiteurs⁽¹⁾

⁽¹⁾ hors salons de l'aéronautique et de la défense

Une année 2019 exceptionnelle pour les congrès



1 084

congrès ayant accueillis

922 900

congressistes

Paris 1^{ère}

au classement mondial ICCA⁽²⁾ dans l'accueil des congrès internationaux

1,5 milliard €

de **retombées économiques** pour le territoire

⁽²⁾ International Congress and Convention Association.

Une place premium pour les événements d'entreprises et autres manifestations

1 231

événements d'entreprises

104

spectacles, manifestations culturelles et sportives

293

examens et formations

68

événements divers

(ventes privées, enchères et événements familiaux)

Soit **1 696**

événements qui ont rassemblé **4,2 millions de participants**



Au global, plus de 13 millions de visiteurs d'affaires accueillis en 2019

Une année 2020 marquée par une crise sans précédent*



317 salons et **432** congrès annulés ou digitalisés entre mars et décembre 2020

7,8 millions de visiteurs et congressistes et **85 000** entreprises ayant annulé leur venue

4,1 milliards € de retombées économiques perdues pour le territoire et **17,2** milliards € de ventes non réalisées par les entreprises

* Estimation de l'impact de la crise sanitaire réalisée fin novembre 2020

Focus activité des salons à Paris Nord Villepinte et à Paris Le Bourget en 2020

Une année 2020 marquée par une crise sans précédent

La covid-19 a entraîné une crise économique mondiale historique. Le tourisme, d'agrément ou d'affaires, a été l'un des secteurs les plus touché. En effet, l'ensemble des mesures prises par les pouvoirs publics (confinements, fermeture des frontières, couvre-feu...) pour enrayer la pandémie a mis le tourisme mondial à l'arrêt pour la première fois depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Les conséquences pour Paris Île-de-France, l'une des premières destinations touristiques au monde, sont et seront colossales pour les différents segments de cette filière d'excellence française.

L'événementiel l'un des secteurs les plus touché

L'événementiel a été le premier secteur impacté par cette crise sanitaire (fermeture de salons dès le 5 mars 2020). Les limitations puis les interdictions de rassemblement imposées par les pouvoirs publics, ont conduit les gestionnaires de sites à fermer leurs parcs d'expositions et les organisateurs d'événements à reporter ou annuler leurs manifestations. En conséquence, le tourisme d'affaires est quasiment à l'arrêt depuis 9 mois (mars à décembre 2020). A ce jour, les professionnels n'ont toujours aucune visibilité sur une date de reprise de leur activité.

Paris Nord Villepinte, un site fortement impacté

2 salons⁽¹⁾ ont eu lieu au début de l'année 2020 à Paris Nord Villepinte. Ils ont été fréquentés par près de 4 500 entreprises exposantes (dont 72 % d'entreprises étrangères) et par plus de 160 000 visiteurs⁽²⁾ (dont 52 % de visiteurs étrangers).

16 salons⁽³⁾ ont été annulés ou ont été transposés en version digitale. Les conséquences économique sont importantes pour tous les acteurs impliqués :

- Viparis (gestionnaire du site) ;
- Les organisateurs des salons concernés (Comexposium, Reed Exposition France, Gl Events...) ;
- La région Île-de-France (les entreprises sous-traitante, les hôteliers, restaurateurs...) ;
- Aéroport de Paris (acheminement des professionnels en particulier la clientèle internationale).

⁽¹⁾ Maison&Objet (édition du 17 au 21 janvier 2020) et Première Vision (édition du 11 au 13 février 2020).

⁽²⁾ Première visite + revisite lorsque le salon dure plusieurs jours.

⁽³⁾ Jec Composite Show, Eurosatory, SITL, Industrie Paris, Migest, Tolexpo, Smart Industrie, Japan Expo, Maison&Objet (éditions de septembre), Première Vision (édition de septembre), SILMO, SIAL, All4pack, World Nuclear Exhibition, salon des maires d'Île-de-France, salon du cheval.

La CCI Paris Île-de-France a estimé l'impact économique de ces annulations pour le site de Paris Nord Villepinte et pour la région francilienne :

- Près de **22 500 entreprises exposantes** ne sont pas venues vendre ou présenter leurs produits (dont 65 % d'entreprises étrangères) ;
- Plus de **900 000 visiteurs⁽²⁾** ont annulé leur venue (dont 29 % de visiteurs étrangers) ;
- **1,2 milliard € de retombées économiques perdues** pour la région francilienne (location d'espace, aménagement des stands, traiteurs, personnel d'accueil, hôtellerie, restauration, shopping...) ;
- **6,4 milliards € de ventes non réalisées** entre exposants et visiteurs (dont 1,8 milliard € pour les entreprises françaises & franciliennes et 4,6 milliards € pour les entreprises étrangères) ;
- Près de **700 000 contrats non conclus**.

Notons que le salon Europain⁽⁴⁾ s'est tenu à Paris Expo Porte de Versailles du 11 au 14 janvier 2020, et non à Paris Nord Villepinte comme habituellement.

50 % des salons annulés à Paris Le Bourget

10 salons⁽⁵⁾ ont eu lieu en janvier, février et septembre 2020 à Paris Le Bourget. Ils ont été fréquentés par plus de 2 600 entreprises exposantes (dont 62 % d'entreprises étrangères) et par plus de 80 000 visiteurs⁽²⁾ (dont 17 % de visiteurs étrangers).

10 salons⁽⁶⁾ ont été annulés ou ont été transposés en version digitale.

La CCI Paris Île-de-France a estimé l'impact économique pour le site de Paris Le Bourget et pour la région francilienne :

- Près de **3 200 entreprises exposantes** ne sont pas venues vendre ou présenter leurs produits (dont plus de 62 % d'entreprises étrangères) ;
- Plus de **180 000 visiteurs⁽²⁾** ont annulé leur venue (dont 15 % de visiteurs étrangers) ;
- **144 millions € de retombées économiques perdues** pour la région francilienne (location d'espace, aménagement des stands, traiteurs, personnel d'accueil, hôtellerie, restauration, shopping...) ;
- **730 millions € de ventes non réalisées** entre exposants et visiteurs (dont 110 millions € pour les entreprises françaises & franciliennes et 620 millions € pour les entreprises étrangères) ;
- Près de **200 000 contrats non conclus**.

⁽⁴⁾Près de 400 exposants et près de 30 000 visiteurs.

⁽⁵⁾Texworld (édition de janvier), Texworld denim (édition de janvier), Apparel Sourcing (édition de janvier), Avantex (édition de janvier), Leatherworld (édition de janvier), Welc'home (éditions de janvier et septembre), Salon Espace Collectivité, Paris Dog Show, Salon de la centrale d'achat leclerc.

⁽⁶⁾Euronaval, Texworld (édition de septembre), Texworld denim (édition de septembre), Apparel Sourcing (édition de septembre), Avantex (édition de septembre), Leatherworld (édition de septembre), Salon des Véhicules de Loisirs, Automedon, Stock Free, Foire musulmane.



LE CHÔMAGE ET L'EMPLOI

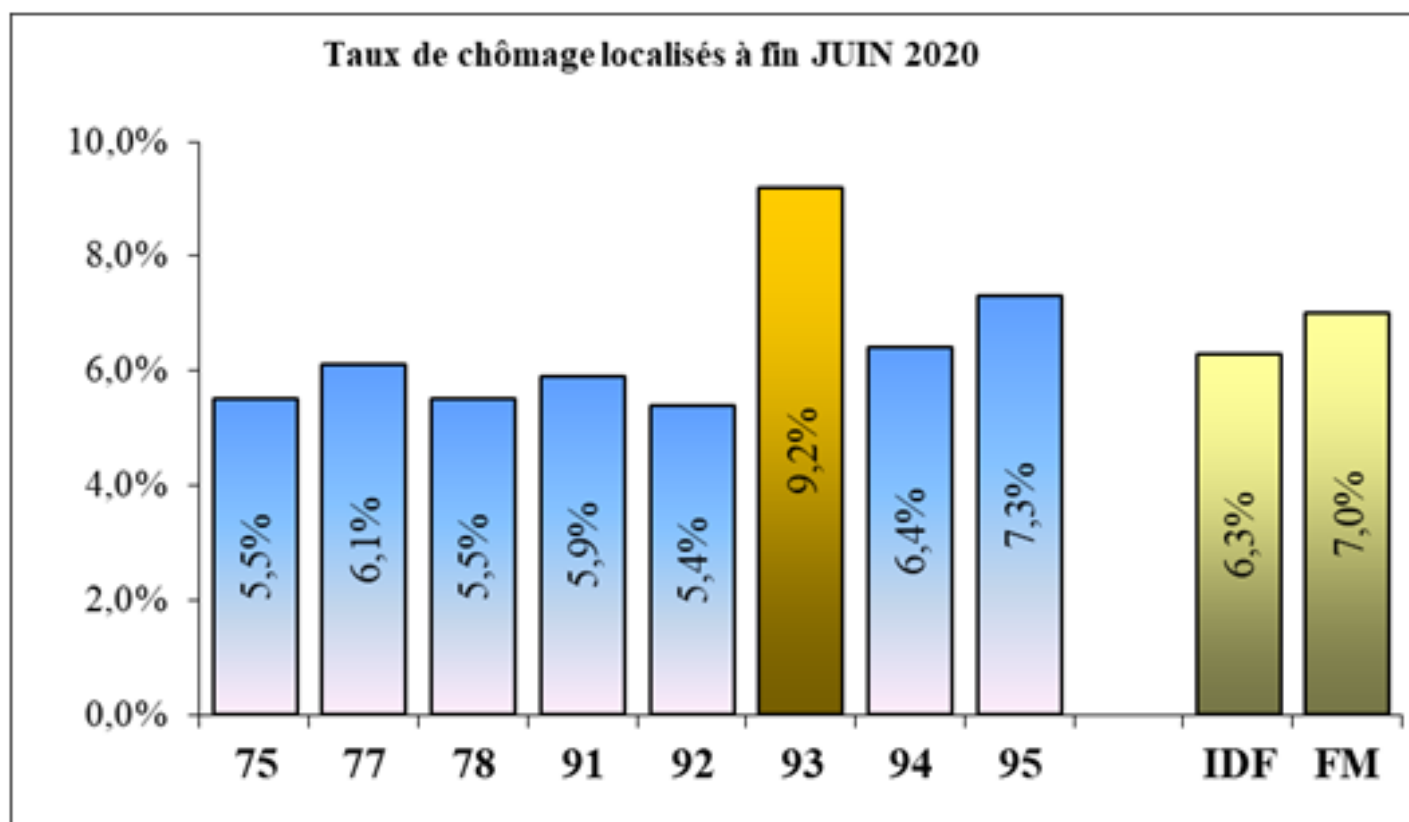
LE CHÔMAGE

Le chômage

Les taux de chômage en Île-de-France :

Fin juin 2020, le taux de chômage s'élève en Seine-Saint-Denis à **9,2 %⁽¹⁾**, contre 6,3 % en Île-de-France et 7 % pour la France métropolitaine.

Ce taux est le plus élevé de la région Île-de-France. Il enregistre une baisse de - 0,9 point sur un trimestre et -1,6 point sur un an.

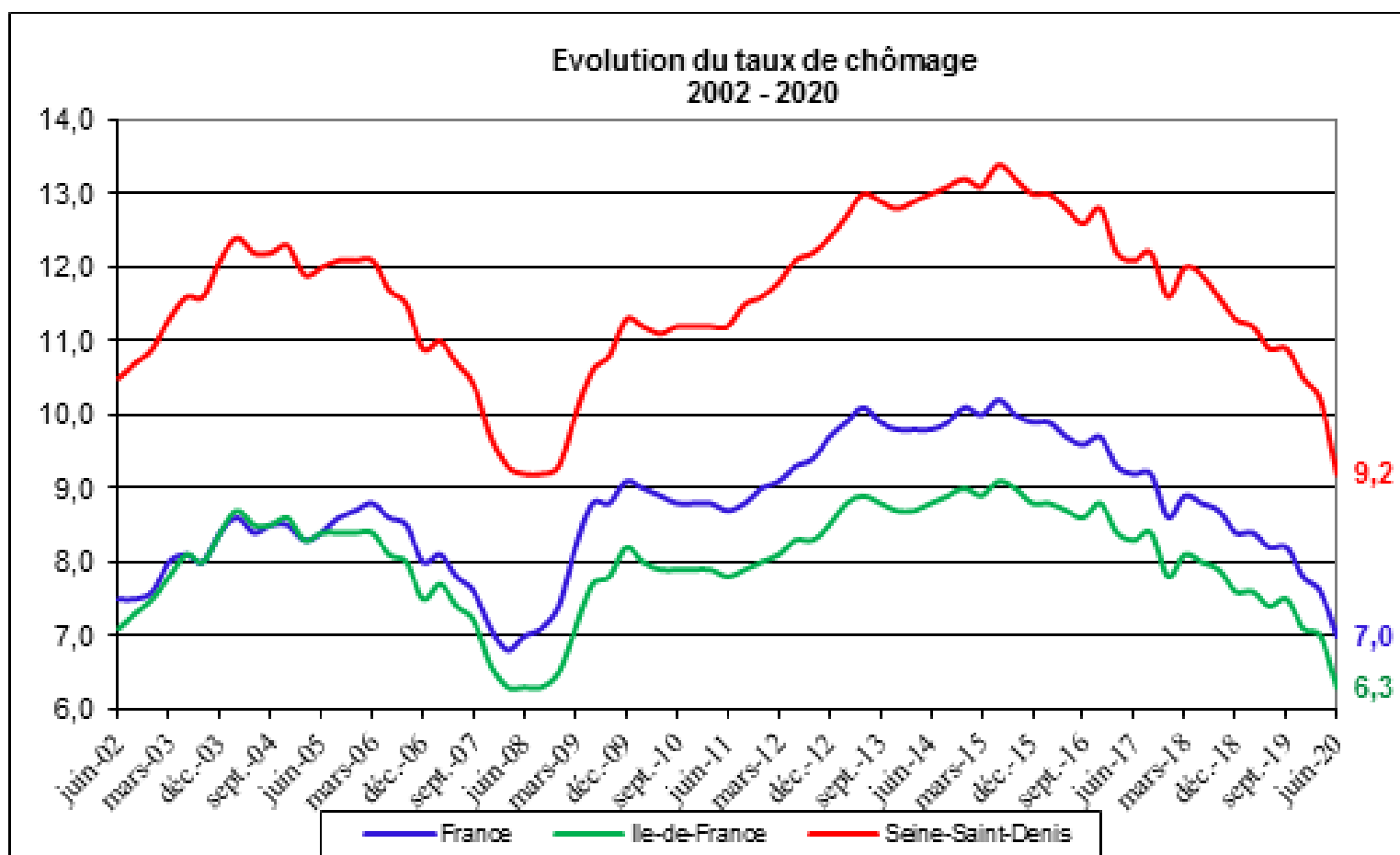


⁽¹⁾ A tout niveau géographique, l'estimation des taux de chômage localisés trimestriels fait l'objet d'une révision régulière, pour tenir compte des résultats de la dernière enquête sur l'emploi de l'Insee et des sources administratives les plus récentes. Les séries sont alors rétropolées sur plusieurs trimestres.

Source : INSEE (traitement Direccte IDF/UD 93)

Evolution comparée des taux de chômage de la Seine-Saint-Denis, de l'Île-de-France et de la France entière (de 2002 à 2020) :

La courbe de l'évolution du taux de chômage en Seine-Saint-Denis suit celles de la région d'Île-de-France et de la France métropolitaine mais à un niveau plus élevé.



Source : INSEE (traitement Direccte IDF/UD 93)

L'EMPLOI

Le marché du travail

La demande d'emploi à fin juin 2020 :

- Au deuxième trimestre 2020, en Seine-Saint-Denis, **le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant ou non exercé une activité (catégories A, B, C) s'établit en moyenne à 178 900**, soit une augmentation annuelle de + 4,2 %.
- Cette hausse concerne principalement les demandeurs d'emploi jeunes de moins de 25 ans (+ 10,9 %). Le nombre de demandeurs d'emploi des 25 à 49 ans progresse de + 4 % et celui des 50 ans et plus de + 2,3 % sur un an.
- Le nombre de demandeurs d'emploi femmes augmente de + 3,1 % et celui des hommes de + 5,3 % sur un an. Les hommes représentent 52,7 % des demandeurs d'emploi.
- Les demandeurs d'emploi de longue durée (82 930 DEFM de catégories A, B, C) représentent 46,4 % des DEFM et leur nombre enregistre une hausse de + 1,3 % sur un an.

Situation à fin juin 2020	Valeur	Évolution annuelle
a) Demande d'emploi fin de mois cat. A,B,C ⁽¹⁾ (données CVS), dont :	178 900	+4,2%
- femmes	84 680	+3,1%
- hommes	94 220	+5,3%
- DELD	82 930	+1,3%
- moins de 25 ans	18 180	+10,9%
- 50 ans et plus	46 750	+2,3%
b) Nombre moyen d'entrées en catégories A,B,C au 2T2020 (données brutes), dont :	12 056	-19,2%
- jeunes de moins de 25 ans	2 810	-4,3%
- femmes	5 623	-20,7%

Sources : STMT-Pôle Emploi, DARES, Cvs : Direccte Ile-de-France (traitement Direccte IDF/UD 93)

⁽¹⁾ Les différentes catégories de demandeurs d'emploi :

catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;

catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins au cours du mois) ;

catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures au cours du mois) ;

catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;

catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Le marché du travail

Les offres d'emploi enregistrées (OEE) et satisfaites (OES) à fin juin 2020 :

Au deuxième trimestre 2020, **1 588 offres d'emploi ont été collectées** en moyenne par Pôle emploi en Seine-Saint-Denis, soit - 65,4 % sur un an.

Les offres d'emploi durable (1 057) représentent 66,6 % des offres et enregistrent une baisse de - 65,6 % sur un an. Les offres d'emploi temporaire (509), représentent 32 % des offres et reculent de - 60,2 % sur un an. Les offres d'emploi occasionnel (22), représentent 1,4 % des offres et enregistrent une diminution de - 91,1 % sur un an.

Le nombre moyen d'offres d'emploi satisfaites (1 058 offres tous types) recule de - 68,2 %, sur un an.

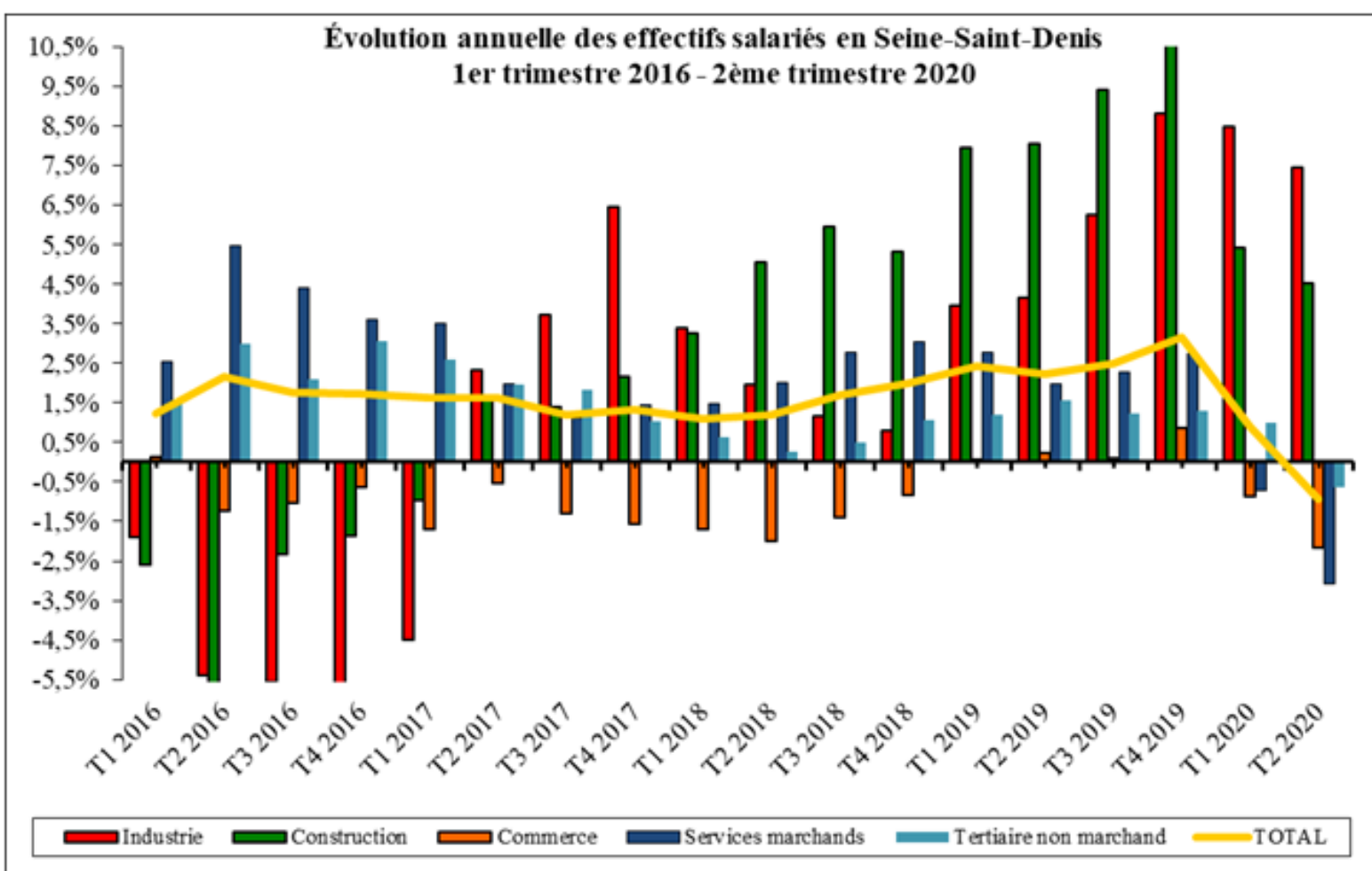
Situation à fin juin 2020	% par nature de contrat	Valeur	Evolution annuelle
Nombre moyen d'offres collectées au 2T2020 (tous types, données brutes), dont :		1 588	-65,4%
- offres d'emploi durable	66,6%	1 057	-65,6%
- offres d'emploi temporaire	32%	509	-60,2%
- offres d'emploi occasionnel	1,4%	22	-91,1%
Nombre moyen d'offres d'emploi satisfaites au 2T2020 (tous types, données brutes)		1 058	-68,2%

Sources : STMT-Pôle Emploi, DARES (traitement Direccte IDF/UD 93)

Évolutions des estimations trimestrielles des effectifs salariés dans les grands secteurs de l'emploi (données CVS):

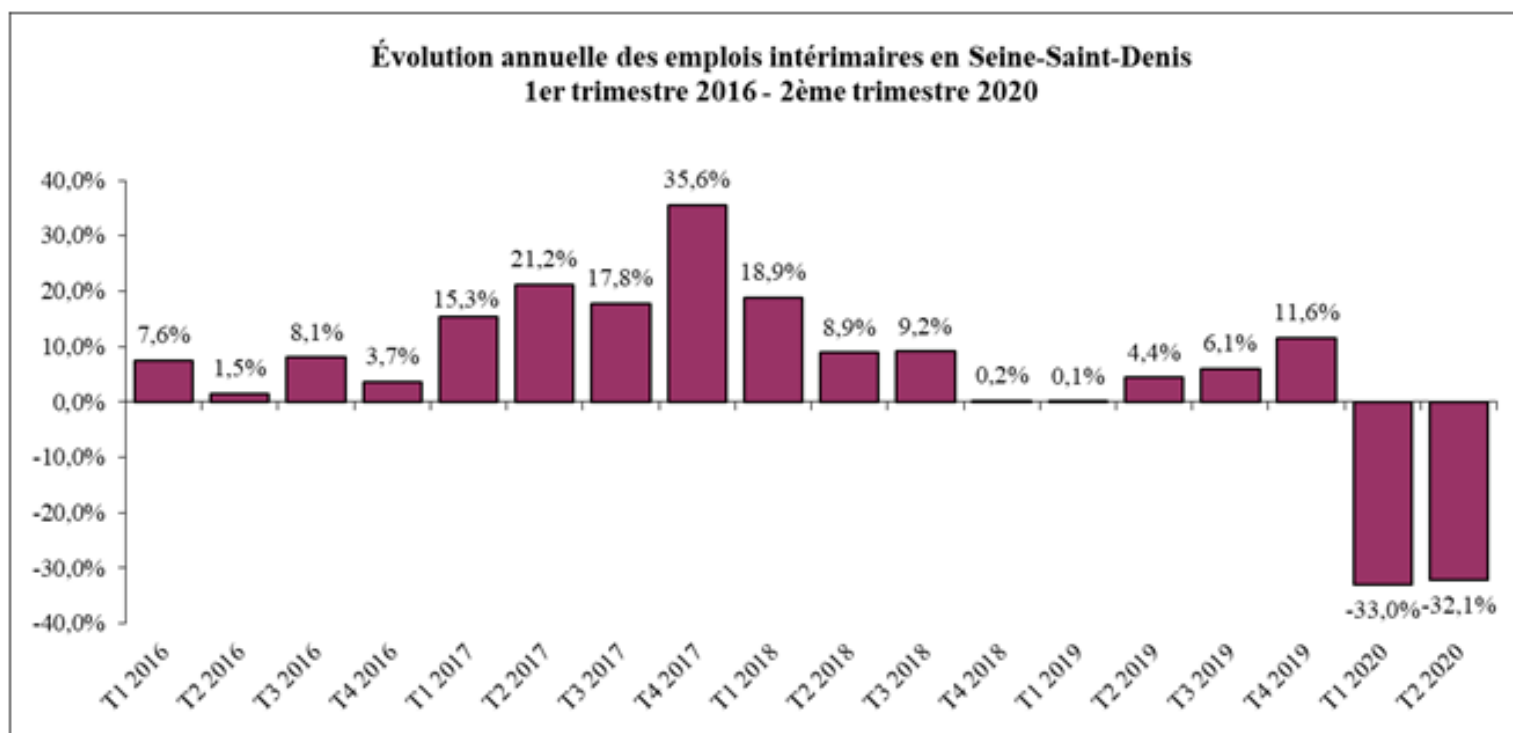
Selon les dernières estimations de l'Insee, à fin juin 2020, les effectifs salariés (620 791 emplois) enregistrent une baisse de - 1,4 % sur un trimestre (- 8 523 emplois) et de - 0,9 % sur un an, soit - 5 854 emplois.

Sur un an, l'emploi salarié dans les principaux secteurs d'activité, évolue de la manière suivante : Industrie (+ 7,5 %), Construction (+ 4,5 %), Commerce (- 2,2 %), Services marchands (- 2,1 %) et Tertiaire non marchand (- 0,6 %).



L'intérim, variable d'ajustement de l'emploi aux variations d'activité (données CVS):

Selon les dernières estimations de l'Insee, à fin juin 2020, le nombre d'intérimaires (6 447) progresse de + 4,3 % sur un trimestre et recule de - 32,1 % sur un an.



Source : Insee, estimations d'emploi (traitement Direccte IDF/UD 93)

Le recours à l'activité partielle :

Source : Direccte UD – traitement : Direccte / SESE

Entre le 1^{er} mars et le 30 juin 2020, près de 35 000 décisions d'activité partielle^(*) ont été notifiées par la Seine-Saint-Denis aux entreprises qui en ont demandé, avec un pic au cours du mois d'avril (plus de 20 600 demandes). Le nombre de demandes baisse ensuite progressivement, avec un total de 5 000 décisions d'autorisation pour le mois de juin.

Elles correspondent à 174 507 956 heures de travail autorisées à être chômées, niveau totalement inédit pour ce dispositif.

Fin juin 2020, la Seine-Saint-Denis, concentre 12,4 % des heures d'activité partielle autorisées en Île-de-France (plus de 1,4 milliard d'heures autorisées à être chômées).

()Habituellement, seules les décisions ayant comme motif de recours « conjoncture économique » sont présentées ici. En raison du contexte actuel, la pertinence de cette distinction est remise en question et nous avons ici regroupé les motifs, dont notamment les « circonstances exceptionnelles » liés à la crise sanitaire.*

Les plans de sauvegarde de l'emploi :

Source : SI – Homologation – traitement : Direccte / SESE

A la fin du premier semestre 2020, nos services ont été informés de l'initiation de 9 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE). Il y a eu 1 006 postes menacés dans le cadre de PSE, ce qui représente 10,2 % des postes menacés en Île-de-France.

Sur un an, le nombre des procédures diminue de - 43,8 % (16 procédures initiées à fin juin 2019) et celui des postes menacés augmente de + 35,6 % (742 postes menacés à fin juin 2019).

Les ruptures conventionnelles :

Source : Direccte IDF / UD 93

A la fin du premier semestre 2020, 3 971 ruptures conventionnelles ont été reçues par nos services, soit - 22,7 % par rapport à la même période de l'année dernière (5 139).

En raison du contexte actuel, il n'est pas prudent de conclure que la tendance des ruptures conventionnelles est baissière.

Indicateurs de suivi du secteur privé Urssaf Seine Saint Denis

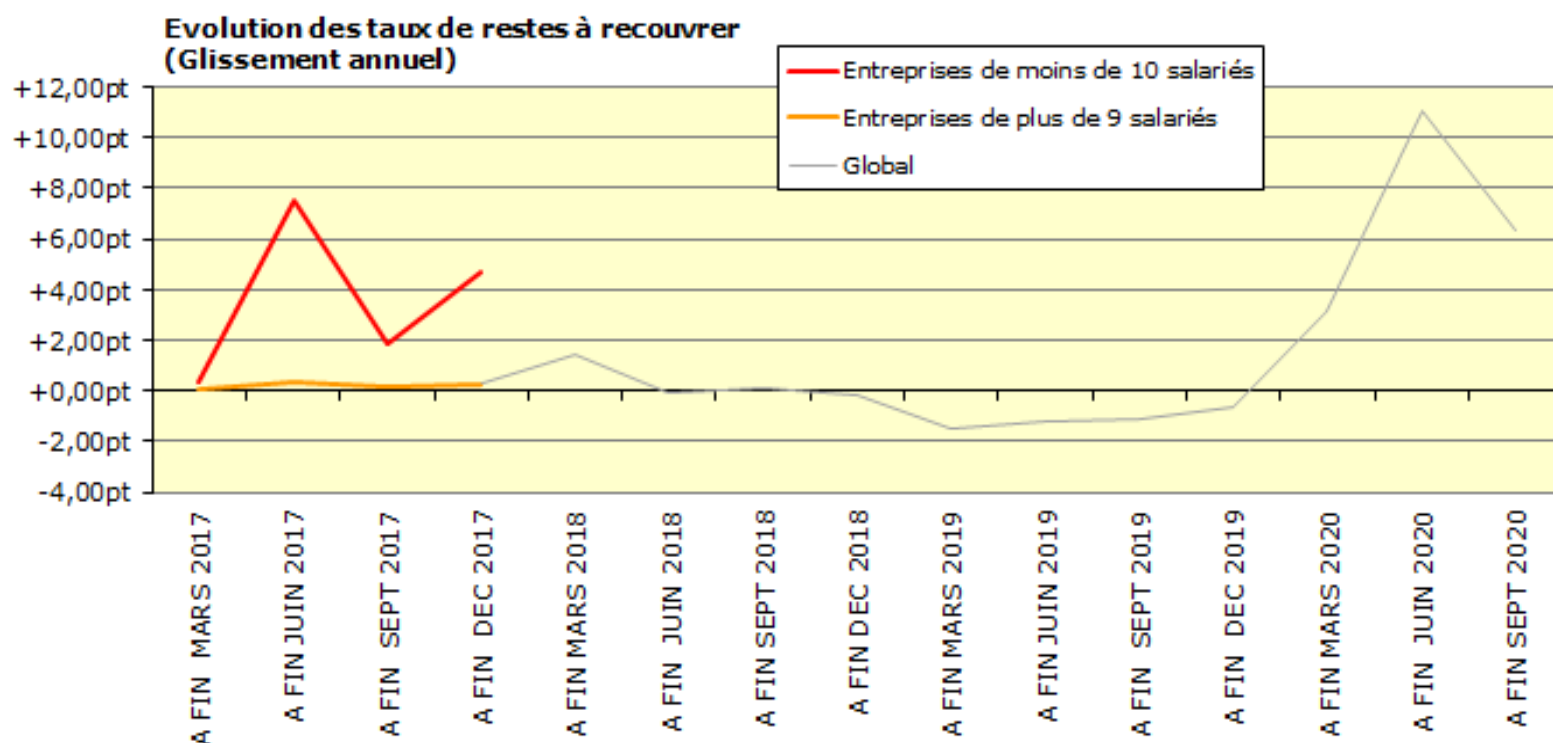
Evolution annuelle à fin septembre 2020**Entreprises de moins de 10 salariés****Entreprises de plus de 9 salariés**

Depuis Janvier 2018 - Nous ne pouvons plus faire la distinction entre les + de 9 salariés et les moins de 10 salariés pour les restes à recouvrer

Evolution du taux de reste à recouvrer sur 1 an pour les entreprises du secteur privé : + 6,36 pt

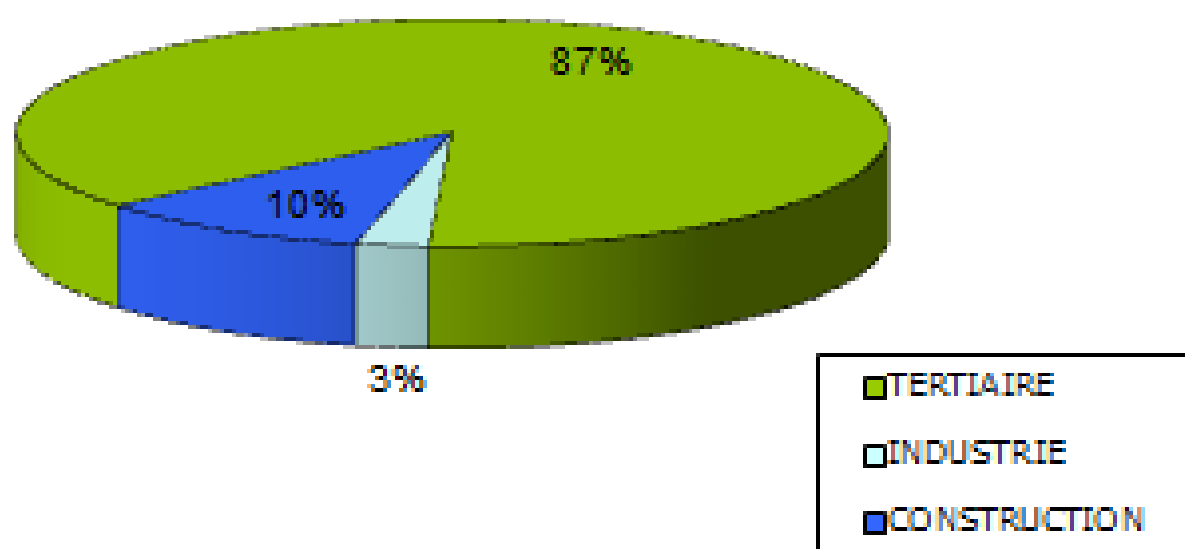
Nombre de délais demandés
(sur 12 mois glissants) -58,6%

Nombre de délais demandés
(sur 12 mois glissants) -27,7%



Département de la Seine-Saint-Denis
Données du 1^{er} semestre 2020
par secteur d'activité

Répartition des DUE par activité



Les données des graphiques :

	1SN	
<i>TERTIAIRE</i>	234 160	86,97%
<i>INDUSTRIE</i>	7 285	2,71%
<i>CONSTRUCTION</i>	27 807	10,33%
	269 252	100,00%

Secteur d'activité		Déclaration d'embaucheler S. N	Poids secteur	Déclaration d'embaucheler S. N-1	Evolution 1SN/ 1SN-1
INDUSTRIE	Industries agro alimentaire	2 136	0,79%	3 611	-40,84%
	Cokéfaction et raffinage	15	0,01%	20	-24,89%
	Equipements électriques, électroniques, informatiques	645	0,24%	337	91,51%
	Fabrication de matériels de transport	277	0,10%	291	-4,64%
	Autres produits industriels	3 491	1,30%	3 827	-8,77%
	Industries extractives, énergie, eau	719	0,27%	1 180	-39,06%
	Industrie	7 285	2,71%	9 266	-21,38%
CON.	Construction	27 807	10,33%	32 173	-13,57%
TERTIAIRE	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	17 955	6,67%	23 740	-24,37%
	Transport	13 608	5,05%	19 480	-30,14%
	Hébergement et restauration	21 209	7,88%	53 436	-60,31%
	Information et communication	44 500	16,53%	62 883	-29,23%
	Activités financières et d'assurance	1 510	0,56%	2 204	-31,47%
	Activités immobilières	1 246	0,46%	2 221	-43,88%
	Activités scientifiques et techniques ; soutien et services administratifs	52 109	19,35%	88 434	-41,08%
	Administrations publiques, défense, enseignement, santé humaine et action sociale	56 384	20,94%	45 994	22,59%
	Autres activités de services	25 638	9,52%	45 193	-43,27%
	Tertiaire	234 160	86,97%	343 585	-31,85%
	Autres	5	0,00%	80	-93,74%
Total hors interim		269 257	100,00%	385 104	-30,08%
Interim		156 767		356 351	-56,01%
Total		426 024		741 455	-42,54%

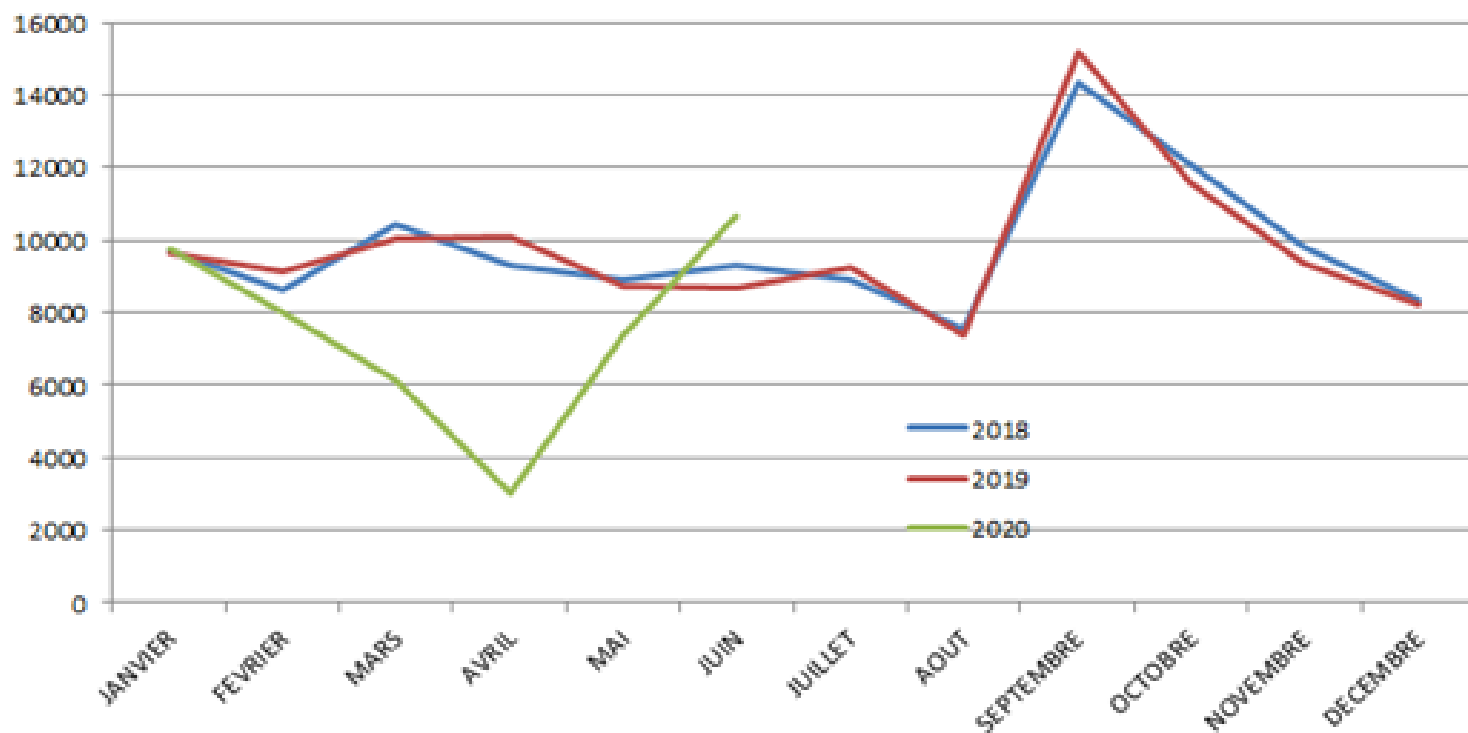
*données provisoires

Commentaire sur l'évolution des déclarations d'embauche

Au 1^{er} semestre 2020 le nombre de déclarations uniques d'embauches (hors intérim) diminue considérablement par rapport au 1^{er} semestre 2019.

La seule augmentation notable concerne le secteur A "Administrations publiques, défense, enseignement, santé humaine et action sociale" (+ 22,59 %)

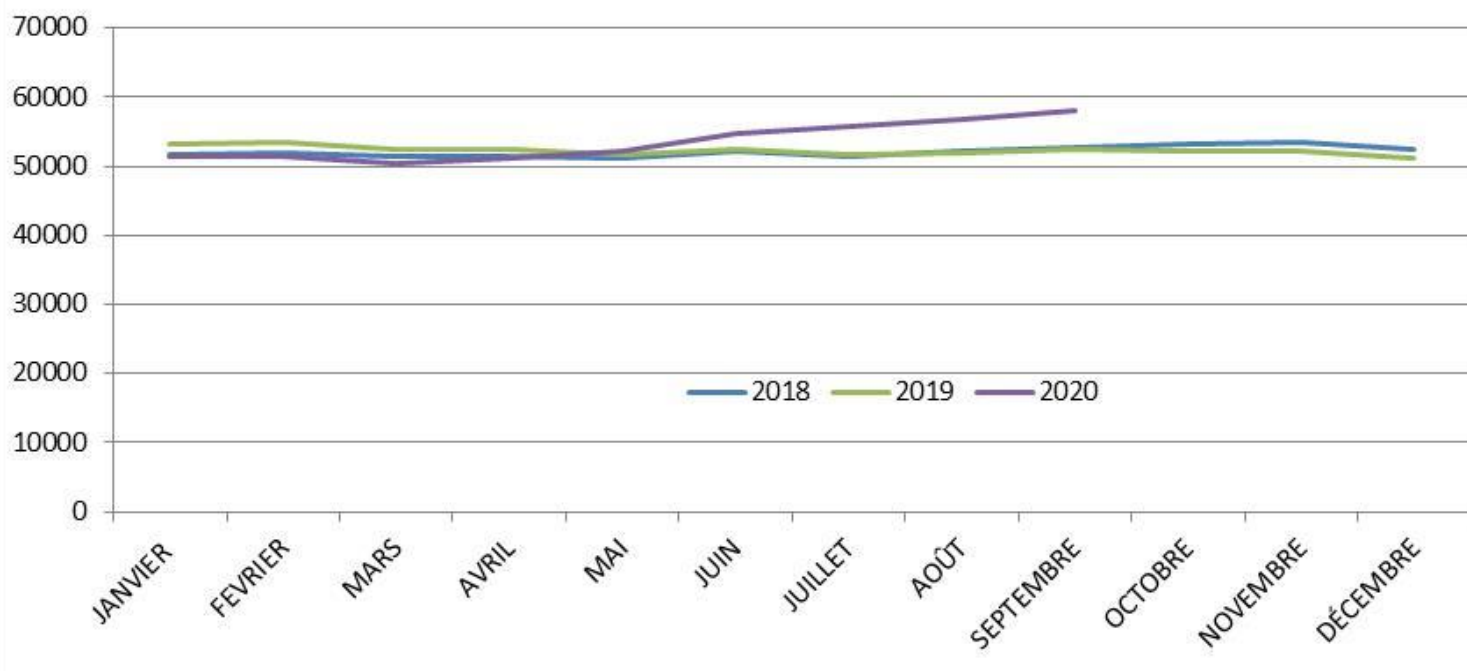
Pole Emploi

1 - Evolution du nombre de retours à l'emploi

Un peu moins de 45 000 retours à l'emploi durable de demandeurs d'emploi sont comptabilisés au premier semestre 2020, soit une diminution de 20 % par rapport au premier semestre 2019. Cette diminution est due principalement à la très forte diminution enregistrée en mars et en avril.

Pole Emploi

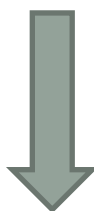
2 - Nombre de demandeurs d'emploi inscrits 12 mois et plus en catégorie A au cours des 15 derniers mois



Le nombre de demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité pendant 12 mois sur les 15 derniers, et qui démarrait l'année 2020 sur la tendance des deux années précédentes encaisse le contrecoup de la crise du COVID avec une hausse marquée à partir de mai 2020.

3 – Activités réduites (1/2)

	JUIN 2019	JUIN 2020	Evolution
Entre 1 et 78 heures	17 874	15 227	-14,8%
> 78 heures	32 428	23 856	-26,4%
Sans activité	115 173	134 957	17,2%
Total	165 475	174 040	5,2%



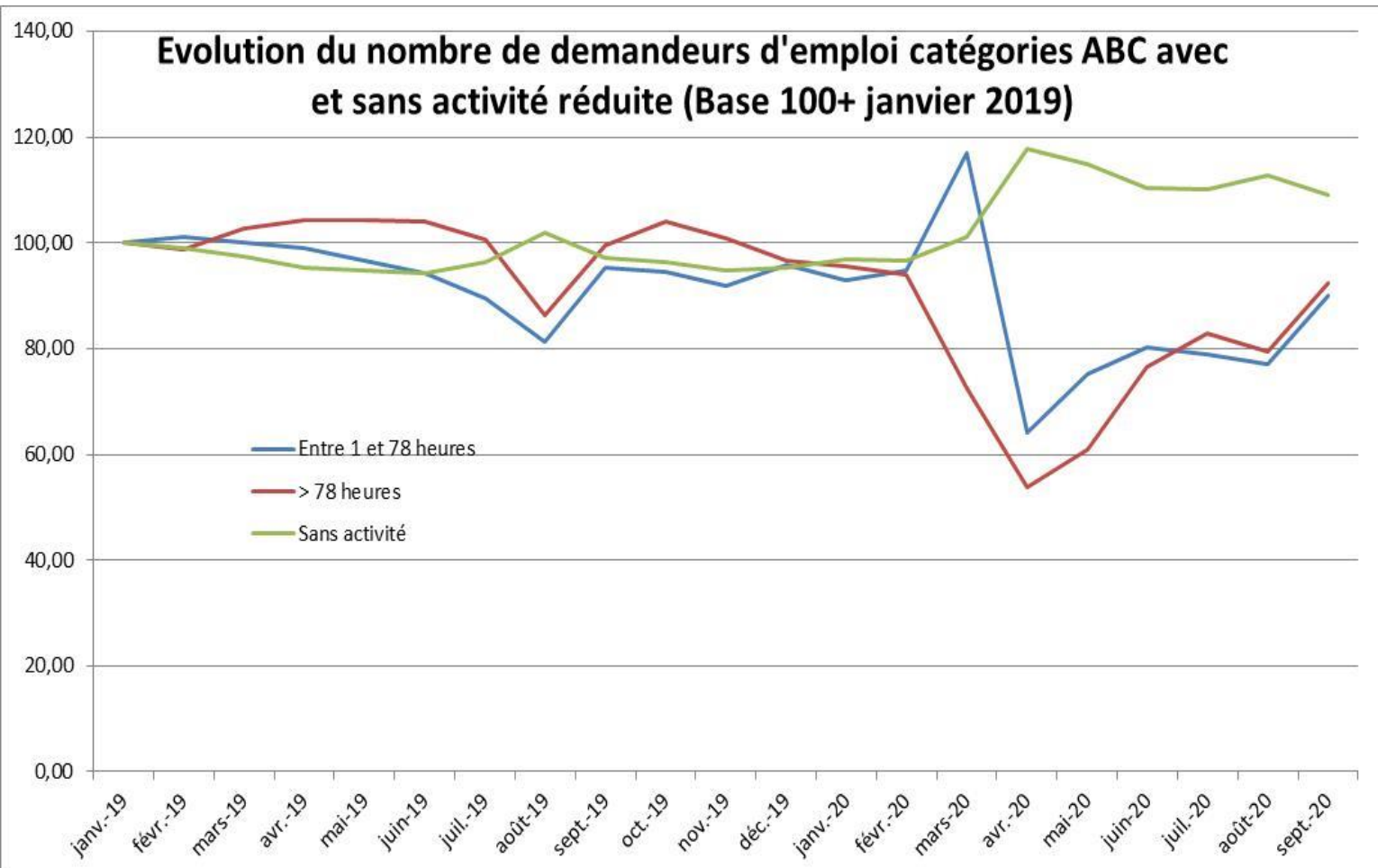
Le nombre de demandeurs déclarant en juin 2020 une activité réduite de plus ou moins 78 heures dans le mois marque une nette diminution par rapport à juin 2019, en lien avec la crise sanitaire.

Le nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité marque une augmentation de 17,2% sur un an.

Pôle Emploi

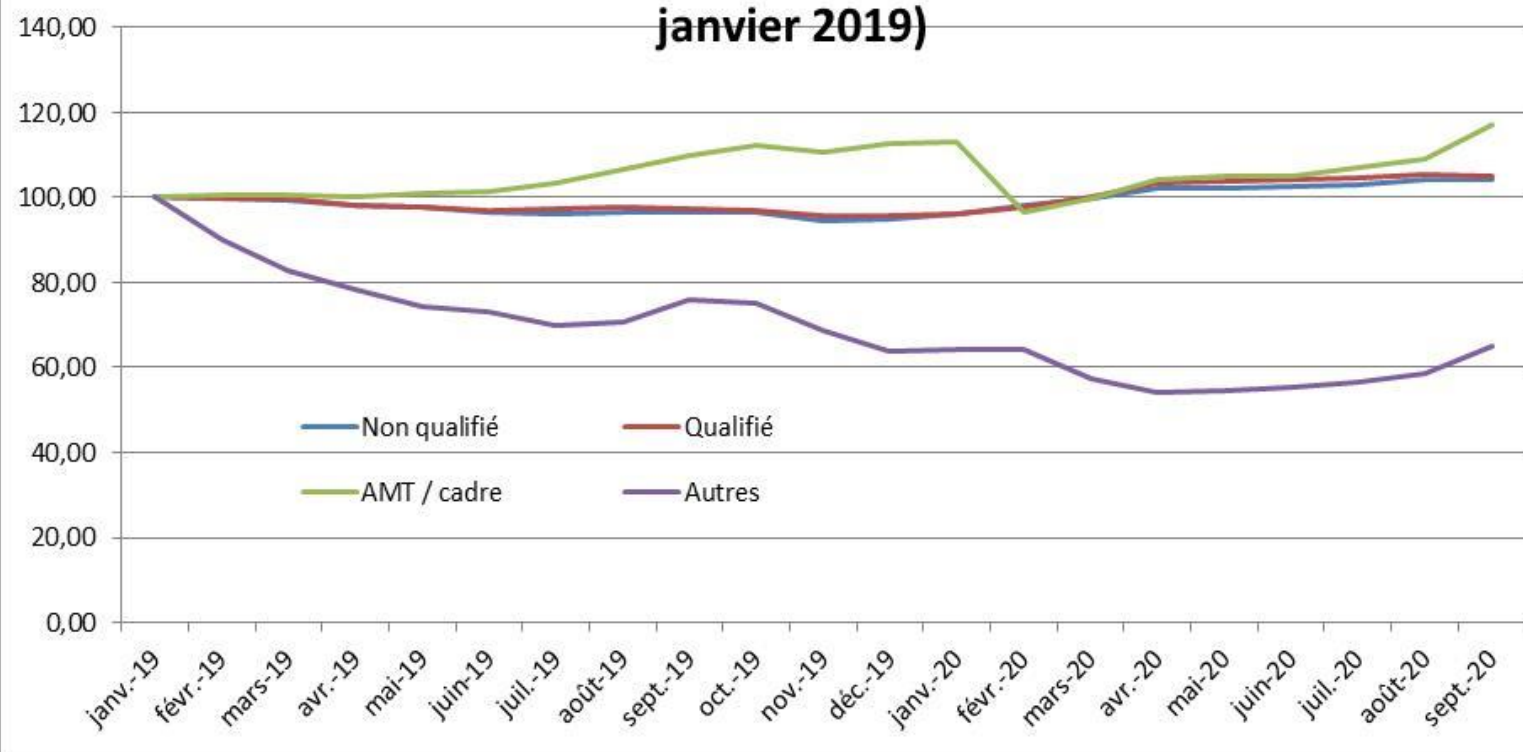
3 – Activités réduites (2/2)

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi catégories ABC avec et sans activité réduite (Base 100+ janvier 2019)



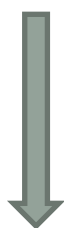
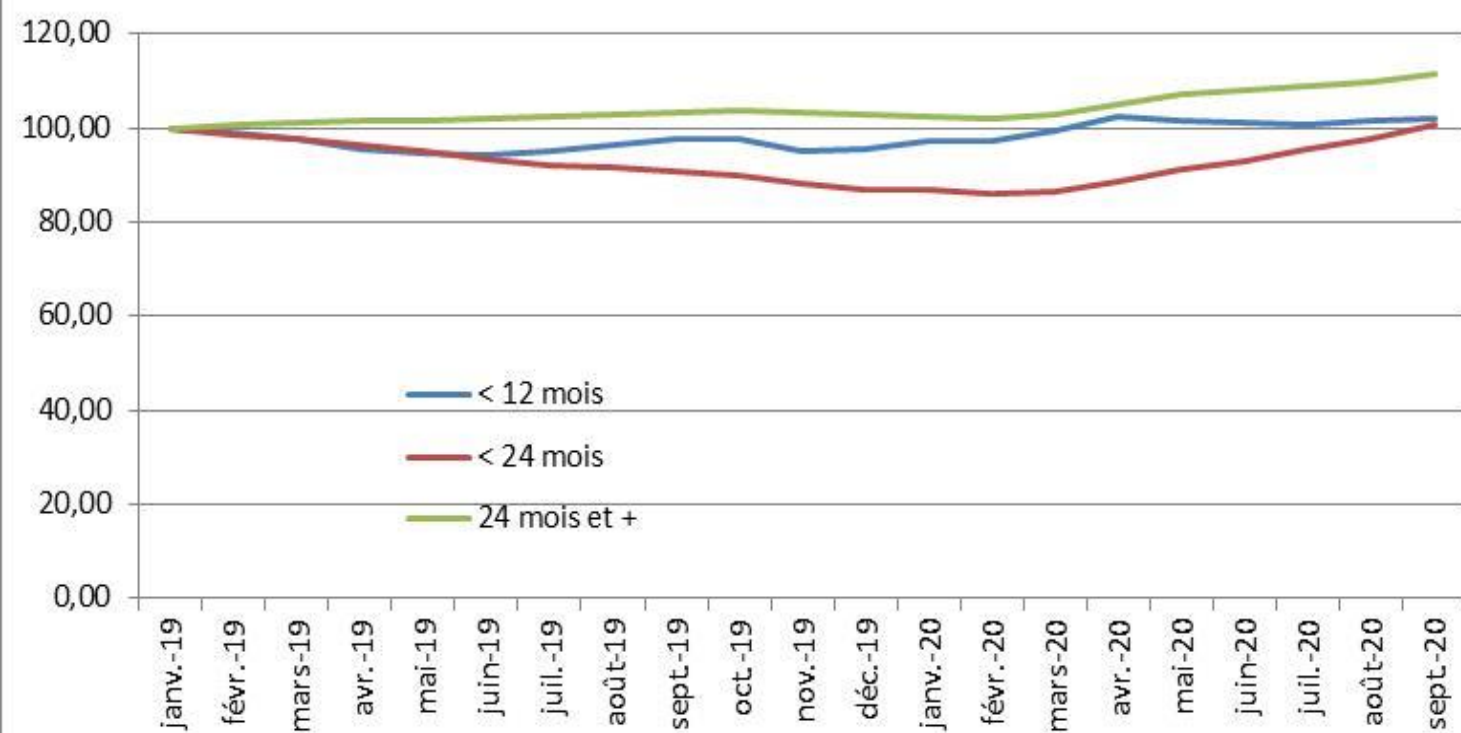
Pôle Emploi

4 - Evolution du nombre de demandeurs d'emploi catégories ABC selon le niveau de qualification (Base 100= janvier 2019)



Le nombre de demandeurs AMT/cadres qui avait déjà connu une augmentation au 2^e semestre 2019 connaît de nouveau une augmentation à partir d'août 2020.

5 - Evolution du nombre de demandeurs d'emploi catégories ABC selon l'ancienneté d'inscription



Les demandeurs d'emploi de très longue durée (24 mois et plus) marquent une augmentation sensible depuis le début de l'année 2020, signe que leurs freins à l'insertion semblent exacerbés par la crise sanitaire et la baisse des embauches.

LE RSA EN SEINE-SAINT-DENIS

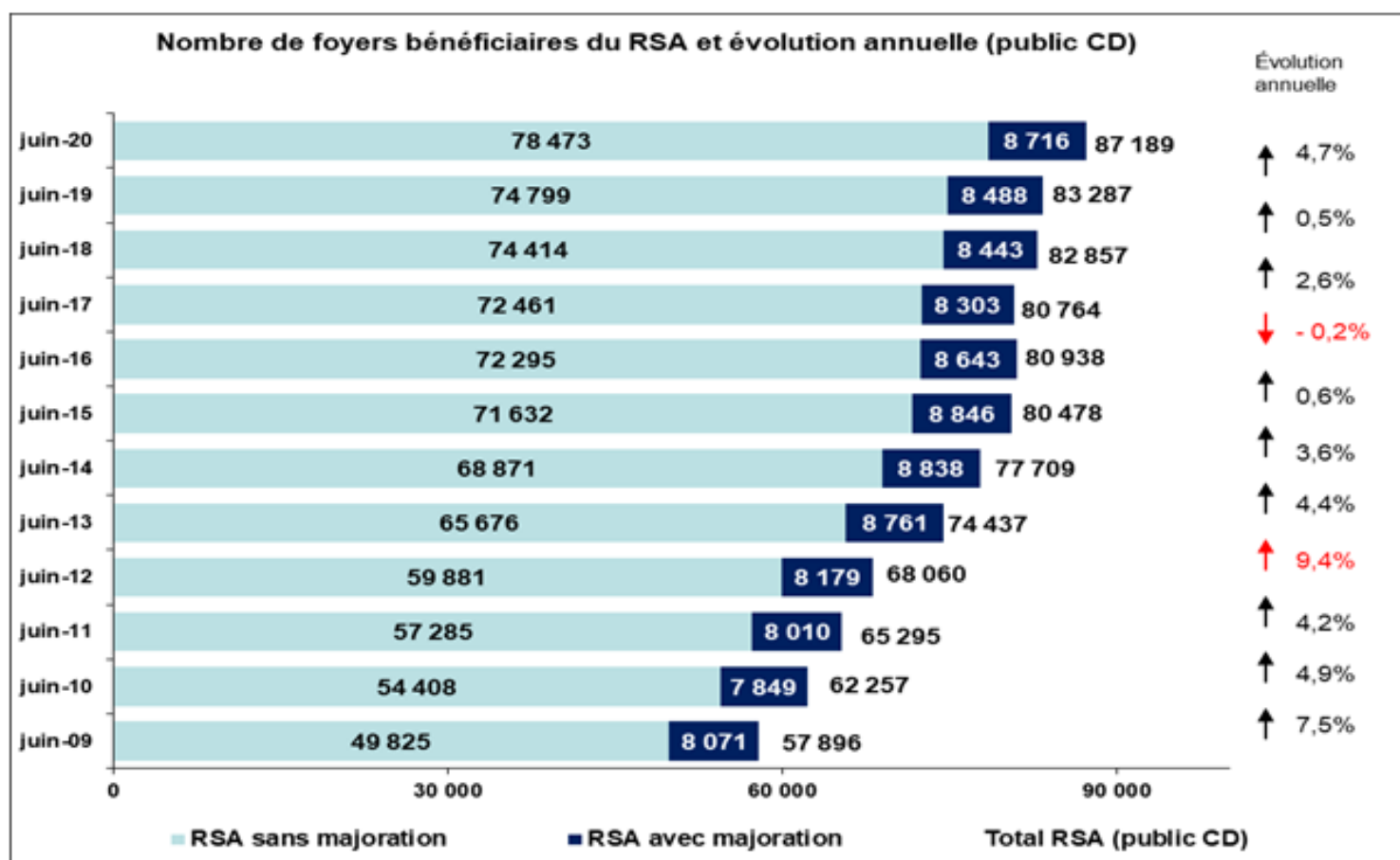
Novembre 2020

Foyers bénéficiaires du RSA

Source: CAF

Au 30 juin 2020, la Seine-Saint-Denis compte 87 189 foyers bénéficiaires du RSA socle (public relevant de la compétence du Département). Ce nombre a augmenté de 4,7 % depuis juin 2019 après avoir connu une légère augmentation (0,5 %) entre juin 2018 et juin 2019.

En évolution trimestrielle (*tableau ci-dessous*), entre mars et juin 2020, le nombre de foyers BRSA a augmenté de 2,3 %, après avoir connu une relative stabilité durant les deux trimestres précédents (près de 1 %). Cette augmentation s'expliquerait par les mesures de gestion prise dans le cadre de la crise sanitaire (maintien des droits des bénéficiaires les plus vulnérables et suspension des actions de contrôle).



Source CAF données trimestrielles

	juin-19	sept-19	déc-19	mars-20	juin-20
Nombre de foyers BRSA en fin de trimestre	83 287	83 660	84 331	85 207	87 189
Evolution trimestrielle	0,3%	0,4%	0,8%	1,0%	2,3%

Orientation et Accompagnement des bénéficiaires du RSA

Source: Conseil Départemental

Le revenu de solidarité active (RSA) donne des droits au bénéficiaire, mais la loi lui impose aussi, dans certains cas, des obligations d'insertion. On parle alors des « droits et devoirs » des bénéficiaires du RSA. Les mêmes droits et devoirs s'appliquent au bénéficiaire et à son conjoint, concubin ou partenaire pacsé.

En Seine-Saint-Denis, au mois de décembre 2019, 95 488 personnes sont soumises aux droits et devoirs pour 83 287 foyers bénéficiaires du RSA.

Le bénéficiaire du RSA étant soumis aux obligations d'insertion, sa situation est examinée par les services du département, qui déterminent l'accompagnement le plus adapté pour faciliter son accès à l'emploi ou consolider ses capacités professionnelles, on parle alors d'orientation professionnelle, sociale, ou socioprofessionnelle.

Le conseil départemental désigne un référent unique dont le rôle est de conseiller et aider le bénéficiaire dans ses démarches d'insertion. On parle alors d'accompagnement (appelé aussi contractualisation).

Le service référent établit avec le bénéficiaire le plan d'actions à mener, qui prend la forme d'un contrat d'engagements réciproques (CER) ou, si c'est un conseiller de Pôle emploi, d'un projet personnalisé d'accès à l'emploi (PPAE).

Orientation des bénéficiaires du RSA :

En 2019, 27 748 orientations en flux ont été réalisées :

38 % ont été orientés vers un parcours emploi (Pôle emploi)

- 55 % ont été orientés vers un parcours socioprofessionnel (Projet Insertion Emploi)
- 7 % ont été orientés vers un parcours social (service social départemental ou associations conventionnées).

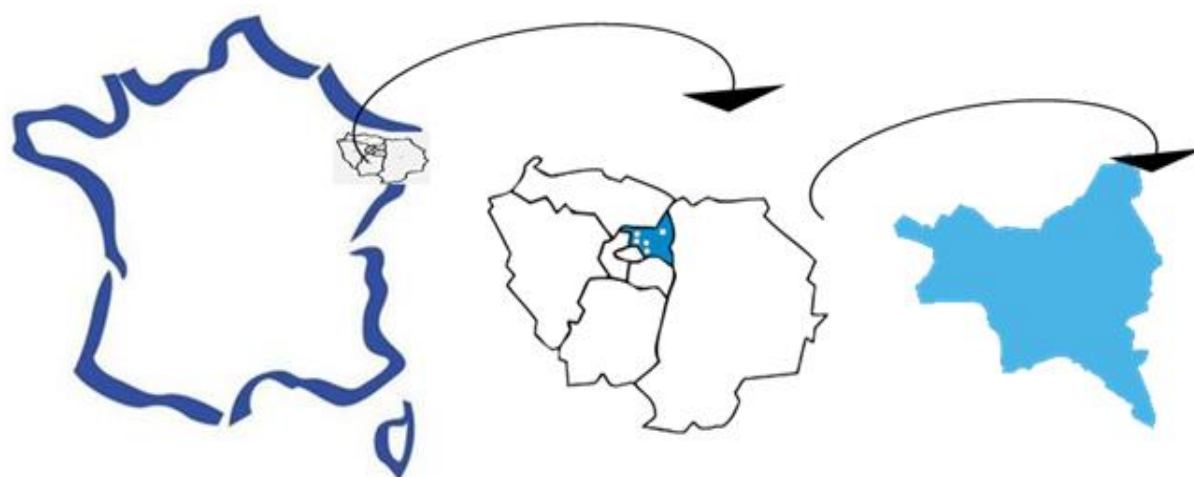
Accompagnement des bénéficiaires du RSA :

En 2019, 25 690 Contrats d'engagement réciproque (CER) ont été validés par le département.

Positionnement de la Seine-Saint-Denis

Source: CAF

Dans cette partie, la seule donnée disponible est celle du mois de décembre pour l'ensemble des départements

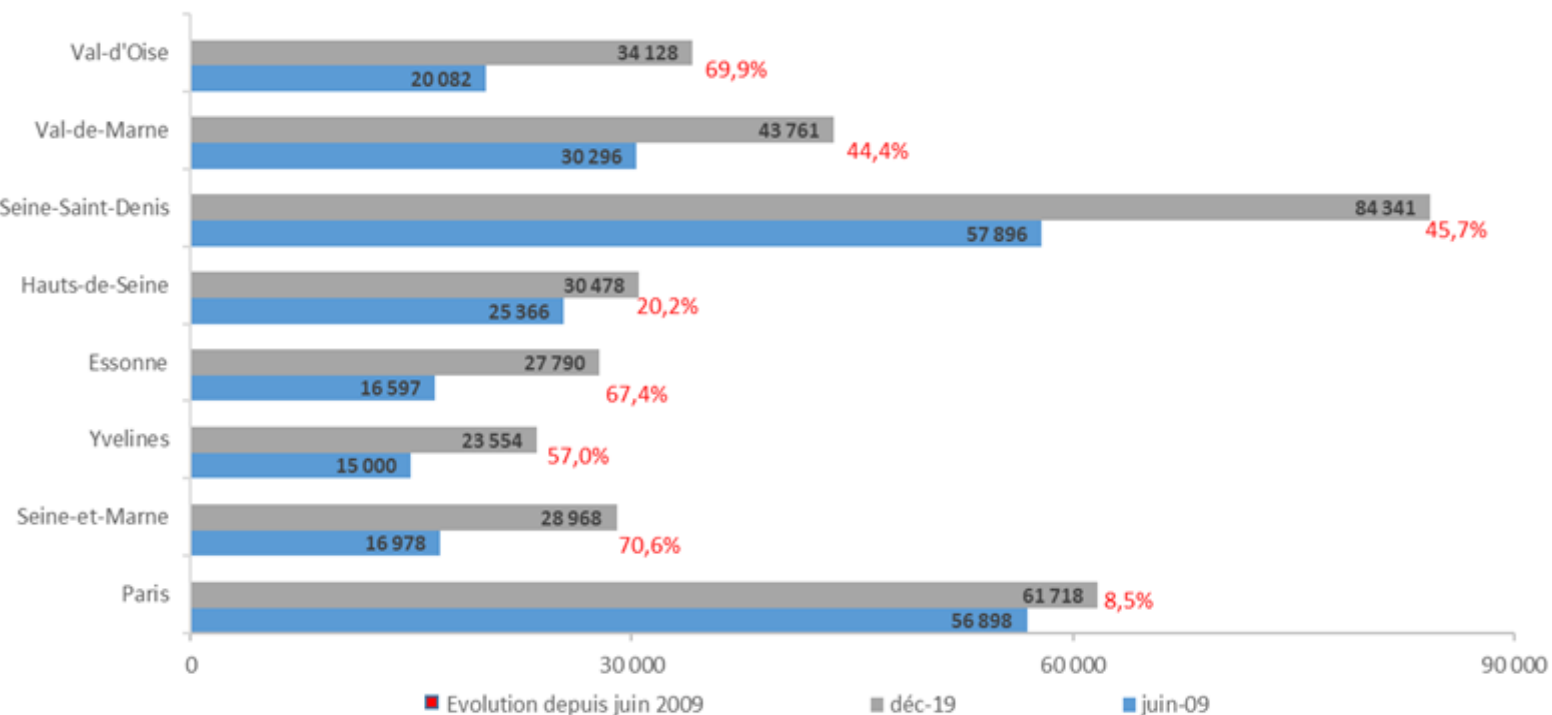


Nombre de foyers bRSA :	1 628 596	331 330	83 672
DEFM (catégories ABC) :	5 442 900	973 280	168 090
DEFM bénéficiant du RSA :	953 955*	168 656	36 125

bRSA : bénéficiaires du RSA. Données consolidées au 31 décembre 2019, source CAF

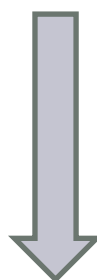
DEFM : demandeurs d'emploi en fin de mois au 31 décembre 2019, source Pôle Emploi. *dernière donnée disponible pour France métropolitaine mars 2019

Nombre de foyers bénéficiaires du RSA en juin 2009 et décembre 2019 et évolution



- Dix ans après la mise en place de la loi RSA, le nombre de BRSA a augmenté en Île-de-France de 40 %. La Seine-Saint-Denis se distingue par le plus grand nombre de foyers bénéficiaires du RSA et par une forte augmentation : + 45,7 %, soit la plus forte de la petite couronne devant le Val-de-Marne (+ 44,4 %), les Hauts-de-Seine (+ 20,2 %) et Paris (+ 8,5 %).
- On note que les départements de grande couronne ont connu une hausse supérieure à ceux de petite couronne (entre 57 % et 70 %).

Classement (RSA déc 2019)	Département	RSA déc 2019	RSA déc 2018	RSA juin 2009 (mise en place loi RSA)	Evolution annuelle déc 2018 déc 2019	Evolution de- puis juin 2009	Part population cou- verte par le RSA dans population totale au mois de décembre 2018*
1	Nord	106 807	108 022	86 973	-1,1%	22,8%	9,0%
2	Seine-Saint-Denis	84 341	83 539	57 896	1,0%	45,7%	10,7%
3	Bouches-du-Rhône	76 133	76 701	63 259	-0,7%	20,4%	8,2%
4	Paris	61 718	62 287	56 898	-0,9%	8,5%	4,4%
5	Pas-de-Calais	53 894	54 499	45 789	-1,1%	17,7%	8,3%
6	Rhône	46 158	45 306	28 349	1,9%	62,8%	5,2%
7	Val-de-Marne	43 761	43 197	30 296	1,3%	44,4%	6,0%
8	Seine-Maritime	41 290	40 741	28 425	1,3%	45,3%	6,6%
9	Gironde	40 119	40 331	32 177	-0,5%	24,7%	5,1%
10	Hérault	39 777	39 540	26 603	0,6%	49,5%	6,8%
Île-de-France		334 738	331 467	239 113	1,0%	40,0%	5,2%
France Métropolitaine		1 647 544	1 639 802	1 198 077	0,5%	37,5%	5,2%



En France métropolitaine, la Seine-Saint-Denis occupe le deuxième rang au regard du nombre de foyers bénéficiaires du RSA.



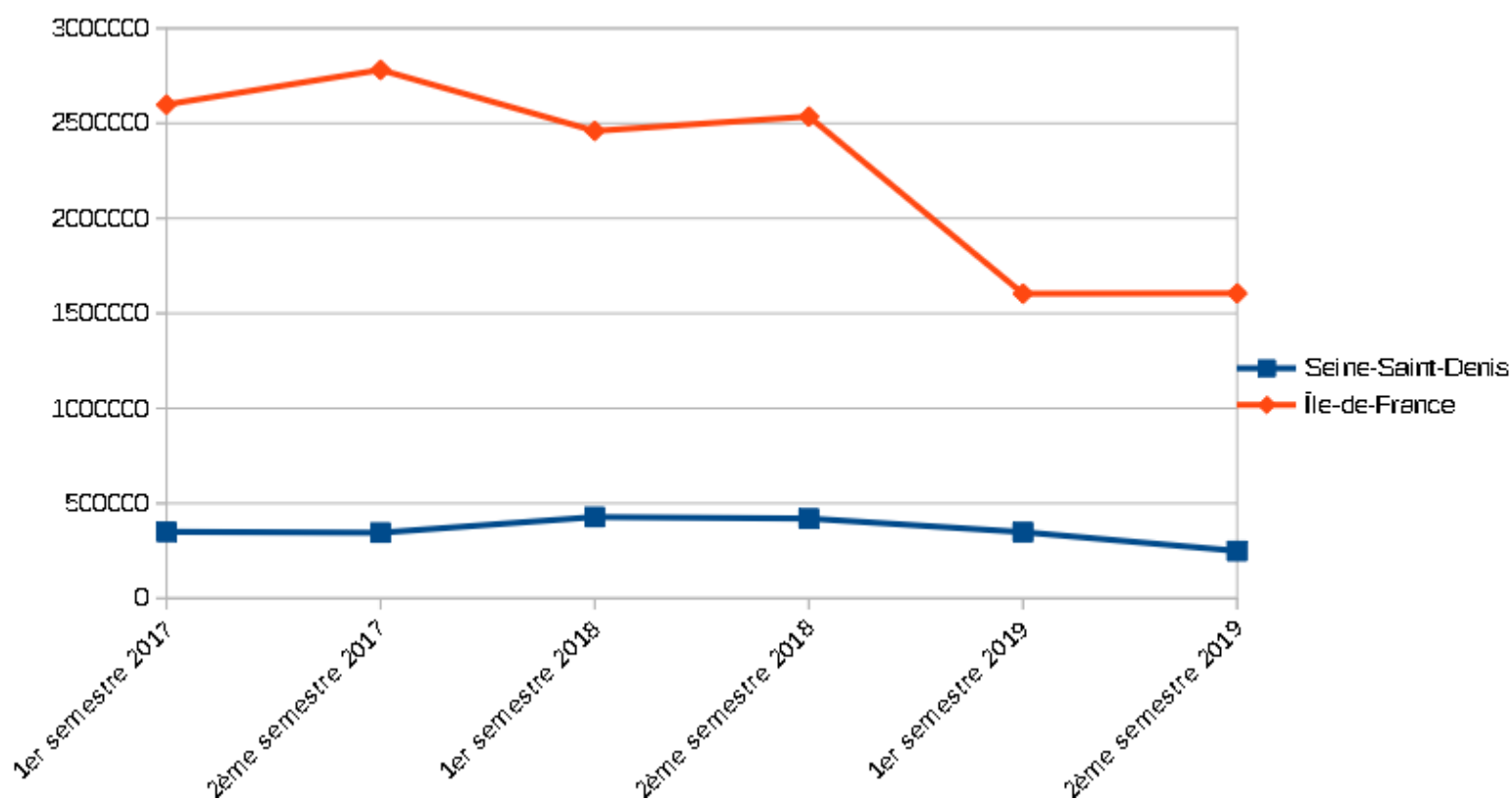
LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER

Locaux d'activité en Seine-Saint-Denis

Surfaces de locaux autorisés sur la Seine-Saint-Denis et l'Île-de-France sur 3 ans

	1 ^{er} semestre 2017	2 ^{ème} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2018	2 ^{ème} semestre 2018
Seine-Saint-Denis	350 063	345 487	427 669	420 218
Île-de-France	2 598 720	2 781 176	2 459 635	2 535 473
Part de la SSD	13,47 %	12,42 %	17,39 %	16,57 %

	1 ^{er} semestre 2019	2 ^{ème} semestre 2019	Variation par rapport à 2016	Variation par rapport à 2017
Seine-Saint-Denis	348 576	249 607	- 14,00 %	- 29,25 %
Île-de-France	1 603 327	1 605 454	- 40,36 %	- 35,76 %
Part de la SSD	21,74 %	15,55 %		



Surfaces de locaux autorisés en fonction du type de locaux, sur 3 ans, aux échelles IDF, SSD et EPT

Bureaux						
	1 ^{er} semestre 2017	2 ^{ème} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2018	2 ^{ème} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2019	2 ^{ème} semestre 2019
Plaine Commune	46 800	41 470	118 603	144 079	115 471	58 064
Est Ensemble	11 512	3 245	56 261	75 193	12 907	15 767
Grand Paris Grand Est	5 395	1 739	3 809	3 707	5 320	1 307
Paris Terres d'Envol	4 766	13 367	3 580	3 635	25 528	5 528
Seine-Saint-Denis	68 473	59 821	182 253	226 614	159 226	80 666
Île-de-France	684 717	680 016	696 474	860 710	627 018	762 379
Part PCo/SSD	68,35 %	69,32 %	65,08 %	63,58 %	72,52 %	71,98 %
Part SSD/IDF	10,00 %	8,80 %	26,17 %	26,33 %	25,39 %	10,58 %

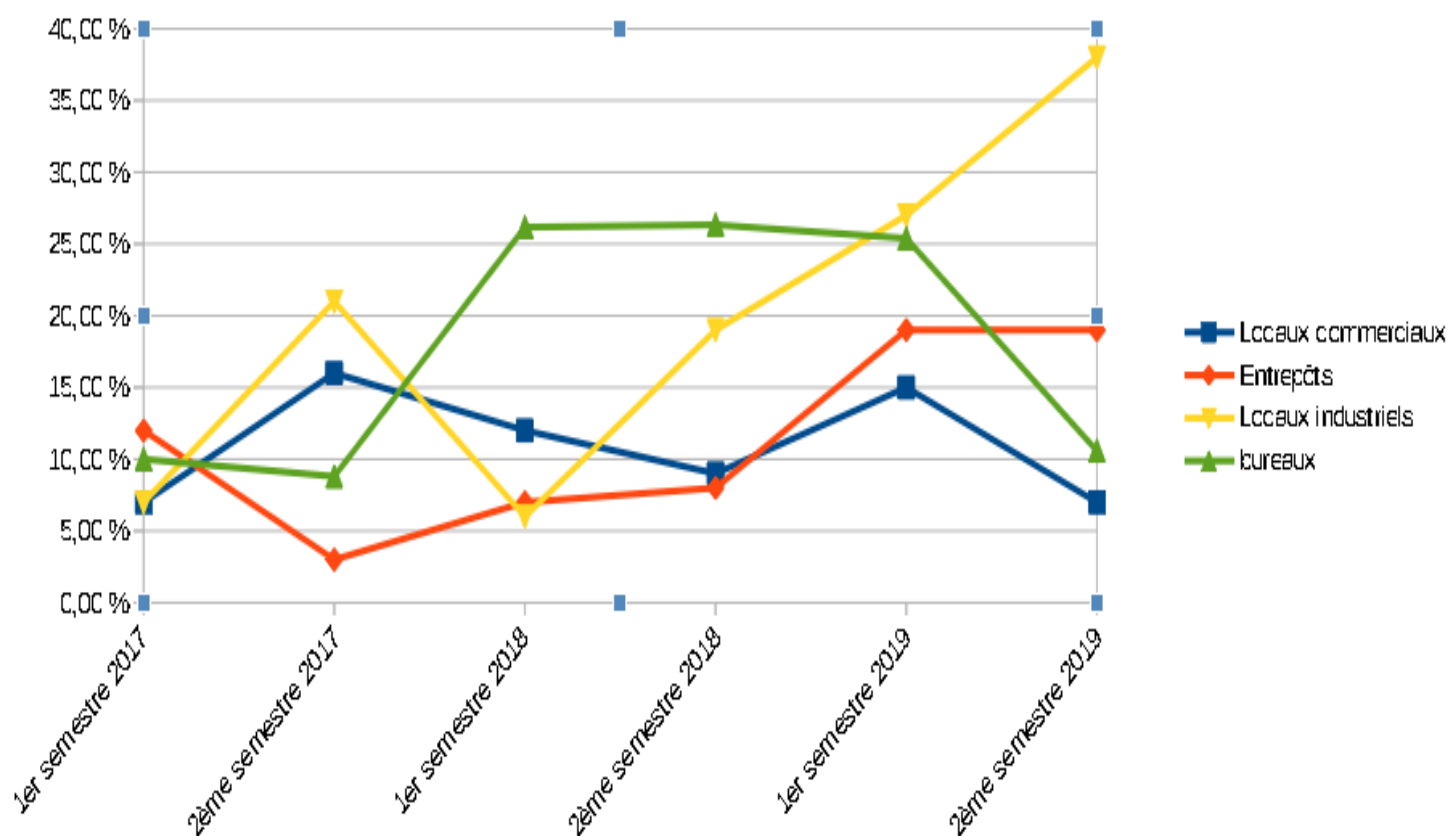
Chiffres à l'échelle de la Seine-Saint-Denis						
	1 ^{er} semestre 2017	2 ^{ème} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2018	2 ^{ème} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2019	2 ^{ème} semestre 2019
Bureaux	68 473	59 821	182 253	226 614	159 226	80 666
Locaux commerciaux	29 637	46 559	23 934	29 910	36 361	18 400
Entrepôts	66 921	20 362	29 476	19 847	110 365	63 341
Locaux industriels	6 220	33 741	10 189	41 475	42 624	87 200
TOTAL	171 251	160 483	245 852	317 846	348 576	249 607
Part Bureau/Total	39,98 %	37,28 %	74,13 %	71,30 %	45,68 %	32,32 %

Part de la Seine-Saint-Denis par rapport à l'Île-de-France

	1 ^{er} semestre 2017	2 ^{ème} semestre 2017
Locaux commerciaux	7 %	16 %
Entrepôts	12 %	3 %
Locaux industriels	7 %	21 %

	1 ^{er} semestre 2018	2 ^{ème} semestre 2018
Locaux commerciaux	12 %	9 %
Entrepôts	7 %	8 %
Locaux industriels	6 %	19 %

	1 ^{er} semestre 2019	2 ^{ème} semestre 2019
Locaux commerciaux	15 %	7 %
Entrepôts	19 %	19 %
Locaux industriels	27 %	38 %



LOGEMENTS EN SEINE-SAINT-DENIS

Pour les logements individuels – en nombre de logements

	1 ^{er} semestre 2017	2 ^{ème} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2018	2 ^{ème} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2019	2 ^{ème} semestre 2019	Variation par rapport à 2017	Variation par rapport à 2018
Seine-Saint-Denis	366	373	400	431	366	438	9 %	-3 %
Île-de-France	5 414	5 767	5 522	5 345	4 883	4 870	-13 %	-10 %
Part de la SSD	7 %	6 %	7 %	8 %	7 %	9 %		

Pour les logements collectifs – en nombre de logements

	1 ^{er} semestre 2017	2 ^{ème} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2018	2 ^{ème} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2019	2 ^{ème} semestre 2019	Variation par rapport à 2017	Variation par rapport à 2018
Seine-Saint-Denis	5 691	8 270	6 444	7 736	6 561	7 764	3 %	1 %
Île-de-France	31 705	38 723	32 211	35 897	28 549	31 214	-15 %	-12 %
Part de la SSD	18 %	21 %	20 %	22 %	23 %	25 %		

À l'échelle de la Seine-Saint-Denis

	1 ^{er} semestre 2017	2 ^{ème} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2018	2 ^{ème} semestre 2018	1 ^{er} semestre 2019	2 ^{ème} semestre 2019
TOTAL	7 089	9 672	7 644	9 519	6 927	8 202
Part des logts ind.	6 %	4 %	5 %	5 %	5 %	5 %
Part des logts coll.	91 %	80 %	86 %	82 %	95 %	95 %

Pour l'année 2019, les données issues de Syt@del sont celles des logements dits « ordinaires ».

Vente de logements neufs en Seine-Saint-Denis

Logements neufs individuels (évolution sur 5 trimestres) du 3^e trimestre 2018 au 3^e trimestre 2019

Trimestre	Nombre de logements mis en vente	Nombre de logements réservés à la vente	Prix moyen des ventes (en K€/logt)
2018T4	14	17	274
2019T1	0	48	307
2019T2	0	5	316
2019T3	0	4	305
T3 2019/2018	-100,00 %	-79,00 %	12,00 %

Trimestre	Surface moyenne (en m²)	Nombre de logements proposés à la vente (en cours)	Délai d'écoulement (en jours)
2018T4	91	45	7,5
2019T1	76	12	1,1
2019T2	83	9	1
2019T3	89	7	4,8
T3 2019/2018	1,00 %	-84,00 %	-34,00 %

Logements collectifs neufs (évolution sur 5 trimestres) du 3^e trimestre 2018 au 3^e trimestre 2019

Trimestre	Nombre de logements mis en vente	Nombre de logements réservés à la vente	Prix moyen des ventes (en €/m²)
2018T3	2426	1584	4256
2018T4	1648	2246	4257
2019T1	1319	2256	4308
2019T2	1703	2434	4278
2019T3	1516	1723	4352
T3 2019/2018	-38,00 %	9,00 %	2,00 %

Trimestre	Surface moyenne (en m²)	Nombre de logements proposés à la vente (en cours)	Délai d'écoulement (en jours)
2018T3	57	6192	11,7
2018T4	56	5959	9,3
2019T1	56	5377	7,2
2019T2	58	4957	6,3
2019T3	57	4944	7,1
T3 2019/2018	-1,00 %	-20,00 %	-39,00 %

sources : extrait de la note de conjoncture- Résultats du 3^e trimestre 2018 au 3^e trimestre 2019.
Enquête ECLN

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Préfecture de la Seine-Saint-Denis * Chambre de commerce et d'industrie départementale de Seine-Saint-Denis * Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis * Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Seine-Saint-Denis * Tribunal de Commerce * DIRECCTE Île-de-France * URSSAF de Paris- Région Parisienne * Pôle Emploi Seine-Saint-Denis * Unité départementale de l'Équipement et de l'Aménagement * Comité Départemental du Tourisme * Banque de France de la Seine-Saint-Denis * Direction départementale des Finances Publiques * Direction régionale des Douanes de Paris-Est

IMMATRICULATIONS AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS (RCS)

Les immatriculations ont été subdivisées dans les 4 catégories connues actuellement :

- Personnes physiques : lettre A dans le numéro RCS
- Personnes morales : lettre B dans le numéro RCS
- Groupe Intérêts Economiques : lettre C dans le numéro RCS
- Sociétés civiles : lettre D dans le numéro RCS

Sur la dernière ligne du tableau apparaît le chiffre concernant les dépôts des Comptes Annuels déposés au greffe.

NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS IMPLANTÉS EN ZFU EN SEINE-SAINT-DENIS : ÉVOLUTION DEPUIS 2001

L'indicateur relatif au nombre d'établissement implantés en ZFU en Seine-Saint-Denis est issu de l'exploitation du système d'information territoriale de la CCIR, Territem.

Il repose sur une géolocalisation précise (réalisée par la CCID Seine-Saint-Denis), des établissements de Seine-Saint-Denis.

Il provient du fichier des établissements produit par l'INSEE (Sirene Notice 80), disponible au 31 décembre de chaque année.

Il ne tient pas compte des activités suivantes :

- Les personnes morales et organismes soumis au droit administratif (collectivités, écoles, OPHLM, etc.)
- Les organismes privés spécialisés (CPAM, caisse de retraite, ASSEDIC, etc.)
- Les groupements de droit privé (associations, fondations, clubs sportifs, etc.)
- Les paroisses hors zone concordataire
- Etat collectivité ou établissement public étranger (ambassades, consulat, etc.)
- Etablissement public national à caractère industriel ou commercial doté d'un comptable public (ex : EPA Plaine de France, Caisse nationale de prévoyance)
- Etablissement public national à caractère industriel ou commercial non doté d'un comptable public (ex : SNCF et RATP)
- Exploitant public (la Poste)
- Etablissement public local à caractère industriel ou commercial (OPAC, office public, etc.)
- Régie d'une collectivité locale à caractère industriel ou commercial (Cinéma associatif, régie communale de distribution de l'eau, etc.)
- Institution Banque de France

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (TVA)

L'analyse des données a porté sur les secteurs d'activité suivants : les biens de consommation, l'automobile, les biens intermédiaires, les biens d'équipement, l'énergie, la construction, la réparation automobile, le commerce de gros et les intermédiaires de commerce, le commerce de détail, les transports, les activités financières, les services aux entreprises, les services aux particuliers, l'éducation, la santé, l'action sociale, l'administration, l'agriculture, la chasse, l'agro-alimentaire.

Pour ce faire, quatre paramètres ont été privilégiés :

- Le chiffre d'affaires, la TVA brute (application des taux de TVA), la TVA déductible sur immobilisations (donnée reflétant les investissements des entreprises), la TVA nette à payer.
- Chiffre d'affaires : les données relatives au chiffre d'affaires sont celles que les entreprises portent sur les différentes déclarations fiscales qu'elles sont tenues de déposer. En conséquence, une certaine prudence s'impose lors de l'analyse de ces données.

- TVA brute totale : il s'agit des montants de TVA résultant de l'application des différents taux légaux de TVA applicables en France. Les taux les plus couramment appliqués sont 20 % (taux normal applicable à toutes les activités pour lesquelles la loi n'a pas fixé un autre taux) et 5.5 % (taux réduit applicable aux produits destinés à l'alimentation humaine de base hors produits dits de luxe, ventes à emporter d'aliments, produits destinés à l'alimentation animale et produits non transformés issus de l'agriculture de la pêche...prestations de services effectuées dans le domaine agricole).

- TVA déductible sur immobilisations : la technique retenue pour la taxation de la valeur ajoutée implique que la taxe qui a alourdi les éléments du prix de revient d'une opération imposable soit déductible de la taxe applicable à cette opération.

L'exercice de ce droit à déduction s'opère sur des biens constituant des immobilisations pour l'entreprise c'est-à-dire en termes généraux des investissements. Il s'agit de biens de toute nature qui sont acquis ou créés par l'entreprise non pour être vendus ou transformés mais pour être utilisés d'une manière durable comme instruments de travail ou moyens d'exploitation.

- TVA nette due : il s'agit du montant de TVA due calculé à partir des données déclarées par les entreprises. Cette variable est donc à utiliser avec prudence dans la mesure où elle ne reflète pas les sommes effectivement versées au Trésor Public.

Ainsi, certaines entreprises peuvent déclarer un montant de TVA due correspondant à leur chiffres d'affaires mais qu'elles ne sont pas en mesure de payer du fait de la conjoncture ou du comportement de leur dirigeant. En conséquence, l'encaissement sera différé et ne sera plus considéré comme reflétant le paiement spontané de la TVA mais comme le résultat de l'action en recouvrement.

De plus, il convient de noter que l'évolution de la situation économique n'est pas directement liée au montant dû de TVA dans la mesure où le montant peut être impacté par des opérations d'investissement ou des exportations lourdes réalisées par les entreprises les plus importantes.

CHIFFRES CLÉS « SALONS »

Les comparaisons sont faites entre années similaires, c'est-à-dire entre années paires d'une part et années impaires d'autre part.

DONNÉES SUR LA CONSTRUCTION NEUVE (SITADEL)

- L'autorisation de construire, pour les permis ayant reçu un avis favorable de l'autorité compétente qui donne lieu à la série des permis autorisés,
- La déclaration d'ouverture de chantier qui donne lieu à la série des permis commencés.

Les données publiées disponibles sont en date « de prise en compte » (dans le système statistique). Celles-ci donnent une indication de tendance, par différence avec les séries de chiffres dites « en date réelle », dont la stabilisation prend un an minimum, préférées pour les analyses structurelles de long terme, notamment pour communiquer sur le suivi de la réalisation des objectifs de construction pour résoudre la crise du logement en Île-de-France.

DONNÉES SUR LA COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS NEUFS (ECLN)

L'enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN) est exhaustive et son objectif est l'observation conjoncturelle du marché de la promotion privée immobilière de logements neufs.

- Le champ de l'enquête : elle utilise comme base de sondage l'ensemble des permis ayant au moins cinq logements neufs, dont au moins un est destiné à la vente sur le marché de la promotion immobilière.
- Les mises en vente : on appelle « mises en vente » les logements nouvellement offerts à la commercialisation par les promoteurs au cours de l'année enquêtée.
- Les ventes ou réservations : l'enquête recense les réservations, avec dépôt d'arrhes effectués sur chaque programme. Dans la présentation des résultats, on parle indifféremment de ventes ou de réservations.

Pour le Club 93 Conjoncture, l'analyse réalisée par l'UT de Seine-Saint-Denis de la DRIEA ne porte que sur le marché des appartements neufs.

DIFFÉRENCE ENTRE LES CHAMPS DES OBSERVATIONS DE LA DRIEA SUR LE LOGEMENT ET CEUX DE LA BANQUE DE FRANCE SUR LES CRÉDITS A L'HABITAT, POUR LE TABLEAU DE BORD ÉCONOMIQUE

L'UT de Seine-Saint-Denis de la DRIEA transmet des données sur les flux physiques :

- données de la construction (privée et sociale),
- données du marché immobilier des logements neufs : les données portent uniquement sur les ventes de logements neufs en collectif (ventes, mises en vente).

La Banque de France transmet, dans sa série des encours de crédits à l'habitat, non pas des données de flux, mais des données de stocks (ou de variation de stocks si l'on observe la progression des encours de crédits).

Le champs observé, en grisé sur le tableau, diffère de celui de l'UT de Seine-Saint-Denis de la DRIEA : n'y figurent pas les crédits mobilisés par les promoteurs locatifs sociaux ou HLM (soit 25 à 35 % de la construction neuve dans le département) ; en revanche, son champ intègre les transactions dans l'ancien, sur quoi l'UT de Seine-Saint-Denis de la DRIEA ne fournit pas d'informations semestrielles.

Les informations transmises par la Banque de France fournissent donc une image plus éloignée des fluctuations dans la construction neuve des logements : les variations d'encours sont affectées par des variations dans le remboursement de crédits antérieurs ; les crédits nouveaux intègrent les crédits sur les transactions, et leur volume dépend aussi d'effet de prix, et de variations dans les structures de financement adoptées par les acquéreurs de logements (répartition entre les fonds propres, les crédits familiaux ou amicaux non déclarés, et les crédits bancaires).

INDICATIONS DE LECTURE

CVS : Corrigées des variations saisonnières

DB : Données brutes

Glissement annuel en % : Taux de croissance du mois (ou trimestre) de l'année par rapport au mois (ou trimestre) de l'année précédente

Taux de chômage au sens du BIT (Bureau International du Travail) : Données corrigées des variations saisonnières

SHON : Surface hors œuvre nette

CAF/FAB : Pour le commerce extérieur de la France, la valeur des échanges est prise en compte au passage de la frontière. Cette comptabilisation est dite CAF/FAB : Pour les importations Coût, Assurance et Frais compris jusqu'à notre frontière nationale, pour les exportations, Franco A Bord à notre frontière.



CONTACTS

SECRÉTARIAT CLUB 93 CONJONCTURE

Sylvia REIVER
Chambre de commerce et d'industrie départementale de Seine-Saint-Denis
Tél : 01 48 95 10 28 / sreiver@cci-paris-idf.fr

DONNÉES	CORRESPONDANTS
LES MENAGES	
Crédits à la consommation	Jacques ROBIN Soazig HERVE ONUK Banque de France Tél : 01 48 13 35 49 jacques.robin@banque-france.fr soazig.herve-onuk@banque-france.fr
Crédit à l'habitat	
LES ENTREPRISES	
Analyse des enregistrements au RCS	Francis GRIVEAU Tribunal de Commerce de Bobigny Tél : 01 41 83 61 51/52 presidence@greffe-tc-bobigny.fr
Analyse des enregistrements au Centre de Formalités des Entreprises	Éric FROEHLICHER Chambre de Métiers et de l'Artisanat 93 Tél : 01 41 60 75 23 e.froehlicher@cma93.fr
Evolution du nombre d'entreprises artisanales par secteurs d'activités	
Nombre d'établissements implantés en ZFU	Nadia VALENTE-GUIDIS CCID Seine-Saint-Denis Tél : 01 48 95 10 28 nvalente@cci-paris-idf.fr
Le commerce extérieur	Jean-François DEPIN Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects de Paris-Est Tél : 09 70 27 21 32 / 06 64 58 00 10 Jean-francois.depin@douane.finances.gouv.fr
La Taxe sur la Valeur Ajoutée et l'Impôts sur les Sociétés	Murielle FERRETTI Bruno SIMON DDFIP Tél : 01 48 96 61 27 murielle.ferretti@dgfip.finances.gouv.fr Bruno.simon@dgfip.finances.gouv.fr
Crédits à l'équipement des entreprises	Jacques ROBIN Banque de France Tél : 01 48 13 35 49 jacques.robin@banque-france.fr

LE TOURISME ET LES EVENEMENTS D’AFFAIRES

Le musée de l’Air et de l’Espace	Olivier MEÏER Comité Départemental du Tourisme 93 Tél : 01 49 15 99 24 o.meier@tourisme93.com
La Basilique de Saint-Denis	
Le Stade de France	
L’hôtellerie	
Les chiffres clés « salons » au Bourget et à Villepinte	CCIR PARIS Département tourisme congrès et salons Jean-Marie NAYS Tél : 01 55 65 77 09 jmnays@cci-paris-idf.fr

L’EMPLOI

Les demandes d’emploi en fin de mois (DEFM)	Laurence DEGENNE-SHORTEN DIRECCTE Unité Territoriale de Seine-Saint-Denis Tél : 01 41 60 53 21 Laurence.degenne-shorten@dirrecte.gouv.fr
Les offres d’emplois enregistrées et satisfaites (OEE)	
Le taux d’évolution du chômage sur un an	
Evolution du RSA	Jean-Luc PARISOT Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis Tél : 01 43 93 86 40 jparisot@seinesaintdenis.fr
Les déclarations uniques d’embauches	Marie-Sophie DELPRAT-GUIDI Odile-Agathe LESCURE Murielle CHAILLAND-DEPUICHAFFRAY URSSAF de Paris/Seine-Saint-Denis Tél : 01 56 93 24 68 marie-sophie.delprat@urssaf.fr odileagathe.lescure@urssaf.fr murielle.depuichaffray@urssaf.fr
Evolution du nombre d’établissements	Laurence DEGENNE-SHORTEN DIRECCTE Unité Territoriale de Seine-Saint-Denis Tél : 01 41 60 53 21 Laurence.degenne-shorten@dirrecte.gouv.fr
Evolution du nombre de salariés	
Evolution des effectifs dans le secteur commercial et dans les principaux secteurs d’activité de services	
Evolution des emplois dans les services	
Evolution de la part des secteurs tertiaires et industriels dans l’ensemble des emplois salariés	

LA CONSTRUCTION ET LE MARCHE IMMOBILIER

Construction de logements neufs	Mathilde HONORAT Valérie CHAPLAIS DRIEA 93 / UDEA93 mathilde.honorat@developpement-durable.gouv.fr valerie.chaplais@developpement-durable.gouv.fr
Logements locatifs sociaux	
Marché des appartements neufs (promotion privée)	
Construction de locaux d’entreprise	

TABLEAU DE BORD ÉCONOMIQUE DE LA
SEINE-SAINT-DENIS
- NOVEMBRE 2020 -

